

# L'Economie : la récession espagnole

## Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15035 - 7 F

MARDI 1<sup>er</sup> JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après l'incendie criminel de Solingen

### Les autorités allemandes redoutent une nouvelle poussée de xénophobie

Face à la honte

L'ALLEMAGNE n'est pas sortie, comme on avait pu le croire après la grande vague des manifestations antiracistes de l'automne dernier, de la spirale des violences xénophobes. Après Mölten, après Francfort, c'est à Solingen, cette fois, que des femmes et des enfants turcs ont été assassinés. Le chancelier Kohl a immédiatement fait part de son indignation au président turc Süleyman Demirel, et de nombreuses personnes ont manifesté dans les rues des grandes villes allemandes pour protester contre ce lâche attentat. Mais la répétition de cette séquence - les néo-nazis tuent, le gouvernement s'indigne, la population conspuant les assassins dans la rue - engendre le malaise.

L'attentat de Solingen a pris pour cible une communauté turque de quelque deux millions de personnes qui fournit à l'Allemagne une force de travail appréciée, et issue d'un pays qui a déjà bien d'autres raisons de se sentir incompris par l'Europe occidentale. Les paroles du chancelier Kohl, celles du président von Weizsäcker sur « l'horreur et la honte », de même que l'ampleur des moyens mis en œuvre pour confondre les coupables ne laissent aucun doute sur les sentiments qui animent les responsables de Bonn face à ces atrocités. Dans ces conditions, voir dans ce nouvel acte de violence raciste une conséquence du débat qui vient d'avoir lieu au Bundestag, et qui a débouché sur une réforme constitutionnelle limitant le droit d'asile, serait céder à l'émotion, ou leur faire un mauvais procès.

**ÉPUISÉ** par le coût de sa réunification, nuverte ces dernières années à des centaines de milliers d'Allemands de souche et de réfugiés originaires des pays anciennement communistes, l'Allemagne ne pouvait plus absorber l'essentiel de ceux qui cherchent à partager la prospérité des nantis. Mais il a manqué à ce débat la remise en cause simultanée de ce qui fonde le droit de la nationalité dans ce pays : un droit du sang relié d'une conception purement ethnique de l'appartenance à la communauté allemande.

Ce non-dit a parfois affleuré. Des hommes qui ont le vent en poupe, comme le nouveau ministre-président de Bavière Edmund Stoiber, se sont fait une spécialité de dénoncer le danger d'un « mélange racial » dont l'Allemagne serait menacée. Peu de responsables politiques, en revanche, ont eu le courage de dire clairement aux Allemands que leur société était vouée à la multiculturalité.

Le gouvernement de Bonn n'est certes pas responsable des actes des extrémistes. Mais, au moment où il cherche une vraie concertation avec ses partenaires européens sur les moyens de faire face aux nouvelles migrations, au moment où il demande à ses voisins de la compréhension sur les difficultés de sa réunification comme sur les raisons historiques de son abstention dans les conflits qui engagent la communauté internationale, on pourrait lui demander d'aller au fond des choses et de se rapprocher des valeurs admises par la plupart des pays européens. Il est plus urgent que Bonn se décide à prendre enfin à bras-le-corps la question de la révision de son code de la nationalité.

M0147 - 0601 0 - 7.00 F



Au lendemain de l'incendie criminel qui a causé la mort de trois femmes et de deux fillettes turques à Solingen, des manifestations antiracistes se sont déroulées, dimanche 30 mai, dans plusieurs villes d'Allemagne. Tous les dirigeants politiques ont condamné l'attentat, qui, selon le président de la RFA, Richard von Weizsäcker, « nous remplit d'horreur et de honte ». La police, qui a interpellé un jeune homme, concentre son enquête dans les milieux néo-nazis. Elle redoute une nouvelle flambée de xénophobie.



Lire nos informations page 16

### Le recentrage de Bill Clinton

En chute libre dans les sondages, le président américain donne deux coups de barre à droite pour améliorer son image

WASHINGTON  
de notre correspondant

Il a toujours eu un profil politique assez flou et des convictions à géométrie relativement variable mais il possède une qualité que personne ne lui conteste : « Il n'y a pas d'erreur », dit un de ses proches, dont Bill Clinton ne sache tirer les leçons.

Aussi, au terme d'une quinzaine particulièrement boueuse, M. Clinton a décidé de recentrer une présidence que certains qua-

lifiant de « trébuchante ». Le coup de barre à droite est double : nomination à la Maison Blanche d'un secrétaire général bis de facto en la personne de David Gergen, ancien collaborateur du républicain Ronald Reagan ; aménagement de son programme budgétaire pour tenir compte des réserves de la droite du Parti démocrate.

C'est la manière Clinton : ne jamais essayer de passer en force, toujours composer, s'adapter au terrain. Celui-ci est actuellement

plutôt rugueux : sondages au plus bas, gaffes en politique intérieure, revirements en politique étrangère (sur la Bosnie et la Chine). La performance d'ensemble est venue conforter l'image d'un homme hésitant. Certains commentateurs évoquent Kennedy au lendemain du désastre de la baie des Cochons (l'échec d'une expédition anti-castriste).

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 5

Sarajevo et Gorazde bombardées

### Les combats s'intensifient en Bosnie dans deux « zones de sécurité »

La conflit - désormais triangulaire - en Bosnie-Herzégovine s'est intensifié, dimanche 30 mai, avec de violents bombardements sur Sarajevo, des combats dans l'enceinte musulmane de Gorazde, assiégée par les forces serbes, de même qu'en Bosnie centrale et à Mostar, où se sont Croates et Musulmans qui s'affrontent. Radio-Sarajevo a fait état de 24 morts et plus de 170 blessés dans la capitale bosniaque ainsi que de 11 tués et 34 blessés à Gorazde, deux villes déclarées « zones de sécurité » par les Nations unies.

Les combats à Sarajevo, parmi les plus violents des dernières semaines, se sont produits après une semaine marquée par une intensification des affrontements entre Serbes et Musulmans dans plusieurs secteurs-clés de Bosnie-Herzégovine. Le porte-parole de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) dans la capitale bosniaque, le commandant Barry Frewer, a précisé, dimanche en milieu de journée, que pas moins de 300 obus de mortier et d'artillerie avaient été décomptés par les observateurs militaires de l'ONU sur des positions musulmanes entre samedi 16 heures et dimanche 9 heures. La plupart des obus ont été signalés dans le quartier de la présidence, au centre-ville. Trois impacts d'artillerie sur des positions serbes ont été relevés par les observateurs militaires de l'ONU.

Le crépitement des mitrailleurs à Sarajevo a été pratiquement ininterrompu en début de matinée le long de la ligne de front, dans le secteur de Grbavica, tandis

que les tirs de canons, de chars et de mortiers retentissaient également sur les collines au sud de la ville. Les tirs, devenus ensuite sporadiques, se sont poursuivis pendant plusieurs heures. Radio-Sarajevo a appelé la population à rester autant que possible à couvert, et les rues sont restées pratiquement vides.

A Gorazde, les forces serbes ont poursuivi dimanche l'offensive qu'elles avaient lancée vendredi. Cette attaque, marquée par des barrages d'artillerie et des tirs de roquettes, est la plus importante qu'a subie la ville, située à 70 kilomètres au sud-est de Sarajevo, selon la radio bosniaque, qui a fait état de plusieurs villages en flammes dans la région.

« Il y a beaucoup de morts et de blessés dans les rues, mais les combats sont si intenses que personne ne peut s'en occuper », a indiqué l'un des radio-amateurs de Gorazde dont les enregistrements ont été diffusés par Radio-Sarajevo.

Lire la suite et nos informations page 3

### Cambodge : Phnom-Penh dénonce des « irrégularités » électorales

Les résultats du vote pour la Constituante s'annoncent serrés, et les néo-communistes du gouvernement de Phnom-Penh, talonnés par les siamois, ont demandé à l'ONU, lundi 31 mai, d'en différer l'annonce en raison d'« irrégularités »

page 4

### Deux millions d'enfants européens au travail

Malgré une interdiction remontant à 1919, le labeur des moins de quinze ans se développe dans les pays de la Communauté

page 12

### Football : Marseille champion de France

Après son titre européen, l'Olympique de Marseille a remporté, samedi soir, son cinquième championnat de football consécutif après une rencontre marquée par des violences provoquées par des « hooligans » parisiens

page 9

### Guyane : le fleuve-patrie

Devant l'afflux des réfugiés à Saint-Laurent-du-Maroni, le ministre des DOM-TOM annonce « une politique de rigueur »

page 6

## Les jeunes, du côté de la foi

Vingt-cinq ans après mai 68, les jeunes croyants s'affirment davantage. Les autres ne rejettent plus la religion

par Henri Tincq

Vingt-cinq ans après mai 68, les jeunes n'ont certainement pas retrouvé le chemin des églises, mais à une génération de rupture radicale avec la religion, a succédé une génération de recherche spirituelle diffuse. Plus de 12 000 adolescents ont participé durant le week-end de Pentecôte, du 28 au 31 mai à Jambville (Yvelines) au rassemblement « fraternel » (« Frats ») des aumôneries catholiques de la région parisienne. Ils étaient dix fois plus nombreux que lors du premier « Frats » en 1979. Au même moment, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), un autre rassemblement de 20 000 jeunes avait lieu à l'initiative de l'Action catholique des enfants.

Ces chiffres confirment des tendances observées de plus longue date. Ainsi le scoutisme, avec

110 000 membres (contre 70 000 en 1975), ne cesse-t-il de progresser. De même l'Eglise catholique enregistre-t-elle un nombre croissant de baptêmes en âge scolaire : 13 500 après l'âge de sept ans en 1990, contre 4 000 en 1977. Le sacrement de confirmation touche aussi des jeunes plus tardivement, mais mieux préparés. Le pèlerinage des étudiants à Chartres - autour de 5 000 participants à Pâques - a aussi retrouvé son rythme de croisière. D'autres pèlerinages à Lourdes, à Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) ou Czestochowa (Pologne) drainent des groupes de plus en plus compacts de jeunes.

En se rassemblant, les jeunes chrétiens, très minoritaires, cherchent sans doute à se fortifier. Etrangers aux batailles électorales d'hier, ils n'ont aucun compte à régler et ont donc moins de com-

plexes que leurs aînés à exprimer leur foi. Les animateurs d'aumôneries, de mouvements et les éducateurs religieux gardent toutefois la tête froide. Ils sourient même lorsqu'on leur parle de « retour du religieux » chez les jeunes. Et si l'abbé Pierre, Mère Teresa et même Jean-Paul II caracolent en tête des sondages sur les personnalités appréciées des jeunes, l'indifférence reste massive. Elle est, de loin, la première religion. Tous les instituts de sondage notent même que la proportion de jeunes se déclarant « sans religion » est plus élevée que celle des adultes.

L'athéisme au sens strict, pourtant, ne progresse pas. Dieu est mort, disait-on en 1968. Dans les années 90, il a repris des couleurs.

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

# Un entretien avec Dominique Lecourt

« Les développements actuels des sciences conduisent de nouveau à des interrogations philosophiques »

« Le fil directeur de vos recherches, depuis vos travaux sur Bachelard ou sur l'affaire Lyssenko jusqu'à l'Amérique entre la Bible et Darwin, n'est-ce pas en fin de compte l'idée que les scientifiques soutiennent toujours des positions philosophiques, quand bien même ils croient n'en avoir aucune ? »

« Je pense effectivement que l'idée d'un divorce entre les sciences et la philosophie est aujourd'hui en train de s'effriter. On a cru longtemps que les sciences n'avaient pu progresser puissamment qu'en se libérant de la tutelle des doctrines philosophiques. Le dix-neuvième siècle et une large partie du nôtre ont vu triompher diverses conceptions qu'on peut regrouper sous le nom de positivisme, imposant une représentation des savoirs scientifiques dénuée de toute dimension spéculative. »

« A la faveur d'une organisation de plus en plus spécialisée de la recherche, et dans des circonstances où le travail des savants apparaît de plus en plus tributaire du développement de la puissance technique, la présence en acte de la réflexion philosophique au sein même de la pensée scientifique avait fini par être ignorée ou niée. Aujourd'hui, cette présence de la philosophie s'impose à nouveau à l'attention, aussi bien du côté de la recherche fondamentale qu'à propos de ses applications techniques. On s'aperçoit que la conception purement instrumentale des sciences n'est qu'un leurre. L'exigence philosophique se fait entendre nettement. »

« Pourriez-vous en donner quelques exemples ? »

« Ils sont à la fois nombreux et d'ailleurs largement connus. Pour mémoire, je mentionnerai notamment le bouleversement de l'image de la nature, de ses lois de fonctionnement, et de l'idéal de la science introduit par le développement de la physique quantique. Le caractère probabiliste des connaissances dans la physique quantique est venu contredire la métaphysique déterministe de la nature qui reposait sur une généralisation supposée sans limites de la mécanique de Newton. Plus récemment, l'attention portée aux phénomènes de turbulence et de chaos rend encore plus radicale et plus urgente la nécessité de repenser – philosophiquement – les notions de causalité, d'ordre, de loi, etc. »

« Une exigence du même genre se manifeste dans le domaine de l'astrophysique, avec le renouveau des modèles cosmologiques, la question du commencement de l'univers et l'hypothèse du big bang. C'est enfin peut-être dans le champ des sciences du vivant que l'on voit réémerger de la manière la plus nette des questions philosophiques traditionnelles telles que les relations de l'esprit et du corps, l'individualité, la formation des idées, l'animalité de l'homme, etc. La jonction qui est tentée, sous nos yeux, de certaines voies de la neurophysiologie avec certains résultats obtenus en intelligence artificielle, sous l'emblème des « sciences cognitives », concentre l'essentiel de ces questions. »

« Ainsi, de toute part, les développements actuels des sciences conduisent de nouveau à des inter-

Né en 1944, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, Dominique Lecourt est aujourd'hui professeur de philosophie des sciences à l'université Paris-VII, après avoir été notamment directeur du Centre international d'épistémologie de l'université d'Amiens (1978-1988) et recteur d'académie, directeur du Centre national d'enseignement à distance.

Dominique Lecourt s'est centré sa réflexion sur les relations entre sciences, philosophie et société, et sur les problèmes théoriques, éthiques et politiques qui y sont liés. Auteur d'une dizaine d'ouvrages consacrés notamment à Gaston Bachelard (Vrin, 1969, Grasset, 1974), à l'affaire Lyssenko (préface de Louis Althusser, Maspero, 1977), à la philosophie analytique (l'Ordre et les Jeux, Grasset, 1980), il a récemment publié *Contre la peur* (Hachette « Pluriel », réédité en 1993) et *l'Amérique entre la Bible et Darwin* (PUF, 1992).

Passionné par les tâches de formation et de vulgarisation, il dirige aux Presses universitaires de France la Nouvelle Encyclopédie Diderot et la nouvelle collection « Science, histoire et société », ainsi que chez Hachette la collection « Questions de science », après avoir été, en 1983, l'un des membres fondateurs du Collège international de philosophie.

La présence des questions philosophiques dans la recherche scientifique contemporaine, la nécessité de reformer les enseignements en conséquence, et les promesses que contiennent les bouleversements en cours sont évoqués dans cet entretien.

rogations philosophiques. Celles-ci n'avaient en fait jamais cessé d'être présentes dans la démarche même des sciences. Mais elles étaient comme recouvertes ou laissées de côté depuis que s'était imposée l'idée que la science consistait en un pur calcul, susceptible d'applications puissantes mais supposée dépourvue d'interrogations métaphysiques ou d'éléments spéculatifs. Il est clair que cette situation, de l'avis des scientifiques eux-mêmes, est aujourd'hui en pleine mutation.

### « La conception générale de la société est en cause »

« Il semble toutefois que nous sommes loin d'être sortis des conséquences de la longue perte d'intérêt réciproque entre scientifiques et philosophes. Je pense en particulier au fait que bon nombre de travaux, donc de sciences, quand ils abordent des questions de métaphysique, le font sans une connaissance suffisante des textes et des contextes où ces problèmes ont déjà été longuement débattus au cours de l'histoire. Inversement, bon nombre de philosophes contemporains ignorent complètement la teneur des recherches scientifiques actuelles et ne voient pas comment leurs préoccupations pourraient s'y rattacher. Double peut-être à vos yeux la solution, si elle existe, de ces difficultés ? »

« La tâche des philosophes consiste d'abord à apporter la preuve aux scientifiques que la tradition philosophique, depuis plus de deux millénaires, a mûri des

types d'argumentations que les scientifiques ne peuvent ignorer sans grave mécompte. Il est vain, en ce domaine, de croire pouvoir inventer sans une culture appropriée. C'est aussi vain, même si les raisons sont autres, que si un philosophe prétendait soudain imaginer ou inventer un nouveau théorème de la thermodynamique. Les scientifiques ont donc, comme les philosophes, à apprendre la patience du concept. »

« Il faut dire d'autre part aux philosophes qu'ils ne peuvent être durablement dignes de ce nom si les grandes questions provenant de l'exigence théorique des sciences contemporaines leur demeurent à ce point lointaines qu'ils ne peuvent en donner une formulation intelligible par les scientifiques, voire qu'ils ne nient purement et simplement l'existence au gré de discours généraux sur la « science », pour l'accuser ou la dénigrer. »

« Pour redevenir véritablement féconde, la convergence des interrogations entre les uns et les autres devrait se traduire dans les institutions d'enseignement aussi bien que de recherche. Pour répondre aux besoins de notre époque, il faudrait que soit réinstaurée une initiation à la pensée scientifique contemporaine dans la formation des philosophes, et qu'un enseignement philosophique plus soutenu soit disposé aux scientifiques. Telle n'apparaît pas la tendance actuelle, et c'est regrettable. »

« Car le statu quo me paraît dangereux pour tous, dans ses conséquences théoriques comme dans ses conséquences humaines. Du point de vue théorique, à une époque où les avancées des recherches scientifiques, comme on l'a vu, remettent en jeu des argumentations philosophiques capitales, les philosophes ne semblent pas voir que leurs préoccupations centrées sur l'éthique, l'esthétique ou la politique sont

touchées par ces mutations opérées dans la pensée scientifique. En demeurant étrangers au mouvement des sciences, les philosophes perdent en fait un élément essentiel de leur propre objet de réflexion. »

« Lorsque les scientifiques, d'autre part, réduisent à presque rien l'épaisseur philosophique des problèmes qu'ils traitent, ils s'avèrent tout prêts à se laisser fasciner par d'autres formes de pensée, de type religieux et dogmatique, envers lesquelles la philosophie maintient une distance critique nécessaire à la liberté de jugement. Ce sont d'ailleurs ceux qui ont la conception la plus technique et la plus positiviste – au mauvais sens – de la science qui se trouvent les plus coquins à se précipiter vers des croyances massives, très éloignées de la rationalité en usage dans les sciences comme dans la philosophie. »

« Vous parlez aussi de conséquences humaines... »

« L'enseignement des disciplines scientifiques reste aujourd'hui essentiellement opératoire et manipulateur. Les étudiants apprennent principalement à manier et à appliquer des formules mathématiques. N'ayons pas peur des mots : c'est un enseignement dogmatique. Il est guidé par un objectif apparemment réaliste : dispenser une formation adéquate pour un métier déterminé, produire au bout du compte un ingénieur ou un expert directement performant. »

« Les enseignants, comme les chefs d'entreprise au demeurant, savent qu'il s'agit là d'une illusion. Les situations concrètes se modifient en effet si vite que cet enseignement droit à une tâche professionnelle est à la fois inefficace et mystificateur. Les étudiants ressentent d'ailleurs cette adaptation technicienne comme un appauvrissement de leurs perspectives – à juste titre, de mon point de vue. Car ce qui compte, c'est plus que jamais d'acquiescer à la plasticité suffi-

sante pour s'adapter à des situations diverses, anticiper l'avenir et savoir exercer son jugement. »

« Comme vous le voyez, quand on aborde ces problèmes, c'est aussitôt l'ensemble des finalités du système d'enseignement, et donc la conception générale de la société, qui sont en cause. C'est pourquoi je mesure la puissante résistance qui peut s'opposer à de telles réformes. Mais je demeure malgré tout optimiste. »

### « L'enseignement des disciplines scientifiques est dogmatique »

« Pourquoi ? »

« Parce que, en dépit de tous les risques très graves que je ne sous-estime nullement, je pense que nous vivons une époque porteuse de promesses. Je dirai même que, pour un philosophe, nous vivons une période où il est possible de varier le penser. Ce n'est pas toujours le cas. Il y a de longues périodes où la philosophie suit un régime de croisière, où elle se peut que rebrette le jeu avec les mêmes cartes. Et puis il y a quelques moments, assez brefs, formidablement intenses, où tout se trouve bouleversé, comme la période hellénistique où se désagrégeaient les empires, ou comme le dix-septième siècle où émergent à la fin des formes sociales et des connaissances nouvelles. Nous vivons à nos yeux un moment de ce genre. Toute la donne est changée. Non seulement du côté des sciences, mais aussi en politique, puisque tous les repères doctrinaux qui fixaient et bornaient la pensée depuis plus d'un siècle (libéralisme, socialisme...) ont vacillé ou basculé. Les sciences humaines et sociales – toutes écoles confondues – vont subir de plein fouet le contre-coup épistémologique de cette conjoncture puisque leurs élaborations

théoriques, dès leur naissance, avaient été liées à la version positiviste de l'idéal de la science. Et il faut inventer de nouvelles règles. Ce sont des périodes à hauts risques, mais tout à fait exaltantes. »

« Vos remarques précédentes sur les relations entre sciences et philosophie ne concernent donc pas seulement l'activité intellectuelle ? »

« Evidemment non ! Les catégories philosophiques qui nous permettent de découper le monde pour le connaître agissent dans d'autres domaines. Elles contribuent à structurer tous les rapports que les humains entretiennent entre eux. Quand ces structures entrent en mouvement, ce changement a des incidences sur la vie de chacun. »

« Prenons l'un des exemples les plus frappants : les questions liées aux nouvelles techniques médicales qui permettent d'intervenir dans l'intimité de la matière vivante, d'interférer avec les processus de descendance et de filiation – lesquels paraissent jusqu'alors « naturels » – et bientôt peut-être modifier la constitution du genre humain lui-même. Les angoisses légitimes que soulèvent ces techniques sortent du cadre de la pensée positiviste, dogmatique et manipulateur pour laquelle l'application technique d'une connaissance est neutre, sans valeur spécifique. En fait, nous changeons, dans ces applications, de registre. »

« Mais dans les discussions autour de l'éthique médicale domine une sorte de terreur qui saisit la plupart, comme si régnait une fatalité selon laquelle tout usage des procédés actuels devait aboutir au pire. On ne se pose pas assez la question d'un usage éventuel de ces procédés dans le sens d'un accroissement de la liberté. On pourrait en fait imaginer que les nouvelles techniques de procréation assistée, par exemple, donnent lieu à un type différent de relations entre hommes et femmes, libérés enfin d'une vue naturaliste des rapports humains, voire des dispositifs juridiques et sociaux liés à cette idée de la nature. »

« Ce n'est qu'une possibilité. Je ne sous-estime pas le moins du monde les risques immenses qui menacent. Mais on n'entend que le toc-toc, et l'on semble parfois s'y complaire, comme pour mieux conforter un ordre familial qui craque de toutes parts. On se préoccupe beaucoup trop peu des perspectives qui, dans ces techniques, pourraient nous permettre d'élargir notre liberté et de dépasser par la réflexion de nouvelles possibilités d'émancipation. »

« Lesquelles exactement ? »

« A chacun et à tous d'y penser concrètement. S'il y a une leçon à tirer de l'histoire tourmentée de notre siècle, c'est que le philosophe ne saurait jouer les prophètes sans porter atteinte à la liberté de tous. Il lui appartient de contribuer à ouvrir des espaces en faisant apparaître les solidarités cachées qui lient en un ensemble les redistributions de la pensée. Il ne lui revient pas de remplir ces espaces avec des contenus positifs. Vous me direz que ce rôle est bien modeste ? Sans doute, mais souvent il a pu être décisif. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Editions, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie de « Le Monde »  
12, r. de Valenciennes  
94852 IVRY CEDEX

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUËRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction : Jacques Guille, Philippe Dupuis, Isabelle Tassin  
15-17, rue de Valenciennes 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : 634 128 F  
Téléc : 40-65-71, Société civile de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 38-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS  
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 8 heures à 17 h 30)

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS « postage ») is published daily for \$30 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second-class postage paid at New York, NY, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1010 International Media Service, Inc., 238 Pacific Avenue, Suite 404, Yonkers, NY 10901-2872, USA.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : les abonnés sont priés de formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
301 MON 01 PP Paris RP

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappart, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombari, Robert Solé (coadjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenzi, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

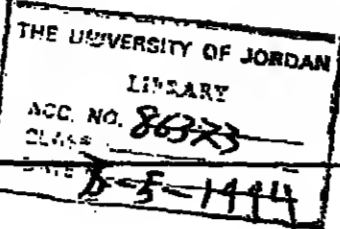
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUËRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-80-30-10

Lecourt



## ÉTRANGER

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> juin 1993 • 3

### Les pays arabes s'impatientent devant l'inefficacité occidentale

RABAT  
de notre envoyé spécial

Deux ans et quelques mois après l'opération « Tempête du désert », la guerre du Golfe est en passe de révéler l'inefficacité du monde musulman à l'encontre du camp occidental, soupçonné, une fois encore, de pratiquer « une politique des deux poids deux mesures », l'envahisseur israélien ayant été alors plus sévèrement châtié que ne l'est aujourd'hui son homologue serbe. Venu, vendredi 28 et samedi 29 mai à Rabat, donner un nouvel élan à ses relations franco-marocaines, Alain Juppé, dont c'était la première visite dans un pays arabe depuis sa nomination au Quai d'Orsay, a dû longuement plaider, notamment devant Hassan II, la position de Paris et de ses alliés sur le dossier de l'ex-Yougoslavie.

Les Marocains ne sont pas moins sensibles que beaucoup d'autres Arabes à la tragédie qui vit leurs coreligionnaires bosniaques. Ici comme ailleurs, les esprits commencent à s'échauffer. Un Comité national de soutien à ces « frères musulmans » dans la détresse tente de mobiliser des fonds pour leur venir en aide. D'aucuns évoquent même l'hypothèse d'une levée d'une sorte de « djihad islamique » qui se porterait à leur secours et assurent que déjà, en Egypte, 20 000 volontaires sont prêts à s'en aller croiser le fer avec ces diaboliques de Serbes.

Le ministre français des affaires étrangères a pris argument de cette poussée de ferveur pour tenter de répondre aux interrogations qu'a suscitées, notamment au sein du monde arabe, la récente création, en Bosnie, de « zones de sécurité ».

considérées comme autant de « réserves pour musulmans ». Politique d'autant plus critiquable, au yeux de beaucoup, qu'elle avaliserait, hors de ces enclaves, le fait accompli serbe.

A cet égard, M. Juppé s'est déclaré « surpris » par les tardives réserves du secrétaire général de l'ONU qui vient de souligner la nécessité d'obtenir l'accord des belligérants avant la mise en place de ces « zones de sécurité », décidée par la résolution 824 du Conseil de sécurité. A son avis, l'échec de cette stratégie — présentée, par lui, comme la solution du moindre mal — incrimine les pays non alignés à réclamer la levée de l'embargo sur les armes et ouvrirait la voie à toutes sortes de surenchères qui aboutiraient au retrait de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), à une aggravation et à une internationalisation du conflit.

#### Simple « lever de rideau » ?

La toute nouvelle et déjà très controversée proposition française qui vise à compléter le dispositif de la résolution 824, en autorisant les « casques bleus » de l'ONU à faire usage de leurs armes pour protéger les « zones de sécurité », témoigne d'une « attitude de fermeté » qui dérange certains mais qui peut être payante, a insisté M. Juppé. « Comme elle l'a été au Cambodge où l'ONU a réussi à sauvegarder le processus électoral en ripariant aux agressions des Khmers rouges ».

Si tant est que ces « zones de sécurité » voient le jour, il ne déplairait pas à la France que le Maroc fournisse une partie des

cinq à six mille « casques bleus » supplémentaires nécessaires, selon ses calculs, à leur surveillance, à condition que les circonstances n'imposent pas d'augmenter le nombre des zones. Déjà, lors de la guerre du Golfe, Rabat avait dépêché, en Arabie saoudite, « à titre purement défensif », un corps expéditionnaire, fort de quelque 1 200 hommes. Hassan II sera-t-il, aujourd'hui, tenté de céder à ces diverses sollicitations de Paris et d'expédier un contingent en Bosnie dans le cadre de ce plan de paix occidental ?

Le souverain chrétien est probablement trop fin politique pour s'engager en éclairant dans une intervention aux contours mal définis, au risque de donner du grain à moudre aux islamistes qui se livrent sans tapage à un efficace travail de propagande. Aussi les responsables marocains ont-ils fait valoir à leur interlocuteur français que leur pays était déjà associé, sous le drapeau de l'ONU, à des opérations de maintien de la paix en Angola, au Cambodge et en Somalie, et qu'en tout état de cause, ce serait à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) de décider, le moment venu, du bien-fondé d'un appel logistique aux « frères musulmans ».

Pas davantage que la France, le Maroc n'a de solution miracle à proposer pour sortir du bouillonnement yougoslave. Hassan II se réduit à jouer les prophètes de malheur ? A ses visiteurs, ce passionné de géopolitique a laissé entendre que ce qui s'est passé, jusqu'à maintenant, dans l'ex-Yougoslavie n'était encore qu'un simple « lever de rideau ».

JACQUES DE BARRIN.

### La Croatie et la Slovénie s'opposent sur le tracé de leur frontière commune

La tension monte entre la Croatie et la Slovénie à propos du tracé de leur frontière commune ainsi que pour des raisons économiques. Pour résoudre la crise qui oppose les deux pays, les premiers ministres croates et slovènes doivent se rencontrer à la mi-juin et signer une série d'accords, vient d'annoncer le chef du gouvernement de Zagreb, Nikica Velentica. A Ljubljana, le Parlement a interrompu ses discussions à propos de la frontière slovène-croate après le départ d'un groupe de députés nationalistes de la salle et a renvoyé les débats à la session de juin.

#### Un poste frontière litigieux

A première vue, les Croates semblent responsables du déclenchement de la crise. A l'approche de l'été, pour améliorer les conditions de travail des douaniers, les autorités croates ont entrepris de construire un poste-frontière en dur à la place de simples baraquements, à Secovje (nord-ouest de l'Istrie), un point de la frontière où les Slovènes

« ont exigé de « dessiner la frontière à cet endroit afin que les eaux territoriales de la Slovénie rejoignent les eaux internationales, au moins sur une petite section », afin que ses pêcheurs puissent y avoir accès. Zagreb insiste pour que l'un des lits de la rivière Dragonja fasse frontière « naturelle », tandis que pour la Slovénie les frontières sont celles inscrites au cadastre de la commune de Piran... »

A Zagreb, on estime, sans le dire officiellement, que Ljubljana a profité de la situation particulièrement critique pour la Croatie pour pousser son avantage. D'autant plus que les Slovènes ont, eux, construit leur propre poste frontière dans cette zone contestée et que « l'emplacement d'un poste ne préjuge pas d'un futur tracé », explique Davorina Rudolf, président de la commission croate sur les frontières. M. Rudolf s'étonne aussi que la Slovénie ait soulevé la question de Piran alors que la commission d'experts croato-slovènes sur la frontière (qui a résolu, en deux ans, les autres points délicats) devait examiner ce cas précis au mois de juin.

#### Pressions sur Zagreb

En fait, il semble que la Slovénie ait saisi une opportunité pour faire pression sur Zagreb, afin non seulement de gagner un peu de territoire, mais de tenter de résoudre les problèmes économiques bilatéraux en suspens à cause de la guerre en Croatie. Si Zagreb se plaint du gel par la Ljubljanska Banka de près de 600 000 dollars de dépôts effectués par des citoyens croates, la Slovénie semble particulièrement mécontente des taxes très élevées imposées par les Croates sur les exportations et les propriétés slovènes.

Le partage des sociétés — ex-propriétés collectives — dans la Yougoslavie — entre les deux pays est aussi un dossier en suspens. « C'est vrai que nous avons de gros trous dans nos budgets et que nous avons dû imposer des taxes pour protéger nos marchés dans cette situation économique pas très brillante due à la guerre », admet un porte-parole du ministère croate des affaires étrangères, alors que les deux pays avaient d'abord créé une « zone de commerce libre ». Après moult échanges et consultations, ceux-ci paraissent, pour le moment, résolus à régler leur différend à l'amiable. La construction du poste-frontière litigieux a été suspendue ; la question du tracé a été renvoyée aux experts.

Semblant admettre la véritable raison de la crise (qui a coïncidé avec la décision de la Slovénie d'arrêter, pour « raison de sécurité », la centrale nucléaire qu'elle exploite en commun avec la Croatie), Anton Rupnik, le porte-parole du ministère slovène des affaires étrangères, jura au téléphone, se réjouit : « Le gouvernement croate a donné son feu vert pour trois accords économiques que l'on attendait depuis de longs mois ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET



546 kilomètres de la frontière séparant les deux pays. Pour expliquer la montée de la tension, cet officiel renvoie plutôt à la toile de fond du problème : les difficultés économiques de Zagreb, qui freinent la prospérité de Ljubljana et caverneux les relations entre les deux pays.

En guerre avec les Serbes sur plus de 1 000 kilomètres, menacé de sanctions internationales pour son soutien aux Croates bosniaques dont les pratiques à l'encontre des musulmans s'apparentent, en certains points de Bosnie-Herzégovine, à un « nettoyage ethnique », la Croatie — appauvrie économiquement par le poids des réfugiés et l'absence de crédits internationaux — a vu sans plaisir s'ouvrir un nou-

veau « front » à l'ouest. Cette crise, en voie d'apaisement, menace cependant de ruiner la petite mais rentable saison touristique en Istrie (Croatie), qui reste l'une des principales sources de devises, car la guerre a repris plus au sud, sur la côte adriatique, vers Zadar (Dalmatie). En Istrie — la seule région du pays où l'Union démocratique croate (HDZ) du président Franjo Tudjman est en difficulté — le mouvement régionaliste IDS (Communauté démocratique d'Istrie) s'est vivement inquiété des menaces slovènes de fermer la route d'accès des touristes, tout en renvoyant dos à dos les deux gouvernements.

La Slovénie estime que se pose ici « la question vitale de l'acquisition de suffisamment de ressources nationales pour la survie de la

### Les combats s'intensifient en Bosnie

Suite de la première page

Selon les radio-amateurs, les autorités de Gorazde ont lancé un appel au commandant de la FORPRONU pour la Bosnie, le général Philippe Morillon, pour que des observateurs militaires de l'ONU soient envoyés dans l'enclave musulmane assiégée.

Gorazde est l'une des six zones musulmanes de Bosnie avec Zepa (est), Srebrenica (est), Tuzla (nord-est), Bihać (nord-ouest) et Sarajevo, où le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, le 6 mai, de créer des « zones de sécurité ». Depuis cette date, a indiqué le commandant Frewer, la FORPRONU a tenté « à trois reprises

sans succès » de déployer des observateurs militaires à Gorazde.

Cependant, les heurts entre forces musulmanes et croates bosniaques se sont poursuivis en Bosnie centrale, notamment à Vitez, à Jablanica et à Kozjic, ainsi qu'à Mostar, en Herzégovine occidentale (sud-ouest de la République), où les forces croates ont brutalement chassé de nombreux musulmans — jusqu'à 200 par jour, selon un responsable de l'ONU. Or le conflit armé qui oppose les anciens alliés depuis des semaines pour le contrôle de territoires à population mixtes risque de s'étendre à Sarajevo, selon le commandement du HVO (forces croates bosniaques), cité dimanche soir par l'agence officielle croate Hina.

« En dépit de gros efforts du commandement du HVO pour Sarajevo, les chances de maintenir à un niveau correct ses relations avec le commandement du corps d'armée de Bosnie à Sarajevo et d'éviter des affrontements armés sont de plus en plus minces », affirme un commandant « craignant une attaque » de l'armée de Bosnie-Herzégovine (à majorité musulmane) contre ses unités qui défendent Sarajevo contre les Serbes aux côtés de l'armée bosniaque que dirige le président Alija Izetbegovic.

#### « Méfiance et conflits »

A Zagreb, le président Franjo Tudjman a déclaré dimanche que son pays devait protéger les Croates en lutte contre les musulmans de Bosnie car il en allait de la sécurité de la Croatie, tout en démentant toute intervention de l'armée régulière croate en Bosnie-Herzégovine. M. Tudjman s'est dit préoccupé par le sort des Croates de la République voisine parce que les régions du centre et du sud-ouest de la Bosnie — à population fortement croate — avaient vu affluer plus de 100 000 réfugiés musulmans chassés de Bosnie orientale par les Serbes.

Cet afflux a créé un climat « de

RECITIFICATIF. — En raison, d'une erreur de transmission, les propos tenus par Jacques Chirac au sujet de la Bosnie le 29 mai à Vienne (Le Monde daté 30-31 mai) ont été déformés. M. Chirac s'était déclaré, « en [son] nom personnel et sans engager le gouvernement », favorable à une réunion du Conseil de sécurité pour confirmer la validité du plan Vance-Owen. Il n'a pas prétendu « engager le gouvernement », comme nous l'avions indiqué par erreur.

Par ailleurs, un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Sarajevo a estimé que les forces de l'ONU stationnées en Bosnie devraient recevoir un nouveau mandat leur donnant le droit de faire usage de la force pour mettre fin aux privations dont sont victimes jusqu'à 20 000 musulmans de l'enclave « protégée » de Srebrenica. Selon John McMillan, « la situation à Srebrenica est très mauvaise » et le chaos y règne. Les habitants de l'enclave, qui souffrent notamment d'une grave pénurie d'eau, ne « disposent pas du strict minimum nécessaire pour être humains et besoin pour survivre d'une manière civilisée ». — (AFP, AP, Reuters.)

■ ESPAGNE : Carlos Anguita renonce à mener la campagne d'izquierda Unida. — Le dirigeant communiste de la coalition de gauche Izquierda Unida (IU), Carlos Anguita, également maire de Cordoue, a été hospitalisé, vendredi 28 mai à Barcelone, à la suite d'un infarctus du myocarde et devra renoncer à poursuivre la campagne pour les élections législatives anticipées du 6 juin. Sa formation était créditée jusqu'à maintenant d'environ 12 % des voix dans les sondages. — (AFP.)

■ IRLANDE DU NORD : un catholique tué par balles. — Un catholique âgé d'une quarantaine d'années a été tué, dimanche 30 mai, à son domicile de Dundonald, à quelques kilomètres à l'est de Belfast, en Irlande du Nord, par un homme armé qui a fait irruption chez lui et ouvert le feu, a-t-on appris lundi de source policière. — (AFP.)

■ ROUMANIE : la FSN de M. Roman devint le Parti démocrate. — Le Front du salut national (FSN) de l'ex-premier ministre Petre Roman a pris le nom de Parti démocrate, lors d'une convention extraordinaire qui s'est tenue le samedi 29 mai. Le FSN a fusionné avec une autre formation d'opposition. La veille, le parti du président Iliescu avait demandé la levée de l'immunité parlementaire

de M. Roman, après une bagarre ayant opposé au Parlement deux députés du FSN et un sénateur du parti ultra-nationaliste Rumana Mare. — (AFP.)

■ RUSSIE : prolongation de l'état d'urgence dans le Caucase du nord. — Le président Eltsine a prolongé pour deux mois, dimanche 30 mai, l'état d'urgence qui arrivait à expiration dans certaines régions d'Ossétie du nord et d'Ingouchie. Les tirs et les prises d'otages s'étaient multipliés, selon l'agence Tass, ces derniers jours dans la région. Les violences n'y ont d'ailleurs pas cessé depuis l'intervention des troupes russes de l'automne dernier, largement en faveur des Ossètes, alliés traditionnels de Moscou. — (AFP.)

■ TADJIKISTAN : trois soldats russes tués à la frontière afghane. — Trois soldats russes ont été tués et quatre blessés sur la frontière tadjiko-afghane, lors d'une attaque menée pendant quatre heures, samedi 29 mai, d'abord à l'artillerie lourde puis aux grenades, à partir du territoire afghan, selon le service de presse du corps des gardes-frontières russes. Les autorités russes ont envoyé des renforts et appelé Kaboul à prendre des mesures pour mettre fin à ces offensives lancées, selon elles, par des opposants tadjiks et des moudjahidines afghans. — (AFP.)

### POLOGNE : en attendant les élections anticipées

#### M<sup>me</sup> Suchocka veut gouverner par décrets

Le premier ministre polonais Hanna Suchocka a défilé, samedi 29 mai, le Parlement qui avait censuré la veille son gouvernement, en demandant le droit de légiférer par décrets jusqu'aux élections anticipées. Le président Lech Walesa avait finalement décidé, dès samedi, de dissoudre le Parlement, en refusant la démission du cabinet Suchocka votée vendredi à une voix près (nos dernières éditions datées 30-31 mai).

La dissolution des deux Chambres parlementaires doit prendre effet au moment de la publication dans le Journal officiel de l'arrêt présidentiel. En accord avec M. Walesa, M<sup>me</sup> Suchocka pourrait retarder de quelques jours cette publication, pour tenter d'arracher aux députés le vote d'un projet de loi octroyant à l'exécutif des pouvoirs spéciaux. La Diète (Chambre basse) devait se réunir dès mardi pour examiner cette question.

M<sup>me</sup> Suchocka souhaite promulguer ou amender une douzaine d'actes législatifs, notamment dans le domaine des privatisations, du commerce extérieur et du logement. Elle envisage aussi de reporter l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), prévue le 5 juillet, dans la crainte d'augmen-

tations incontrôlées des prix au début de la campagne électorale. Les élections anticipées doivent intervenir, selon la Constitution, trois ou quatre mois après la date de la dissolution, soit entre fin août et fin septembre.

La décision du président Walesa de garder M<sup>me</sup> Suchocka comme premier ministre avait été accueillie avec un certain soulagement par un Parlement morcelé à l'extrême et incapable de présenter une candidature de remplacement. Mais le vote de pouvoirs spéciaux risquait d'être difficile : « Il serait illogique de voir ceux qui ont censuré le gouvernement lui accorder maintenant des prérogatives élargies », a-t-elle déclaré dimanche le chef de la gauche ex-communiste (le premier groupe parlementaire) Aleksander Kwasniewski.

De son côté, le président de Solidarité Marian Krzaklewski, dont le groupe parlementaire était à l'origine de la motion de censure, a réitéré samedi les revendications du syndicat à l'adresse du gouvernement, affirmant qu'en cas de refus son organisation n'hésiterait pas à recourir à « une grève générale bien préparée ». — (AFP.)

55 من ايلول

# EUROPE

Le dernier président de l'URSS invité d'ARTE et de « L'heure de vérité »

## Le « nouveau Gorby »

La retraite (forcée) lui réussit : à soixante-deux ans, le dernier président de l'URSS semble plus en forme que jamais, au point de faire regretter qu'il ait manqué l'escalade de Solovki. Il a aussi partiellement déposé son habit d'appareil en chef et de président d'une grande puissance. Il parle toujours beaucoup, avec force gestes, s'exprimant parfois au point de rendre hasardeux le travail des interprètes. Mais le ton est plus libre, encore moins idéologique que par le passé.

Ainsi, nullement choqué d'entendre André Frossard, au cours du forum organisé samedi 29 mai sur ARTE, se proclamer « le seul marxiste présent ici », Mikhaïl Gorbatchev répond en développant son idée favorite de « raytrisme » entre les divers systèmes sociaux, mais en rajoutant encore plus large qu'il y a encore quelques mois : cette synthèse doit s'étendre, selon lui, aux idéologies chrétiennes, humanistes, voire conservatrices et à tous les milieux libéraux, car ceux-ci « s'adaptent mieux que les sociaux-démocrates ». Quant à Lénine, il reste à ses yeux un « géant », mais surtout parce qu'il a été, avec sa nouvelle politique économique de 1921, le premier révisionniste.

Comment un homme comme lui a-t-il pu être porté en 1985 à la tête du parti le plus conservateur de l'histoire, devenant ainsi le loup dans la bergerie ? Cette

question d'Albert du Roy à « L'heure de vérité », dimanche sur France 2, le laisse de marbre : « Il n'avait pas d'autres choix », et la réforme s'imposait à tous. Simplement, il comptait alors pouvoir améliorer le système, pas le renverser : « C'est en marchant qu'on s'empare ». Non, il n'était pas un dissident, et il avait d'ailleurs admis la veille porter ce « sort de responsabilité » dans la répression contre les opposants, au côté de son protecteur Iouri Andropov, l'ancien chef du KGB. Cela dit, « nous sommes tous les enfants de notre époque » et il y a un temps pour tout, y compris pour décrire ce passé équivoque. L'autre vient justement d'achever le chapitre « Andropov » de ses *Mémoires* actuellement en cours de rédaction, et qui complèteront les *Avant-Mémoires* récemment publiés (1).

En attendant, c'est surtout du présent que l'homme politique Gorbatchev aime parler. Tout en souhaitant toujours le succès de Boris Eltsine, il critique ses « méthodes de cow-boy » et se refuse à voir une « victoire » dans les résultats du récent référendum. Pour lui, le président russe n'est soutenu que par « un tiers » du corps électoral : il faut dire que l'ancien chef du Pcus continue de décevoir par sa visibilité par rapport aux électeurs, et non par rapport aux votants, ce qui, paradoxalement, l'éloigne des

conceptions en vigueur dans les démocraties instables qui ont ses faveurs. Mais c'est une manière de se situer au centre : à l'évidence, l'ancien président soviétique se voit bien en médiateur entre son successeur et ses opposants du Parlement, entre Boris Eltsine et Iouri Khaboulov.

« Faut-il me scier en deux ? »

Mikhaïl Gorbatchev se pose aussi en médiateur, et peut-être avec de meilleurs arguments, dans l'affaire yougoslave. Son analyse de la crise tient en trois points :

1) Il ne fallait pas reconnaître si vite l'indépendance des Républiques, mais pousser tous les intéressés à négocier entre eux avant toute intervention de l'ONU ;

2) Le principe de séparation ethnique ne doit pas être poussé trop loin : « Mon premier grand-père est russe et la deuxième ukrainien. Faut-il me scier en deux et envoyer la première partie en Russie et l'autre en Ukraine ? », s'est-il demandé ;

3) Il ne faut pas chercher des « boucs émissaires » ni condamner qui que ce soit, notamment pas les Serbes.

Cela dit, M. Gorbatchev refuse de se prononcer sur la viabilité de la Bosnie en tant qu'État et ne propose rien de bien précis pour le présent, sinon un embargo

général sur les armes et la recherche incessante d'une solution politique « respectant les intérêts de tous », sans s'engager dans le cadre du plan Vance-Owen, qui n'est qu'une des voies possibles.

L'ancien maître du Kremlin se veut donc encore et toujours diplomate. Il l'est avec ses amis des capitales étrangères, qu'il mène encore plus qu'avant : les dirigeants allemands auxquels il fait une totale confiance pour endiguer le racisme, M. Mitterrand à qui il pardonne, sans l'avoir tout à fait oublié, son soutien tardif pendant le putsch de 1991 (« Une simple affaire de fusées hawkins », précise-t-il), et jusqu'à Georges Marchais, qui a bien voulu soutenir la parastatka, à la suite, il est vrai, du PC italien qui avait pris les devants.

A la différence de ce qu'il avait dit dans d'autres interventions, M. Gorbatchev ne s'est pas décrit en « réservoir de la République », ni comparé à de Gaulle. Mais c'est tout comme. Sa manière de parler du présent est celle de quelqu'un qui prépare son avenir.

MICHEL TATU

(1) Aux éditions Odile Jacob, 430 p., 140 F.

Lire page 15 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

ALLEMAGNE : la décision du tribunal constitutionnel sur l'avortement

## Le droit continue de privilégier la protection de l'embryon par rapport à celle de la mère

Pour la seconde fois en vingt ans, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a renversé un vote du Parlement reconnaissant aux femmes un choix de conscience en matière d'interruption de grossesse dans les douze premières semaines après la conception. Le jugement rendu le vendredi 28 mai (le Monde du 29 mai) a suscité protestations et manifestations.

BERLIN

de notre correspondant

Après le premier moment d'émotion, les réactions à la lecture du jugement du tribunal constitutionnel, dont le contenu avait été soigneusement distillé à l'avance pour éviter un trop grand choc, ont traduit une certaine perplexité. La décision des juges, sept hommes et une femme, qui avaient à se substituer aux législateurs pour choisir une nouvelle fois entre les droits de l'embryon et les droits de la femme, relève du jugement de Salomon.

Les plaignants, c'est-à-dire les représentants des chrétiens-démocrates de la CDU et l'État de Bavière, voient justifiée une argumentation éthique déconstruite comme particulièrement conservatrice par les partisans de la libération de l'avortement. Le tribunal part de principe que la Constitu-

tion, qui oblige l'État à la protection de la vie humaine, s'applique à partir de la conception. « La dignité humaine vaut déjà pour la vie (...) non encore enfantée. »

A partir de là, il énonce que « l'enfant non né a le droit à une protection juridique aussi contre sa mère. Une telle protection n'est possible que si le législateur interdit par principe à celle-ci une interruption de grossesse et lui impose donc l'obligation de principe de porter l'enfant ». L'interruption de grossesse doit donc « être considérée comme illégale pendant toute la durée de la grossesse et en conséquence être légalement interdite ».

Période transitoire

Une fois ce principe énoncé, le tribunal estime cependant qu'il n'est pas interdit au législateur de trouver « un concept pour la protection de la vie non née qui mette l'accent dans la première phase de la grossesse, en cas de situations conflictuelles, sur une procédure de conseil de la femme enceinte afin de la convaincre de garder l'enfant, et renonce par là à une menace de peine (...) ». En attendant l'adoption d'une nouvelle législation, le tribunal a décrété qu'à partir du 16 juin, pour une période transitoire, l'interruption de grossesse, bien qu'illégale, serait décriminalisée dans les douze premières semaines.

Mais il exige que les procédures de conseil, déjà prévues par la loi de 1992, soient redoublées plus contraignantes : elles doivent viser à convaincre la femme désireuse d'interrompre sa grossesse qu'elle commet un acte contraire en droit à la vie. Tirant la conséquence de son caractère « illégal », le tribunal estime enfin que l'avortement ne peut pas être remboursé par les caisses d'assurance-maladie, sauf, comme cela était déjà le cas dans l'ancienne loi d'avant 1992, s'il y a un risque grave pour la mère.

HENRI DE BRESSON

# ASIE

CAMBODGE : après le dépouillement d'un quart des bulletins

## Gouvernementaux et sihanoukistes sont au coude-à-coude

PAKISTAN

Le président dissout deux assemblées provinciales

Le conflit au sommet de l'Etat entre le président pékistanaï, Ghulam Ishaq Khan, et le premier ministre, Nawaz Sharif, a connu un rebondissement le dimanche 30 mai lorsque les assemblées de deux des quatre provinces du pays ont été dissoutes par leur gouverneur respectif : celle du Pendjab, principale entité politico-administrative du pays, et celle de la Province de la frontière du nord-ouest (NWFP). Ces instances, contrôlées par des alliés du président, allaient basculer en faveur du chef du gouvernement. M. Ishaq Khan a donc anticipé une probable victoire de l'autre branche de l'exécutif en faisant appel aux électeurs.

L'affrontement entre M. Ishaq Khan, soixante-dix ans, et M. Sharif, quarante-trois ans, a commencé au début de l'année, lorsque le premier ministre a annoncé qu'il chercherait à obtenir du Parlement une réduction des pouvoirs que la Constitution attribue au président, dont celui de dissoudre l'Assemblée nationale et de limoger le chef du gouvernement - ce qu'avait fait M. Ishaq Khan le 18 avril. M. Sharif avait raturé un point crucial, la semaine dernière, lorsque la Cour suprême a annulé la dissolution de la Chambre et l'a rétabli dans ses fonctions.

Au Balouchistan, autre province pakistanaïse, l'assemblée a élu dimanche un nouveau premier ministre, Zulfiqar Magi, qui a exprimé son intention de rester neutre dans la bataille entre les deux piliers de l'Etat. Dans le Sind, enfin, le premier ministre Muzaffar Hussain Shah, qui n'a pas une majorité claire, et qui était jusqu'ici aligné sur le chef de l'Etat, manifeste désormais une attitude plus équilibrée. - (AFP)

Le gouvernement de Phnom-Penh a demandé lundi 31 mai aux Nations unies de suspendre l'annonce des résultats du vote à cause d'« irrégularités ». Le dépouillement du quart des bulletins laissait entrevoir que ni le Parti du peuple (PPC, néo-communiste, au gouvernement) ni le Funcinpec (sihanoukiste) n'ont bénéficié d'un raz-de-marée populaire.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

En tête du scrutin dimanche soir, avec un peu plus de 44 % des suffrages exprimés, le Parti du peuple avait encore une chance d'acquiescer une majorité simple à la Constituante. Mais, avec près de 38 % des suffrages, le Funcinpec semblait pour sa part assuré de disposer d'une minorité de blocage puisque la Constitution, aux termes des accords de Paris, doit être adoptée à la majorité des deux tiers des cent vingt membres de l'Assemblée. Si la tendance se confirme, les deux parties devront donc négocier un compromis constitutionnel.

Le parti au pouvoir a perdu la partie à Phnom-Penh (12 sièges sur 120), face au mouvement sihanoukiste. Il y est victime, comme à Sihanoukville, de la popularité de l'ancien roi, de l'usure d'un pouvoir accusé de corruption et du raz-le-bol populaire envers la guerre. Bref, le vote urbain, le plus libre, ne devrait pas être favorable aux autorités mises en place il y a quatorze ans par l'occupant vietnamien.

Le retour d'une troisième force

Après le soulèvement est-asiatique, le PPC réside assez bien à la poussée du Funcinpec - avec cette réserve qu'on ignorait lundi matin les tendances dans deux provinces importantes, Kompong Chhnab (18 sièges à l'Assemblée) et Kandal (11 sièges).

Le pire était une victoire nette de l'un des deux camps. Un triomphe massif du Funcinpec aurait provoqué une tension, surtout parmi les forces armées de Phnom-Penh, qui ont contribué, de façon décisive, à assurer la sécurité des six jours de scrutin. Dans l'hypothèse inverse, privé d'un soutien social au sein de l'Assemblée, le prince Sihaouk aurait peut-être été découragé d'entreprendre une négociation avec les autorités en place. Il aurait même été tenté de rentrer à Pékin, où il a passé l'essentiel de son temps depuis sa maladie, en novembre. Une négociation au sein de l'Assemblée, le prince Sihaouk aurait peut-être été découragé d'entreprendre une négociation avec les autorités en place. Il aurait même été tenté de rentrer à Pékin, où il a passé l'essentiel de son temps depuis sa maladie, en novembre. Une négociation au sein de l'Assemblée, le prince Sihaouk aurait peut-être été découragé d'entreprendre une négociation avec les autorités en place. Il aurait même été tenté de rentrer à Pékin, où il a passé l'essentiel de son temps depuis sa maladie, en novembre.

Il retrouve une marge de manœuvre. Longtemps, il n'a vu de solution que dans la « réconciliation nationale », c'est-à-dire l'association, sous une forme ou une autre, des Khmers rouges au pouvoir. L'existence d'une forte minorité sihanoukiste à l'Assemblée lui offre désormais un nouveau contrepoint dans la négociation avec le gouvernement Hun Sen. Il peut donc se passer des Khmers rouges pour élaborer un compromis constitutionnel qui en fera sans doute un chef d'Etat aux pouvoirs substantiels. Ainsi, la négociation amorcée en France en 1987 entre l'ex-roi et le jeune premier ministre de Phnom-Penh va-t-elle reprendre, mais dans des conditions différentes.

Il sera, cette fois, moins question d'intégrer les Khmers rouges, qui n'ont pas participé aux élections ni d'ont pas le pouvoir. Comme, de surcroît, les petits partis se sont effondrés, les Khmers rouges auront peu de sous-marins ; il faudrait donc que l'Assemblée soit paralyse par le duel PPC-Funcinpec pour qu'ils tirent leur épingle de jeu. Quel qu'il en soit, ils devront tenir compte de la popularité des élections et de l'aspiration à la paix qu'elles ont traduite.

Le dernier quart de siècle, au Cambodge, s'est résumé en une suite de violences, massacres et guerres, et le pays en sort ruiné. De nouveaux dérapages ne peuvent donc pas être exclus. Mais, si les premières indications du dépouillement sont un indice fiable du résultat final, on peut déjà avancer que la pire a été évitée. Les élections organisées par l'ONU au prix fort - le déploiement de vingt-deux mille hommes, pour un montant de

2 milliards de dollars - auront permis d'introduire, ou de réintroduire, une « troisième force » entre les Khmers rouges, apparemment inassimilables, et le régime laissé derrière elle par l'armée vietnamienne.

Les Khmers rouges, peu nombreux mais disciplinés et bien équipés, vont sans doute poursuivre la lutte armée contre un régime auquel, cette fois, la communauté internationale accordera sa reconnaissance. Les Thakheuks, qui ont longtemps laissé des bases arrière à la disposition de Pol Pot et de ses hommes, vont prendre leurs distances, de peur de l'approcher international et, surtout, afin de ne pas manquer le « nouveau roche » à Phnom-Penh. Selon certaines sources, les Khmers rouges amorcent déjà un mouvement pour renforcer leur bastion dans le nord du pays, le moins vulnérable.

Comme le retrait des contingents de l'APRONUC s'étale sur plusieurs mois, le futur régime cambodgien bénéficiera d'une protection pendant sa mise en place. Des pressions vont s'exercer pour que le dialogue entre le prince Sihaouk et le PPC aboutisse sans traîner. L'APRONUC conservera, en effet, ses prérogatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution et la formation d'un gouvernement élu, ce qui doit se faire dans les trois mois. Ainsi, faute d'avoir encore renoncé avec la paix, le Cambodge peut cependant l'envisager, aujourd'hui, comme un objectif réalisable à plus ou moins long terme.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ITALIE : l'enquête sur l'attentat de Florence

## La police a diffusé les portraits-robots des auteurs présumés

Les policiers italiens qui enquêtent sur l'attentat à la voiture piégée commis à Florence dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 mai, ont diffusé à la fin de la semaine les portraits-robots de trois jeunes gens soupçonnés d'avoir lancé la camionnette piégée sur le lieu de l'attentat, une vingtaine de minutes à peine avant l'explosion. Selon certains témoins, une jeune fille d'une vingtaine d'années pourrait avoir fait partie du groupe.

Les enquêteurs estiment que l'explosion, un dérivé du Semtex, aurait été formé du mélange détonant que celui utilisé pour l'attentat de Rome, le 14 mai. Quant aux commanditaires, un haut fonctionnaire non identifié, cité samedi par le quotidien *la Stampa*, a évoqué d'« inquiétants intérêts internationaux » autour de la Mafia et trafiquants de drogue. Des mesures de sécurité renforcées sont désormais en vigueur autour des endroits les plus sensibles.

Par ailleurs, le préfet de police de Florence (Sicile), Matteo Cincinque, a annoncé samedi qu'il avait remis sa démission « en signe de respect pour l'administration et afin de faciliter l'enquête », après avoir été mis en cause par un reportage de la Camorra napoletana qui l'accusait de collusion avec la mafia, à l'époque où il était commissaire de police de Castellana di Stabia, près de Naples (Campagne). M. Cincinque avait été nommé l'année dernière, après le limogement de plusieurs hauts fonctionnaires de police qui avaient suivi l'assassinat du juge Paolo Borsellino. Il s'était fait remarquer à Palermo par ses méthodes étonnantes dans la lutte contre la mafia. - (AFP)

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et dames  
27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h



# POLITIQUE

## Quand le fleuve est une patrie...

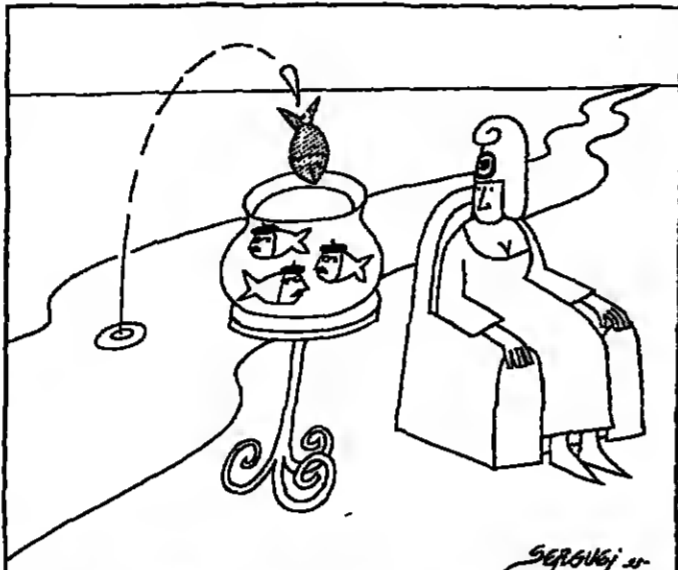
A Saint-Laurent-du-Maroni, deux nouveau-nés sur trois ne sont pas français.  
Devant l'afflux des immigrés, les gendarmes de Guyane sont parfois obligés d'oublier les règles de leur manuel

SAINT-LAURENT-DU-MARONI  
de notre envoyé spécial

A la sortie nord de Saint-Laurent-du-Maroni, au bout d'un chemin de terre crevé de flaques d'eau, Tony Kajuna livre un duel courtisé avec l'état-civil des Blancs. Cet Amérindien de l'ethnie des Galibis, ancien charpentier du site de Kourou, trouve visiblement l'exercice un peu incongru mais il s'y plie de bonne grâce. Rassemblés sur la terrasse de leur petite cabane, à l'heure où les premières de la nuit jettent un voile sombre sur les courants boueux du fleuve, sa femme et ses deux enfants déclinent, eux aussi, lieux de naissance et nationalités.

Parmi eux, seul le fils, Joël, est de nationalité française, car il est né ici, à Saint-Laurent-du-Maroni. Tony Kajuna, sa femme Wilma et sa fille Daniella sont, eux, des ressortissants du Surinam (l'ancienne Guyenne hollandaise devenue indépendante) puisqu'ils sont nés de l'autre côté du Maroni. Ainsi le basard des migrations autour du fleuve a-t-il scindé administrativement cette famille galibi. Mais la République sera bonne fille avec eux. Elle va bientôt les réunir autour du même passeport, celui dont le timbre fiscal est frappé de l'effigie de Marianne.

A la sortie sud de Saint-Laurent-du-Maroni, le village de La Charbonnière est un amoncellement de cabanes bûchées sur pilotis où vivent plusieurs centaines de Bonis et de Djucas, ces «Noirs maronnais», descendants d'esclaves évadés des plantations coloniales. Le flux des pirogues entre les deux rives du fleuve est incessant, presque étourdissant. Existe-t-il frontière au monde plus épargnée ? Pourquoi ne le serait-elle d'ailleurs pas puisque le Maroni est le territoire naturel des «Noirs maronnais», qu'ils soient de nationalité française ou surinamaïse ? Le concept de frontière est ici un non-sens absolu. Les gendarmes français, chepeau de brousse sur le crâne et gilet de sauvetage orange autour de la taille, le savent fort bien lorsqu'ils tangent sur ces



flots embouteillés à bord de leurs trois pirogues à moteur. Depuis le temps qu'ils s'entendent répandre : «Je suis du fleuve» par les piroguiers verbalisés, ils se sont stoïquement résolus à prendre quelque distance avec les manuels de la maréchaussée. Car il n'était nulle part écrit qu'un fleuve pouvait être une patrie...

### «Une bombe à retardement»

Cette frontière du Maroni a été, ces dernières années, un enjeu diplomatique et policier extrêmement sensible entre la France et le Surinam. C'est à Saint-Laurent-du-Maroni, en effet, qu'ont été arrêtés, en 1986 près de 6 000 «Noirs maronnais» de la tribu des Djucas fuyant la répression que les forces armées surinamaïses exercent contre le «jungle commando» du rebelle Ronoy Brunchwick. La crise étant aujourd'hui dénouée, 4 500 de ces «personnes provisoirement déplacées» (le terme de réfugié est banni) ont regagné le Surinam,

encouragés, il est vrai, par un pécule de 4 000 F par adulte et 2 000 F par enfant. Cinq cents sont en passe d'être régularisés mais près d'un millier se sont égarés en forêt, grossissant le courant des clandestins qui affluent chaque semaine en Guyane.

A la frontière orientale du département, ce sont les Brésiliens qui prennent tous les risques pour tenter leur chance dans cette cocotte européenne de l'Amérique du Sud envuie encore, il y a peu, de grands chantiers. En provenance souvent du Nordeste déshérité, les «tapouilles» (pirogues) brésiliennes, chargées de vingt à soixante clandestins, traversent à un rythme soutenu le fleuve frontalier de l'Oyapock pour se laisser dériver jusqu'aux plages proches de Cayenne. De source préfectorale, on estime qu'une «tapouille» sur trois en moyenne est refoulée, une deuxième échappe à la vigilance des gendarmes tandis que la troisième disparaît dans un naufrage.

Incessamment, ces flux migratoires sont en train de changer le visage de la Guyane. En plus des 130 000 habitants «officiels» du

département, on évalue à environ 35 000 le nombre des clandestins originaires du Surinam, du Brésil, du Guyana (l'ancienne Guyane britannique), d'Haïti et même de Chine. Ces nouveaux arrivants affaiblissent inexorablement le poids des Créoles dans la société guyanaise. A Saint-Laurent-du-Maroni, deux nouveau-nés sur trois ne sont pas de nationalité française. Cependant, hormis quelques réserves poussées de fièvre contre des ressortissants du Guyana, auxquels on impute le moite de la délinquance à Cayenne et à Kourou, la cohabitation entre communautés n'est pas véritablement conflictuelle car la Guyane, ainsi que le rappelle Antoine Karam (Parti socialiste guyanais), président du conseil régional, sait qu'elle «est historiquement un pays de migrations».

Mais l'inquiétude n'en est pas moins vive parmi les élus de tout bord. Accueillant Dominique Perben dans sa mairie de Saint-Laurent-du-Maroni, le 24 mai, Léon Bertrand, député RPR, a alerté le ministre des DOM-TOM sur «la bombe à retardement» dont la «mise à feu n'est pas pour longtemps». «Croyez-vous que cette immigration aurait duré si, quelque part, elle n'était pas utile à certains Guyanais ?», lui a répondu M. Perben en faisant allusion aux petits et gros profits qu'alimentent localement toutes ces filières clandestines. Le ministre a néanmoins annoncé que «l'Etat fera son devoir» en mettant en œuvre une «politique de rigueur» d'après «l'humanisme». Le gouvernement socialiste avait déjà, il est vrai, ouvert la voie. En 1992, la gendarmerie et la police de l'air et des frontières (PAF) ont refoulé ou reconduit à la frontière 12 000 immigrants illégaux. Mais que valent ces chiffres quand on sait que les autorités françaises ne peuvent guère techniquement contrôler qu'environ 60 % de la clandestinité des pirogues à Saint-Laurent-du-Maroni ? Tant que le fleuve sera une patrie...

FREDERIC BOBIN

## Pierre Mauroy «VRP» du socialisme

Après avoir rencontré Boris Eltsine à Moscou (le Monde du 22 mai), Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, va se rendre en Amérique latine, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud. Alors que, dans le monde, la plupart des partis socialistes sont en crise, l'ancien premier ministre de François Mitterrand s'efforce de porter, partout où il peut, la bonne parole de la social-démocratie.

Quand, en septembre dernier, à Berlin, il s'est assis dans le fauteuil de Willy Brandt à la tête de l'Internationale socialiste, Pierre Mauroy n'a pu réprimer son émotion de succéder à l'ancien chancelier de l'Ostpolitik, au vieux lion de la social-démocratie, qui déjà se mourait. «Il avait au, déclara-t-il, l'accepter l'idée que le possible est peut-être au-delà du prévisible». Sans doute, en prononçant ces mots, jeta-t-il un œil sur son propre destin, qui mit aussi le possible bien loin du prévisible. Maire de Lille depuis vingt ans, tour à tour premier ministre de François Mitterrand, premier secrétaire du PS et aujourd'hui premier Français en charge de l'Internationale socialiste.

Quand il se retourne vers son demi-siècle de socialisme, Pierre Mauroy pourrait éprouver à la fois quelques vertiges et le sentiment du devoir accompli. Mais cet homme semble décidément avoir appris à ne jamais se retourner. Comme ces vieilles races de chevaux du Boulonnais, il avance, croulant sans se laisser le même élan. «Que voulez-vous, s'excuse-t-il presque, je suis un croyant».

### Le socle commun de la social-démocratie

Depuis neuf mois, le voile transformé en «VRP» du socialisme, résolu, contre vents et marées, à porter sa bonne parole sous toutes les latitudes. Les socialistes français sont excommuniés, ceux d'Italie décriés, ceux d'Espagne menacés, l'Est sans dessus dessous, le Sud désespéré. Pierre Mauroy, lui, garde sa foi, continue invariablement de conjuguer l'espoir socialiste au présent, convaincu que c'est l'Internationale socialiste est la seule organisation universelle qui représente l'espoir de liberté. Avec cent trente partis ou fondations affiliés, Pierre Mauroy sait qu'il est aujourd'hui au sommet d'une organisation exceptionnelle, qui doit être autre chose, à ses yeux, qu'un club, voire une agence de voyages, ainsi que le relevait un récent ouvrage déplorant que «la coopération socialiste internationale se soit surtout traduite jusqu'à présent par des activités de représentation (1)».

Il lui a fallu d'abord convaincre ses camarades français de s'intéresser à cette internationale qu'ils ont toujours observée de loin. Ce n'était pas la plus facile, et ce pari-là n'est pas encore gagné. Dès sa création, le nouveau Parti socialiste eut des débats épiques pour décider de son adhésion à cette institution jugée déjà vieillotte et triviale.

La personnalité de Willy Brandt favorisera un début de rapprochement, mais Pierre

Mauroy regrette encore «la vision trop hexagonale» des socialistes de France. Il voudrait secouer tout cela pour bader «le socialisme démocratique de l'an 2000». Mais il sait qu'il avance sur un terrain mouvant.

Le mot même de socialisme n'a plus la même résonance en Afrique, en Amérique latine et surtout dans les encens pays de l'Est. «En Amérique latine, en Afrique, constate Pierre Mauroy, le socialisme reste un mot mytique, qui signifie progrès et mieux-vivre. A l'Est, la difficulté est au niveau des peuples, qui continuent évidemment d'associer socialisme et communisme, mais tous leurs dirigeants ont gardé du régime communiste un souvenir du social qu'on ne trouve pas ailleurs et que nous devons exploiter».

Pierre Mauroy a pu le vérifier le semaine dernière à Moscou auprès de Boris Eltsine. Alors qu'il se permettait d'insister auprès du président russe sur l'idée que «les socialistes n'avaient rien à voir avec l'idéologie communiste», son hôte lui rétorqua vertement qu'il était inutile de lui faire un dessin et que «lui n'oubliait pas que dans le socialisme il y a social». Boris Eltsine ne pria guère non plus que l'Internationale socialiste ait écopé récemment un rapprochement avec la fondation de Mikhaïl Gorbatchev, que Pierre Mauroy devait également rencontrer le lendemain. Preuve de la difficulté pour l'Internationale socialiste à se frayer un chemin à l'Est, à faire le tri dans les nombreuses demandes d'adhésion émanant des anciennes forces dirigeantes de l'ex-bloc communiste.

Pierre Mauroy pense pouvoir surmonter tous ces obstacles par un recentrage de l'Internationale sur le socle commun de la social-démocratie. Se définissant lui-même, comme «un enfant de la balle de la social-démocratie», il est convaincu que «l'Internationale socialiste du vingt et unième siècle sera bien différente de celle du vingtième siècle». Pour valence les appréhensions à l'Est, l'Internationale a créé en janvier dernier, à l'initiative des socialistes suédois, le Forum européen pour la démocratie et la solidarité, destiné à servir de creuset pour «un travail de fondation et d'échange». «La social-démocratie semble avoir atteint dans le monde son apogée», explique Pierre Mauroy. Nous avons besoin de nous ventiler les idées. Il y a nécessité maintenant d'engager une nouvelle réflexion afin de reconstruire notre idéologie et de repenser notre credo économique».

Après la Russie le semaine dernière, Pierre Mauroy se rendra en Amérique latine en juillet, aux Etats-Unis en septembre et surtout en Afrique du Sud en novembre. Depuis sa prise de fonctions, il est allé en Autriche, en Allemagne, en Espagne, en Norvège, au Sénégal. Fatigué des luttes internes du PS, Pierre Mauroy s'est donné un grand dessin, la serait-ce que pour retrouver avant sa vieillesse tous ces petits bonheurs privilégiés...

DANIEL CARTON

(1) L'Internationale socialiste, de Chloé Devia. Presses de la Fondation des sciences politiques, 437 pages, 220 F.

### La Fête de Lutte ouvrière

## Arlette Laguiller : «La bourgeoisie a déterré la lutte de classe»

«Il y aura un jour un patron cynique, haineux, qui fera un licenciement de trap et, alors, un assistant à l'explosion de la classe ouvrière, à une grève générale qui remette en cause la politique économique du pays. » Pour sa vingt-troisième édition, la fête de Lutte ouvrière n'a pas failli à la tradition. Elle s'est déroulée, comme chaque année, le week-end de la Pentecôte, dans le parc du château de Bellevue, à Presles (Val-d'Oise), mêlant sous un ciel instable kermesse et débat, fête populaire et forum politique. Mais, cette année, le retour au pouvoir des partis de droite semble avoir donné au mouvement trotskiste et à son porte-parole, Arlette Laguiller, un regain d'espoir. Celui de voir la classe ouvrière se libérer d'une «bourgeoisie qui pèse sur le plan matériel, sur le plan des idées, sur la conscience des travailleurs».

«La lutte de classe, c'est la bourgeoisie aujourd'hui qui l'a déterrée», s'est exclamée dans son allocution Arlette Laguiller, stigmatisant le patronat qui, malgré le plan de relance du gouvernement, «affirme avec cynisme qu'il ne croit pas à un redémarrage de l'économie et qui n'a absolument pas l'intention de créer des emplois nouveaux». «Les gouvernements passent mais l'offensive anti-ouvrière du patronat reste», a encore souligné la porte-parole du mouvement, dénonçant tout à la fois les subventions aux entreprises et les dégrèvements d'impôts, mais aussi les privatisations annoncées : «L'Etat en est aujourd'hui à vendre ses biens, c'est-à-dire les

biens de toute la communauté (1). Il doit les brader pour inclure ces messieurs les bourgeois à bien vouloir acheter les actions de ces entreprises d'Etat».

### «Changer le rapport de forces»

Quant au code de la nationalité, ce n'est qu'un «geste complaisant en direction d'une partie de l'électorat qui regarde vers Le Pen». Pour Arlette Laguiller, le réveil de la classe ouvrière ne fait plus aucun doute désormais. La raison de sa certitude : «Les gouvernements, depuis quinze ans, ont en fait le tour. Entre le gouvernement socialiste floué de ministres communistes, le gouvernement de droite de Chirac, le gouvernement de droite de Balladur, les cahabitations à toutes les sauces, on a connu toutes les variantes qu'on propose. Alors si n'y a qu'un seul moyen d'arrêter tout cela : c'est de changer le rapport de forces entre le patronat et la classe ouvrière, et ce changement ne peut venir que de la classe ouvrière elle-même».

Et attendant, les quelque 20 000 visiteurs qui se sont pressés durant ces trois jours autour des stands culinaires régionaux, des guinguettes et des cabarets ne pouvaient passer à côté de la propagande, entre des allées qui avaient pour nom «Eplanade de la Commune» ou «allée du Drapeau rouge» et des places qui glorifiaient Karl Marx et l'Internationale.

JACQUELINE MEILLON

### Immigration et sécurité

## Jacques Chirac se déclare «fermement attaché à tous les projets que prépare M. Pasqua»

Jacques Chirac estime que «la France peut être considérée comme un modèle en matière d'immigration», même s'il a reconnu qu'il y avait «en France, aujourd'hui, une progression indiscutable, une évolution vers le renforcement d'un certain racisme». Invité le 30 mai de l'émission «Le grand débat» sur Radio-Séboulom, le président du RPR a expliqué que «la France est capable d'intégration», mais «dans une société en crise, dans laquelle il y a un très grand nombre de chômeurs, il y a une limite que l'on ne peut pas dépasser en matière d'immigration».

Pour le maire de Paris, il est donc «capital de lutter efficacement contre l'immigration clandestine, de se donner les moyens de la détecter, de la réprimer et de renvoyer chez eux ceux qui sont entrés clandestinement et qui, en réalité, n'ont aucune intention de s'intégrer». «C'est pourquoi, a poursuivi M. Chirac, je suis fermement attaché à tous les projets que prépare actuellement Charles Pasqua et qui vont, de mon point de vue, c'est-à-dire du point de vue de l'humanisme, dans le bon sens. Le reste n'est que réactions épidémiques».

An passage, M. Chirac a considéré que l'intervention de l'Eglise dans le débat sur la réforme du code de la nationalité avait été «particulièrement maladroite» et qu'il ne l'avait pas approuvée. Il a par ailleurs affirmé que les contrôles d'identité font partie des moyens qui permettent de garantir «l'un des premiers droits de l'homme, celui de vivre en sécurité, de ne pas être agressé ou détenu».

### Le congrès anarchiste

## Lutter «contre l'ordre moral et sécuritaire»

Les 300 délégués de la Fédération anarchiste ont réuni, le 29 et dimanche 30 mai à Bordeaux pour leur 50<sup>e</sup> congrès, affirmant «répondre au besoin de débat et de discussion dans la société française, en raison notamment de l'effondrement des partis et des syndicats». Cette fédération revendique «un petit millier d'adhérents, compagnons et compagnes», mais une audience de 80 000 personnes pour le seul Radio-Libertaire, émetteur sur Paris et un tirage de 10 000 exemplaires pour son hebdomadaire, le Monde libertaire.

Elle a décliné lors de ce congrès quatre grands axes de campagne pour l'année à venir. Selon l'axe de ses mandataires, «ces axes seront d'abord la lutte contre l'ordre moral et sécuritaire, notamment la remise en cause du droit d'asile et du code de la nationalité», la lutte contre les ventes d'armes et le «militarisme en général», contre «l'interventionnisme» de l'ONU, enfin une réflexion sur le temps de travail et le partage des richesses.

Henri Emmanuelli : «la complexité de M. Vail». Henri Emmanuelli, député socialiste des Landes, a dénoncé, dimanche 30 mai, «la vieille théorie de la droite pour faire baisser le chômage : d'un côté il faut baisser les salaires et de l'autre il faut réduire le rôle de l'Etat, c'est le contresens de Laval en 1935». Interrogé sur Radio-J, M. Emmanuelli a par ailleurs estimé que le débat sur les privatisations est «une fausse querelle qui n'a pour seul objectif que d'essayer de faire passer le contrôle de grandes entreprises entre les mains de quelques amis, comme cela s'est déjà fait en 1980». Enfin, M. Emmanuelli a réaffirmé son hostilité à la réforme du code de la nationalité, qu'il considère comme «le premier acte d'un dérapage dangereux». «M. Pasqua ou J. Jaurès aux Français, avec la complexité bien connue de M. Méthénier et de M. Vail, qu'en réglant le problème de la nationalité on réglerait le problème de l'immigration. Cela n'a rien à voir».

### alternatives économiques

juin 93

CRÉDIT :  
ET SI ON PRÊTAIT  
AUSSI AUX PAUVRES ?

19F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Économiques 12 rue du Chaignot 21000 DIJON

RELIGIONS

# Les jeunes du côté de la foi

Suite de la première page

A la sempiternelle question des sondages « Croyez-vous à l'existence de Dieu », 55 % des lycéens répondent par « oui » (l'« Etudiant »). 57 % des douze-quinze ans affirment même que Dieu existe « sûrement » (29 %) ou « probablement » (28 %). Il n'y a en plus qu'un sur dix dont la réponse soit franchement négative. L'adhésion est une valeur sacrée chez les jeunes, et 28 % d'entre eux définissent Dieu comme « quelqu'un qui m'aime » et 29 % comme « intérieur en chacun ». Le Dieu des jeunes n'est pas celui des « déistes » d'antan.

Mais il y a loin entre cette idée vague de Dieu et l'identification à une religion. Tout au plus éprouvent-ils un « intérêt culturel » pour la religion, disent les enseignants, qui vivent les cathédrales, de hauts lieux

spirituels (Lourdes, Vézelay), voire même s'intéressent à l'Eglise « comme à une force ayant joué un grand rôle dans l'histoire, non comme à une instance morale ». Professeur de philosophie, Guy Coq observe que « les questions sur Dieu, la mort, la vie, le secret reviennent très fort ». Ajoutant : « Mes élèves sont plus intéressés par les cours de métaphysique que par la philosophie politique ».

La comparaison s'impose encore avec une génération 68 qui voulait rompre avec le passé. Bien loin de couper les ponts, les jeunes renouent avec la mémoire, recherchent leurs racines. Ils éprouvent plus de bienveillance que d'hostilité pour la religion de leurs parents ou de leurs amis. La même tendance est observée chez les jeunes juifs ou musulmans. Ils ne rejettent aucun héritage à priori, y compris spirituel ou religieux, cher-

chant dans une sorte de « spiritualisme » moderne, voisin de la vague écologie, une réponse à leurs questions sur le sens de la vie. « L'écologie est mise sur la fonction existentielle de la religion », dit François Champion, sociologue. Mais le christianisme doit désormais partager le champ de l'« inexplicable » avec la transmission de pensée, l'astrologie et la voyance, la sorcellerie et le diable ».

## Pas de discours « préfabriqués »

Le « marché » du spirituel, en effet, est plus ouvert que jamais. Formés pour la minorité qui reçoit une éducation religieuse — par la famille, le catéchisme, les cours de catéchisme ou l'école coranique — la connaissance que les jeunes ont du christianisme, de l'islam ou du judaïsme vient essentiellement des médias ou du cinéma, voire de quelques livres de classe. Et à l'instar de la mutation des thèmes, les symboles religieux ne sont plus le monopole des croyants et des

Eglises, écrit le Père Jean-Yves Bazou, secrétaire national des aumôniers de l'enseignement public. C'est devenu un bien commun où chacun puise comme dans un réservoir et en use à sa façon (1).

Cet intérêt pour la religion va de pair avec la désaffection pour l'institution religieuse, mais ce n'est pas le même. A tort ou à raison, elle est perçue — notamment l'Eglise catholique — comme opposée à l'émancipation personnelle, à l'épanouissement sexuel, au plaisir. Les jeunes cherchent dans la religion ce qui leur fait plus de plaisir à la vie de relation, au sentiment, à la responsabilité personnelle qu'à la norme morale, ou l'on peut débattre de tout librement. Ils mettent l'accent sur le vécu et le subjectif plus que sur le dogmatique et l'institutionnel.

Les jeunes catholiques eux-mêmes ne pratiquent plus comme le faisaient leurs grands-parents. Ils prient, fréquentent des groupes bibliques, aiment discuter avec des prêtres ou des religieux. Ils sont très tolérants, et des mouvements d'action catholique, comme le scoutisme, accueillent de jeunes musulmans. Mais ils sont également touchés par la lente dérive de la pratique et le flou des croyances. Ils ne s'obligent pas à aller à la messe chaque semaine, « zappent » entre la paroisse, le mouvement ou l'humour, réclament plus que tout des lieux d'initiative et de libre expression.

« Ils n'ont sans doute plus d'autonomie qu'hier en famille et à l'école », explique le Père Bernard Housses, secrétaire général adjoint de l'épiscopat, chargé des mouvements de jeunes. Et ils ne peuvent s'habituer à un discours qui serait une sorte de « préfabriqué » religieux ou spirituel. Mais cela peut aller jusqu'à des confusions déconcertantes chez des jeunes qui se disent chrétiens tout en croyant à la réincarnation. Les mouvements et les aumôniers ont bien compris la nécessité de s'adapter, pour offrir, comme ils disent, « des lieux d'accueil qui fassent des lieux d'humanité ».

HENRI TINCO

(1) Dans Recherches de science religieuse, janvier-mars 1993.

Le cardinal Decourtray présenté à l'Académie française. — Pour la succession au fauteuil de professeur Jean Hamburger, qui sera mise aux voix le 1<sup>er</sup> juillet, le professeur Jean Bernard a présenté la candidature du cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon. Le cardinal n'a pas fait acte de candidature à l'Académie française, mais a accepté d'être présenté.

# Rassemblement tzigane sur les bords de Loire

ORLÉANS

de notre correspondant

C'est une immense prairie avec en toile de fond les tours de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly. On cherche en vain les roulottes, avec leur petit balcon de bois ou leurs volets ornés. A la place des caravanes entassées les gosses jouent à cache-cache, pendant que les femmes vont à la corvée d'eau avec des jerricans en plastique et que les hommes, la chemise blanche impeccable, devisent sous les capots des voitures.

Ce dimanche de Pentecôte est le point culminant du rassemblement tzigane, qui a débuté il y a une dizaine de jours à Navvy, dans le Loiret. Un rassemblement dans une propriété de 140 hectares, le domaine des « Petites Brosses », acquis en 1988 par la mission évangélique tzigane, Vie et Lumière, qui est rattachée à la Fédération française de France. Une assemblée de 25 000 personnes, s'appuyant sur un « réseau » de sources de l'Evangile.

« Je crois que la Bible a véritablement capté les Tziganes », explique un responsable. La Bible est une sorte de « territoire » culturel, solide, sur lequel ils sont en train de s'enraciner. Ils y ont découvert un Dieu d'amour et de douceur, ici au milieu de la musique, ils manifestent leur innocence, leur simplicité et cet amour du vie qui est d'autant plus fort qu'ils ont été marginalisés.

Sous le chapiteau, « la cathédrale de toile », les enfants énamourés ont décidé d'être sages et d'écouter les cantiques. Sur l'estrade un trio de musiciens gratte la guitare. Un jeune prédicateur, moine rayé et bible brandie, réclame le silence d'une voix de stentor. Puis on procède à l'appel des « candidats », ou baptême par immersion, comme Jésus l'a été et l'a enseigné. Un groupe d'adolescentes en robes blanches monte sur l'estrade où une piscine gonflable a été ins-

taillée. L'officiant interroge le premier : « Tu crois que Jésus est mort pour tes péchés ? » Des mains vigoureuses le plongent à l'horizontale et la relative bien vite. Les familles font tourner les Caméscopes, tandis qu'un homme âgé s'empare du miroir : « Je suis heureux de baptiser ma petite-fille. » Et les guitares jouent.

## Les réticences du maire

Le maire de Navvy, Christian Percineau (PS), n'en finit pas d'énumérer la liste des « maux » qui s'abattent sur les paisibles communes de 1 010 âmes durant ces dix jours et explique que Navvy n'a pas les structures pour accueillir 25 000 personnes. Il accepte le millier de personnes qui suivent l'école biblique et qui ne posent pas trop de problèmes, mais le rassemblement c'est trop.

Tout à sa ennuie, le maire avait pensé trouver la solution en prenant, en mars, un arrêté interdisant tout rassemblement de plus de 1 000 personnes sur sa commune, en arguant de la proximité de la centrale nucléaire. Comment en effet évacuer 25 000 personnes ? Mais lui en a pris. « Mon arrêté a aussitôt été attaqué par le préfet et le tribunal administratif l'a annulé sur la base du fait que j'interdisais un rassemblement à caractère religieux ». Et M. Percineau ajoute : « Quand tous ces gens, qui se comportent en gens conquis, sont passés, il y a tout à refaire. Cela nous coûte chaque année la dixième de notre budget d'investissement ».

RÉGIS GUYOTAT

# Les musulmans ont fêté l'Aïd-el-Kébir

Plus d'un milliard de musulmans dans le monde, plus de trois millions en France, devaient célébrer, lundi 31 mai, l'Aïd-el-Kébir, la fête du sacrifice du mouton. L'abattage rituel, étant donné le nombre d'animaux sacrifiés à cette occasion (un chiffre voisin de 4 000 est prévu pour le seul département de l'Essonne, plus de 10 000 dans les Bouches-du-Rhône), peut toutefois poser de sérieux problèmes d'organisation et de salubrité en France. L'abattage est régi par deux décrets (octobre 1980 et mai 1981), prévoyant qu'il est interdit de procéder à l'abattage rituel en dehors d'un abattoir et qu'il ne peut être effectué que par des sacrificateurs habilités par les organismes religieux agréés. La vérification par le service vétérinaire de chaque département est obligatoire. Compte tenu de la coïncidence, cette année, avec le lundi de Pentecôte, jour férié, les préfets de région ont dû réquisitionner les praticiens compétents.

Un télégramme de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a demandé aux préfets de « ne pas s'arrêter aux différences religieuses ni de facies pour caractériser un homme ».

Un lieu de prière islamique profané à Epinal. — Un lieu de prière islamique fréquenté par la communauté turque d'Epinal (Vosges) a été profané, samedi 29 mai, par des vandales qui ont jeté au sol des livres sacrés et volé quelques chapelets de prière. Cette ancienne école maternelle, transformée depuis 1988 en lieu de culte, est gérée par l'Association islamique turque d'Epinal. L'endroit étant ouvert au public toute la journée, il n'y a pas eu d'effraction. Aucune inscription à caractère raciste ou anti-religieux n'a été trouvée. Selon l'un des responsables de l'association, Yasser Vilmar, interrogé par l'Agence France-Presse, cet acte de vandalisme pourrait être le fait de « très jeunes enfants ».

# Douze mille jeunes des aumôniers de la région parisienne à Jambville

## « Nos déserts reflouriront »

Jusqu'à tard dans la nuit, quatre cents prêtres, éclairés par une torche, ont confessé sur la « prairie » de Jambville (Yvelines) des centaines de jeunes réunis pour le « Fret 83 » (rassemblement fraternel) des huit diocèses de la région parisienne. Un peu plus tôt, sous un chapiteau orné de douze mille places, le cardinal Lustiger leur avait dit : « Vous êtes dans un monde sans prière, sans Dieu, sans espoir, sans Dieu, sans espoir ».

La « Fret » existe depuis 1979, mais c'est la première fois que le nombre de dix mille participants (de treize à seize ans environ) était dépassé. Ils étaient venus de toutes les aumôniers scolaires des diocèses de la région parisienne, des « églises » de banlieues, châteaux ou des petites villes rurales de Seine-et-Marne.

La première raison de ce rassemblement est de faire nombre, de prior, au cours de lon-

gues veillées dans les villages de tous de célébrations festives, d'écouter des témoignages (aumôniers de prison, officier de retour de Yougoslavie, juges d'enfants, anciens toxicomanes, etc.). L'intérêt est aussi de « partager » les inquiétudes ressenties par ces jeunes : difficultés scolaires, familles écartées, chômage, peur du sida, monnaie des exclusions, etc.

« Ils sont à la fois combattus et traversés par toutes les crises de la société. C'est un âge où ils ont le plus besoin de confiance et d'espérance », dit le Père Antoine Hérouard, responsable de ce rassemblement. Et dans la veillée de Pentecôte, dimanche soir, ils chantaient encore dans un tonnerre de décalés et une forêt de foudres : « Non à nos déserts de laide, de solitude et d'ennui. Si nous reprenons confiance dans la foi et la tolérance, nos déserts reflouriront ».

H. T.

## EDUCATION

Réunis en congrès dans les Landes

# Les parents d'élèves de la FCPE s'inquiètent des menaces sur la laïcité

Réuni du 29 au 31 mai, à Saint-Josse (Landes), le 47<sup>e</sup> congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a été l'occasion, pour la première fois, de la présence de représentants de la FCPE à l'adresse de M. Bayrou.

« Au-delà de cette opposition aux projets du ministre pour les lycées ou les collèges, c'est autour de la défense de la laïcité et du service public d'éducation que les quatre cents délégués de la FCPE ont appelé les parents d'élèves à se servir les cordes », ils y avaient été vigoureusement invités, samedi 29 mai, par Henri Emmanuelli (PS). Le président du conseil gé-

ral des Landes a, en effet, mis en garde le gouvernement contre « le risque » qu'il y aurait à remettre le dossier du privé sur la place publique et à abroger, comme il en a l'intention, certaines dispositions de la loi Falloux concernant le financement de l'enseignement privé par les collectivités locales.

« Si cette loi venait à être supprimée, le processus serait simple. Deux tiers des collectivités locales sont détenues par la majorité conservatrice. Au fil des années, nous verrions s'installer une situation à l'anglaise, avec des collèges et lycées privés flamboyants voisins de établissements publics détrempés. Les parents, avec bon sens, enverraient leurs enfants dans le privé. » Devant une telle remise en cause de la « liberté de conscience », « nous ne pourrions pas rester passifs ni inactifs », a conclu M. Emmanuelli.

## EN BREF

Le procureur de la République de M. Mans nommé au cabinet de M. M. Bayrou. — Yves Bot, procureur de la République de Mans (Sarthe), a été nommé chargé de mission au cabinet du garde des sceaux en remplacement de François Falletti, indique un arrêté publié au Journal officiel du 29 mai. La nomination de M. Falletti sur son poste de directeur des affaires publiques et des grâces était intervenue après que le président de la République eut refusé la désignation de M. Bot à la tête de cette direction stratégique du ministère de la justice, l'élus estimant le procureur de Mans trop proche du juge d'instruction Manceau Thierry Jean-Pierre (le Monde du 29 mai).

en Seine-et-Marne. — Les dix-sept commissariats de Seine-et-Marne ont participé à une opération de contrôle d'identité visant à « déstabiliser la délinquance » dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 mai, indique-on à l'hôtel de police de Melun. Environ trois mille personnes ont été contrôlées lors de cette opération, conduite par les policiers urbains du département, épaulés par des policiers en civil et des douaniers. Ces interventions ont eu lieu dans des débits de boissons, discothèques ou autres établissements recevant du public, ainsi que sur la voie publique. Des matraques, des bâtons de base-ball, quelques pistolets à grenaille, ainsi qu'une quinzaine de grammes de drogues diverses ont été saisis par les policiers. Une dizaine de personnes ont été mises en examen.

■ Trois mille personnes contrôlées

## DÉFENSE

Après la décision de fermeture de plusieurs casernes

# Les élus du Limousin contre le plan de restructuration militaire

Déjà frappée depuis quelques années par la baisse de la fabrication d'armements (Groupe industriel des armes terrestres à Tulle, Renault-Véhicules industriels à Limoges, etc.), la région du Limousin a vivement réagi aux mesures de restructuration militaire annoncées jeudi 27 mai par M. Léotard, ministre de la défense (le Monde du 29 mai).

LIMOGES

de notre correspondant

L'état-major de la 15<sup>e</sup> division d'infanterie, dont le siège est à Limoges, va être dissous. Les régiments de la composante disparaîtront ou seront rattachés à d'autres secteurs de l'armée de terre, ce qui entraînera le départ d'une trentaine de cadres. Il faudra ajouter des « dégraisages » dans des unités dépendantes de cet état-major : le 15<sup>e</sup> régiment de commandement et de soutien de Limoges perd 70 postes ; le 126<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Brive-la-Croix (Corrèze) voit ses effectifs (1 600 hommes) baisser de 25 % ; le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs de Périgueux (Dordogne) est dissous.

Mais le plus dur a été l'annonce de la disparition de la base aérienne de Romanet, qui groupe, dans la banlieue de Limoges, quelque 600 emplois (180 militaires d'active, 250 appelés, 170 salariés civils). La rumeur en courait depuis plusieurs mois. Les candidats du RPR en Haute-Vienne en avaient même fait un cheval de bataille contre les sortants socialistes. Lors d'une confrontation musclée devant les caméras de la télévision locale, le juge Alain Marsaud (RPR) avait reproché à son adversaire, Robert Savy, député PS sortant et président du conseil régional, de se faire le complice par

mission de ces « projets liquidateurs » préparés par les services de Pierre Joxe, alors ministre de la défense.

Les projets du précédent ministre ayant été repris par François Léotard, la balle s'est retrouvée dans le camp des nouveaux élus. Alain Marsaud s'est tenu, jeudi 27 mai, une conférence de presse pour annoncer que la base aérienne de Romanet ne serait pas supprimée, mais « restructurée ». Menaçant de démissionner, les nouveaux élus RPR de la région sont intervenus auprès de François Léotard et surtout ont obtenu l'entrée en lice de Jacques Chirac (en sa qualité de député de la région Limousin) pour « maintenir les effectifs militaires à Limoges ». Bref, ils ont pu, a dit Alain Marsaud, « tenir les promesses que nous avons faites aux électeurs et sauvegarder la structure militaire en Haute-Vienne ».

Une « façon démocratique de tirer la couverture », répondent les élus de gauche. Alain Rodet, maire de Limoges, a notamment déclaré que sa ville « est devenue en 1991, grâce aux efforts des parlementaires (NDLR : tous socialistes à l'époque), des collectivités territoriales et du ministère de la défense, le chef-lieu d'une des neuf circonscriptions militaires de défense, permettant l'accueil dans la ville de plus de 300 personnes civiles et militaires ». Les conseillers régionaux communistes ont protesté contre une décision « révélatrice des orientations négatives qui prévalent actuellement dans l'aménagement du territoire et qui sacrifient notre région ».

Il reste que la disparition de la 15<sup>e</sup> division d'infanterie demeure programmée et que, concernant la base aérienne de Romanet, le concept de « restructuration » n'écarte pas vraiment les inquiétudes.

GEORGES CHATAIN

# Le PR au secours de M. Léotard

Les vives critiques de députés RPR contre le plan de restructuration du dispositif militaire présenté, jeudi 27 mai, par le ministre de la défense, ont été relayées, samedi 29, par Pierre Lellouche, député RPR du Val-d'Oise, qui a déclaré au micro de France-Info que le ministre de la défense était allé « trop vite en besogne », car « ces restructurations réduiraient nos armées de façon considérable ». Le conseiller diplomatique de Jacques Chirac a ajouté : « La loi que nous avons votée pour l'armée n'a pas prévu de couper comme cela (...) dans le vif de nos forces, sans savoir quel est le modèle d'armée qu'on va avoir ».

Toutes ces prises de position ont amené les dirigeants du PR à prendre la défense de celui qui est le président d'honneur de leur parti. Dans un communiqué publié samedi, Gilles de Robien, membre du bureau exécutif du PR, a déclaré que « si l'émotion des élus locaux » concernés « est bien légitime et compréhensible », la mise en cause de M. Léotard relève « d'avantage du règlement de compte politique » car « on ne peut imaginer » que les décisions prises « aient été sans l'aval de M. Balladur ».

Pour sa part, Philippe Vasseur, le secrétaire général du PR, su Forum RMC-Express, dimanche, a expliqué que « si on peut discuter de savoir quand et comment » devra être mis en œuvre ce plan de restructuration, ainsi que les mesures de compensation, « nous n'avons pas intérêt à soulever une polémique trop violente qui risquerait de diviser le gouvernement et la majorité ». Faisant le lien avec les critiques de certains membres de l'UDF contre le programme économique de M. Balladur, le député du Pas-de-Calais a ajouté : « Il est grand temps de nous fixer un code de conduite ». Pour lui « le droit de critique » à l'égard du gouvernement doit être « parfaitement limité ».

## SOCIÉTÉ

### SANTÉ

La journée mondiale sans tabac

### Soigner ou fumer

La Journée mondiale sans tabac, lundi 31 mai, s'adresse cette année aux médecins... fumeurs. L'Organisation mondiale de la santé en appelle à tous les personnels des hôpitaux pour qu'ils donnent l'exemple de la lutte contre le tabagisme.

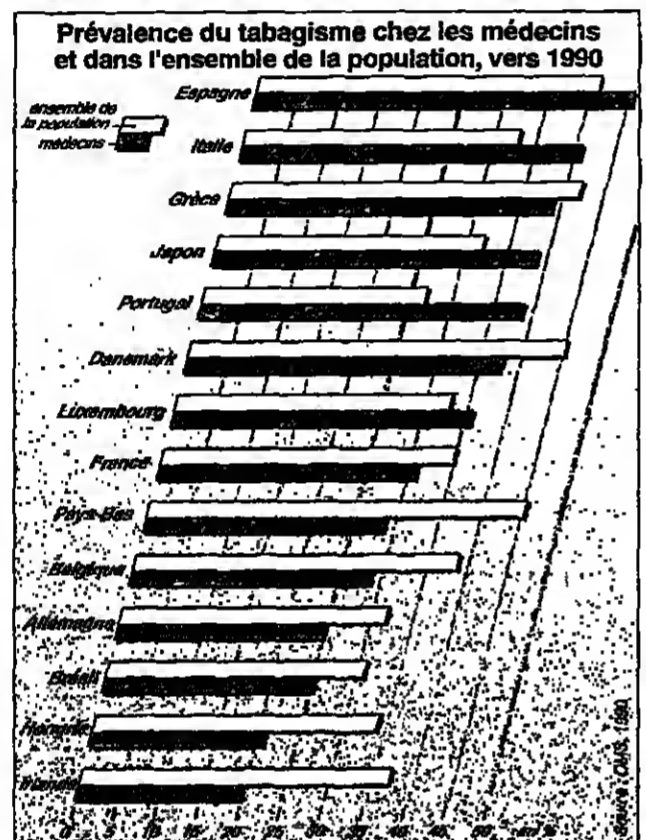
A l'occasion de la cinquième Journée mondiale sans tabac, le directeur général de l'OMS, le docteur Nakajima, lance un appel aux professionnels de santé : « Il est du devoir des personnels de santé de s'abstenir de fumer, afin de protéger à la fois patients et collègues des risques du tabagisme passif. » Le message est on ne peut plus explicite.

Selon l'OMS, la prévalence du tabagisme chez les médecins a considérablement chuté : 50 %

aux organisations bénévoles du secteur.

En France, les quarante comités hospitaliers de prévention du tabagisme installés dans les établissements de l'Asestence publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) ont été fédérés par un réseau national intitulé « Hôpital sans tabac », devenu européen. La Belgique, le Luxembourg et l'Italie ont adopté la même initiative.

En vue de cette Journée mondiale, les Hospices civils de Lyon (HCL) ont lancé une enquête auprès de leur personnel sur la cohabitation entre fumeurs et non-fumeurs et la façon dont est perçue le décret d'application de la loi Evin du 10 janvier 1991 contre le tabagisme (Le Monde du 3 juin 1992).



d'entre eux s'abstenaient à la cigarette dans les années 50, contre 10 % aujourd'hui. Certains pays connaissent pourtant un pourcentage de fumeurs plus élevé que dans la population générale. C'est le cas en Espagne, en Italie, au Japon, au Portugal et au Luxembourg (voir graphique). En France, 31 % des médecins généralistes fument, la proportion globale de fumeurs étant évaluée à 35 % de la population. En Grande-Bretagne et dans les pays nordiques, ce pourcentage tombe à 10 %, médecine et personnel soignants confondus.

Les infirmières sont également grosses consommatrices de tabac. Des études citées par l'OMS, datant de 1986, révèlent qu'aux États-Unis les fumeuses représentent 41 % du personnel infirmier, 54 % en Espagne et 55 % en France, soit des taux impressionnants qui s'expliqueraient par le stress inhérent à l'exercice de la profession.

#### Un réseau dans les hôpitaux français

Pour lutter contre le tabagisme des professionnels de santé, certains pays se sont engagés plus que d'autres. En 1990, note l'OMS, soixante-huit pays disposaient d'une législation interdisant la fumée dans les établissements de santé. La Norvège va plus loin : elle a créé une entité antitabac, en 1985, au sein de l'hôpital central du comté d'Akershus. Un plan d'action pour une Norvège sans tabac, d'ici à l'an 2000, a été adressé à tous les établissements publics hospitaliers et

et début 1<sup>er</sup> novembre 1992). Les résultats font état d'une consommation de tabac inférieure à la moyenne nationale, avec, néanmoins, une proportion de fumeurs évaluée à 30 % du personnel des HCL.

Le tabac provoque chaque année 3 millions de morts prématurées dans le monde, rappelle l'OMS. Dans les pays en développement, la consommation de tabac a augmenté de 70 % en moyenne au cours des vingt-cinq dernières années. L'organisation prévoit que, dans ces régions du globe, d'ici environ trente ans, 7 millions de personnes vont mourir prématurément chaque année de pathologies liées à l'usage du tabac. En Chine, si la tendance se maintient, 2 à 3 millions de décès prématurés par an, dont 1 million par cancer du poulmon, sont à craindre dans les années 2020.

Dans les pays industrialisés, le chiffre des décès imputables à la consommation de tabac s'élève à 1,5 million chez les hommes et varie entre 100 000 et 500 000 chez les femmes. L'OMS estime que, dans l'ensemble des pays développés, 40 % à 45 % de tous les décès par cancer dans la population masculine - 10 % dans la population féminine - sont dus à l'usage du tabac. Elle prévoit même qu'environ 13 % des hommes de trente-cinq ans dans les pays industrialisés, si les taux actuels se maintiennent, mourront des suites du tabagisme avant l'âge de soixante-dix ans.

LAURENCE FOLLÉA

### ENVIRONNEMENT

La pollution de Rhône à Saint-Pierre-du-Bouff (Loire) serait d'origine chimique. La pollution du Rhône qui, le 19 mai, avait provoqué la mort de plusieurs tonnes de poissons à hauteur de Saint-Pierre-du-Bouff (Loire) serait d'origine chimique. C'est du moins le résultat des premières analyses des échantillons d'eau, publiées jeudi 27 mai à

Vienne (Isère), qui attestent la présence d'éléments chimiques anormaux. Dans un premier temps, on avait supposé que les abondantes pluies d'orage avaient pu saturer le fleuve de pollution organique et asphyxier les poissons. Mais on a encore retrouvé des poissons morts, samedi 29 mai, vers Sablons (Isère) et Serrières (Ardèche).



## SPORTS

### Le maléfice de la terre battue

Michael Stich éliminé dimanche 30 mai par Goran Prpic, il ne reste qu'un attaquant, Richard Krajicek, qualifié pour les quarts de finale dans le bas du tableau masculin des Internationaux de France de tennis. Dans le haut du tableau, deux spécialistes du service-volée, Pete Sampras et Stefan Edberg, pouvaient encore prétendre atteindre, lundi 31 mai, ce cap de la compétition.

Un étonnant est-il capable de gagner à Roland-Garros ? La question revient inévitablement chaque année lors des Internationaux de France de tennis. Et inéluctablement, depuis la victoire du prodige australien Rod Laver en 1969, la réponse est non. Maléfice de la terre battue ?

Depuis l'avènement du tennis open en 1968, seulement trois joueurs au service-volée naturel furent en position d'obtenir la consécration porte d'Austerlitz. John McEnroe, qui avait mené deux sets à rien et avait le break dans la troisième manche, fut le plus près d'y parvenir en 1984 face à Ivan Lendl. Henri Leconte fut ridiculisé par Mats Wilander en 1988. Stefan Edberg se laissa éliminer par un jeune pieuvre, Michael Chang, en 1989.

Cela ne veut pas dire que, depuis un quart de siècle, tous les champions de Roland-Garros ne sont montés au filet que pour serrer la main de leurs adversaires. Yannick Noah en 1983 et Andreï Agassi en 1990 ne se sont pas retranchés derrière la ligne de fond de court pour s'imposer respectivement à Mats Wilander et à Andreï Agassi. Reste que ne figurent pas aux palmarès du Français et de l'Équatorien de victoires significatives sur surfaces rapides, le gazon notamment, qui permettraient de les cataloguer comme attaquants.

#### Qualitativement anémique

La fête tennis brisera-t-elle enfin cette année le fâcheux sortilège qui pèse sur les Internationaux ? Un chevalier blanc, un prince charmant de la raquette, brandira-t-il, dimanche 6 juin, le trophée d'argent qu'on appelle le Grand Prix ? Les Borg, Lendl, Wilander et Courier ? C'est le rêve secret des organisateurs, qui, depuis des années, s'emploient à briser la chape de plomb des litières en usant de multiples subterfuges pour accélérer le jeu : balles plus vives, courts plus rapides. Observer la fin du règne des « rétrogradeurs », c'est presque pour les organisateurs une affaire de standing. Leurs efforts ont-ils plus de chance de se réaliser cette année ?

Parmi les seize joueurs qui ont franchi les trois premiers tours, on compte cette année quatre attaquants purs, l'Américain Pete Sampras, le Suédois Stefan Edberg, le Néerlandais Richard Krajicek et l'Allemand Michael Stich. Quantitativement, ce n'est pas exceptionnel : il y a eu cinq attaquants qualifiés pour les huitièmes de finale en 1988. Qualitativement, c'était unique : ne avait là deux champions de Wimbledon et un vainqueur des Internationaux des États-Unis.

La démonstration des possibilités de ces joueurs de feu et d'éclair a été apportée, dimanche 30 mai, par le moins célèbre du quartet, Richard Krajicek. Inlassablement, ce géant à suivi au filet ses services et ses secours de service, formidablement chargé vers la muleta, indifférent aux blessures que lui faisait imperméablement subir Carlos Costa, petit matador aux banderilles de lobe et de passing-shot.

Au terme des quatre premiers sets, le résultat n'était pas aussi catastrophique qu'un anrait pu le craindre. La balance était même

égale entre le Néerlandais et l'Espagnol, chacun ayant emporté 21 jeux. L'attaquant Costa sembla toutefois sur le point de prendre le papillon Krajicek dans sa toile. L'Espagnol servait pour le match à 5-3. Le Néerlandais ne demandait pas de sa tactique, contraignant son rival à forcer, à appuyer ses coups, pour tenter de le fixer derrière la ligne de fond.

#### Folies balistiques

Tactique payante : Carlos Costa finit par faire une double faute et se mit à douter. Le match avait basculé. Contraint de sortir de sa tranchée, l'Espagnol fut fuché par la mitraille au dix-huitième jeu. Le Néerlandais a eu d'autant plus de mérite à s'imposer de la sorte que les conditions atmosphériques étaient contre lui. Par grand vent, les balles de l'attaquant volent, sortent du cadre, s'écraquent dans le filet. Elles deviennent capricieuses, n'ont des lobbies de libellule, rebondissent d'importe où.

Il en est parmi les plus grands attaquants qui ne supportent pas ces déréglages météorologiques,

### Fernando Meligeni, « limeur »

Thierry Champion en 1990, Christian Minussi et Todd Martin en 1991, Andreï Medvedev en 1992, Fernando Meligeni en 1993 : la présence d'un joueur des qualifications en huitième de finale des Internationaux de France est devenue une tradition à Roland-Garros. Cette année, le Petit-Poucet du tournoi est Brésilien, tombé du Français Stéphane Huet, puis de l'Allemand Patrick Kuhnert, samedi 29 mai. Il n'en revenait pas lui-même après le premier match en cinq sets de sa carrière. Plus riche d'environ 200 000 francs, il a de surcroît gagné sa place dans l'équipe brésilienne de Coupe Davis. Avec Jaime Oncins et Luis Mattar.

#### Un cœur de marathonien

Contrairement aux bébés champions, Fernando Meligeni a mis du temps à sortir de l'enfance. Il a vingt-deux ans et n'évolue sur le circuit professionnel que depuis deux ans. Les plus brillants titres de son palmarès, il les a gravés alors qu'il était encore junior : en 1989, il remporta l'Orange Bowl, plus grand tournoi des jeunes espoirs. L'année sui-

vante, il fait ses valises et gravite dans les tournois satellites, le deuxième division du circuit international. Des tournois de Grand Chelem, il ne connaît que l'US Open, où il avait fait une apparition fugace, éliminé au premier tour en 1992.

Bien que vainqueur du Tournoi de Sao-Paulo, où il réside, Fernando Meligeni possède un palmarès léger où ne figure aucun nom de vedettes. C'est sur la terre battue de Roland-Garros, sa surface naturelle, que ce gaucher pouvait espérer les meilleurs résultats. Stéphane Huet lui a facilité la tâche en sortant Ivan Lendl.

A l'exemple de ses aînés Onelins ou Mattar, Fernando Meligeni est un « limeur », grognard de la ligne de fond, fennec de la guerre d'usure. Une vraie teigne, qui se bat sur toutes les balles, quitte à aller se cacher la nez dans les haïches. Il n'a guère le physique de l'emploi pourtant : il fait mètre avec son 1,81 mètre et ses 64 kilos. Mais il y a quelques mois, lors de tests physiologiques, les médecins lui ont trouvé un vrai cœur de marathonien.

B. M.

ces folies balistiques. Ce fut le cas, dimanche, de Michael Stich. Incapable de maîtriser son service, l'ancien vainqueur de Wimbledon s'est en plus d'arguments que l'enfant qui vient de naître pour répondre au Croste Goran Prpic. Il n'en a pas fait plus à ce spécialiste de la terre battue sans génie - ses derniers résultats sont si peu probants qu'il est tombé à la 181<sup>e</sup> place mondiale - pour réaliser la meilleure affaire de sa carrière, se qualifier pour les quarts de finale d'un tournoi du Grand Chelem.

Les attaquants sont des équilibristes. Leur atout majeur, la vitesse, est un handicap sur la brique pilée, qui est la surface de la longue patience. Comme en politique, il faut se résoudre à donner du temps au temps. Pete Sampras et Stefan Edberg l'ont compris : ils sont parvenus samedi 29 mai en huitièmes de finale dans le haut du tableau masculin sans précipitation, chacun à sa façon.

Chez la plupart des joueurs, c'est le bras armé qui suscite l'admiration. Chez Pete Sampras, ce sont les jambes qui sont proprement prodigieuses, le porteur sans cesse de l'avant. Elles sont le secret de la puissance du numéro un mondial, qui les utilise à la manière des boxeurs au punch électrique. Grâce à elles, il est toujours placé au mieux pour imprimer à la balle vitesse et poids.

En tout cas, ces cuisses et ces jarrets d'athlète, toujours sous pression, ont été le secret de sa victoire sur Jonas Svensson. Demi-finaliste des Internationaux en 1988, le Suédois a été constamment pris de vitesse, mis en déséquilibre, déstabilisé. Sur terre battue, toutefois, les jambes ne sont pas tout, il faut encore avoir un pied de patineur pour maîtriser les longues glissades. Jusqu'à présent, Pete Sampras n'a gagné qu'un tournoi sur terre battue (Kitzbühel en 1992) ; à Roland-Garros, il n'est jamais allé plus loin que les quarts de finale (battu par Andreï Agassi en 1992). Il est vrai qu'il n'était pas encore en tête du classement mondial.

Stefan Edberg, lui, a déjà en lui les hommes de la finale. Il connaît tous les pièges, toutes les embûches qui se dressent sur sa route. Pour les déjouer, il doit continuer la montée en régime qu'il a entreprise, tendre vers la perfection absolue : trois sets sans la moindre baisse de régime, sans une fausse ante. On l'en a senti capable samedi face à l'Américain Jonathan Stark. L'ennemi, s'il y parvient, c'est qu'il se heurtera à Pete Sampras en demi-finale et que les attaquants perdront dans tous les cas un de leurs plus beaux fleurons juste avant l'emballage final.

ALAIN GIRAUDO

### La championne et l'enfant

Les quarts de finale du simple dames des Internationaux de France opposeront l'Espagnole Conchita Martínez, tête de série n° 4, à l'Allemande Anke Huber (n° 8), l'Américaine Mary-Joe Fernandez (n° 5) à l'Argentine Gabriela Sabatini (n° 3), la Tchèque Jana Novotná (n° 6) à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 2). Déception pour Mary Pierce (n° 15) : la dernière Française en lice a été battue par l'Américaine Jennifer Capriati (n° 6). Celle-ci rencontrera l'Allemande Steffi Graf, qui s'est imposée devant la révélation du tournoi, la Croate Iva Majoli.

Quel curieux match ! Ni balait ni calambour d'ennui. Un mélo d'échanges superbes et de balles perdues n'importe comment, parfois portées hors des limites par les bousculades. La confrontation entre Jennifer Capriati et Mary Pierce fut une guerre des nerfs, bien loin des envolées déjantées. On dira juste que l'Américaine a gagné les points importants, ces petits « riens » - une balle de set, quelques points du jeu décisif de la deuxième manche - et que la Française a glissé sa chance, laissant une balle de break s'envoler ou bien quelques points du jeu décisif, justement.

En tennis, outre la technique, c'est au sang-froid que l'on reconnaît une championne. Jennifer Capriati ne jouait pas si bien, dimanche. Elle était un peu tendue : elle connaissait son adversaire. En 1992, les deux teen-agers s'étaient déjà rencontrés en huitièmes de finale. L'Américaine avait pris le meilleur sur la Française. Elle savait, cette fois, Mary Pierce dangereuse, elle savait que la

blonde jeune femme jouait devant son public.

Tout semblait comploter contre Capriati. Même la pluie se mettait de la partie. Elle l'a renvoyée à deux reprises au vestiaire quand elle tenait son adversaire à la gorge. Pourtant, la confiance aura toujours habité le camp de l'Américaine, lui donnant sérénité et audace. La confiance, qui, de coutume, papillonne dans les deux camps, refusait de venir embrasser la Française. Pendant près de deux heures, Mary Pierce est restée une enfant malheureuse, tendue et impatiente, balançant ses balles derrière les lignes comme un gros caprice.

#### La victoire de l'expérience

Mary Pierce et Jennifer Capriati jouent à jeu égal, toutes deux riches de ce style puissant, de cette belle frappe fermement cloquée, tantôt butant du fond du court, tantôt attaquantes à la volée. Dans un milieu où la patience du lift prédomine, elles tour de celles qui prennent des risques, filent avec les lignes comme des fusambules, savent retourner un service avec insolence, dégainer un passing-shot sans trembler.

Pardieu, le vent déréglait ces belles mécaniques, provoquant de multiples doubles fautes et des erreurs dans la longueur des balles. Jennifer la gagnieuse se fichtait bien de la tempête et ses coups faisaient plus souvent mouche : ceux de Mary l'inquiétaient venant mourir dans le filet ou se sont écrasés dans l'extrême fond du court central. « J'ai un bon jeu, constatait cette dernière. Mais il me manque l'expérience de Jennifer ».

L'Américaine a un an de moins que son adversaire. Seulement, elle évolue depuis trois ans sur le circuit international. Jeune prodige, elle

révéla son talent en mars 1990. Elle venait tout juste d'avoir quatorze ans. Elle disputa son premier tournoi professionnel, à Boca-Raton, et ne s'était inclinée qu'en finale face à Gabriela Sabatini. Elle est la plus jeune à s'être hissée parmi les dix meilleures joueuses mondiales, en 1990. Elle fut la plus jeune demi-finaliste de l'US Open, en 1991.

Dans sa précoce carrière, elle a déjà battu les cinq meilleures joueuses mondiales - Monica Seles, Steffi Graf ou Martina Navratilova - quand Mary Pierce n'a pas encore accroché de grandes pointures à son tableau de chasse. Jennifer Capriati connaît le bonheur d'une victoire après un match au sommet, accroché. Parce que, cette année, elle en apprécie la saveur lorsqu'elle semblait servie de tennis en 1992, elle se bat sur chaque point même quand elle est prise de vitesse. Mary Pierce goûte encore l'amertume de ces défaites-là. Alors, quand une balle est trop rapide ou une amortie trop bien ajustée, elle ne croit plus à grand-chose, et tout son tennis lui

semble vain. « Je crois que je veux trop gagner », dit-elle.

Les deux jeunes filles n'étaient pas toutes seules dans cette empoignée. Toutes deux ont pour entraîneur leur père. Dimanche, Jennifer venait puiser dans le regard paternel un éclair de réconfort. Le père de Mary Pierce, lui, n'était plus là, privé vendredi 28 mai de son badge d'accréditation après avoir provoqué un esclandre pendant un match de sa fille. Il ne restait plus à Mary qu'à chercher le visage de sa mère. Mais, Mary semblait abandonnée, perdue. Dimanche, elle était orpheline de sa victoire.

#### BÉNÉDICTE MATHIEU

Rectification. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article intitulé « Juge-arbitre ou gâte-sauce » (Le Monde daté 30-31 mai) M. Yvern, qui signe la feuille de programmation des matches, ne se prénomme pas Jacques, mais Gilbert. Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette confusion.

Le Monde

PUBLICITÉ GASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-75-31



MUSIQUES

# «Les Noces», un soir à Lisbonne

Avant de s'installer au Châtelet, l'opéra de Mozart était présenté au Portugal dans une mise en scène boulevardière de Jean-Louis Thamin

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Inauguré en 1793, le Théâtre São Carlos de Lisbonne est un opéra dont le style classique s'accorde avec les légendes des quartiers reconstruits selon les directives du marquis de Pombal, après le terrible tremblement de terre et le raz de marée qui devait détruire la ville basse en 1755. Edifié sur une minuscule place, bordée par une petite rue qui tombe vers le Tage, il se dérobe aux regards. Sa décoration intérieure est aussi discrète : subtil camouflage de beiges rosés, de dorures étouffées par la patine, de paquets blancs mats et de solives noires.

Le public portugais est aussi élégant. Les Lisboètes sont venus assister, en présence du président de la République, Mario Soares, à une représentation des *Noces de Figaro* qui ne pouvait trouver un lieu plus propice aux émois mozartiens et à ceux du livret que Lorenzo Da Ponte a tiré du *Mariage de Figaro* de Beaumarchais. Le programme de la soirée précise que la création portugaise des *Noces* date... de 1945. Elle eut lieu dans cet opéra. A l'époque, Mario Soares prend place dans la loge d'honneur, John Eliot Gardiner et les musiciens de l'English Baroque Soloists exécutent l'hymne national portugais. On se lève tous pour la République lorsqu'elle est saluée aux sons des instruments baroques, et dans une acoustique parfaite.

Place à Mozart. Le rideau se lève sur un long panorama en ombres chinoises - un paysage découpé de cyprès et de pins noirs qui occupe le fond du plateau. Il délimite un hémicycle légèrement ovalisé devant lequel sont posés trois pans de murs percés de fenêtres et de portes arrondies comme un paravent. Subtilement éclairé, le décor de Rudy Saboungi a conduit Jean-Louis Thamin à prendre au pied de la lettre l'indication qui figure sur la couverture de la partition : *Opera Buffa*. Ce ne seront donc qu'entrées et sorties, par ces portes et ces fenêtres, illustrant au premier degré les situations, les retournements.

Thamin laisse de côté le chant des âmes, l'aventure bumaine. Il y a du Poncelet chez ce metteur en scène, l'Ordinaire des situations y compris, sans la cruauté, sans l'amerment. Juste ce qu'il faut pour mettre le public dans sa

poche. Un peu de sensualité lourde, fallait-il allonger Chénubin sur la Comtesse, et les faire se frotter en cadence ? Un peu de folklore scrupuleux : les paysans sont joliment endimanchés dans des costumes bien taillés dans des grosses toiles. Fleurs jaunes dans les bras, enfants en tête du cortège, joyeux, ils esquissent un pas de danse. Un peu de sens politique : ils se révoltent en scène, les serfs, jettent leurs fleurs au visage du comte et font tomber les murs sous les coups de leurs malheureuses fourches de bois. La décoration n'est plus alors qu'un amoncellement qui écrase le Bergrère et son repose-pied, accessoire central, sans le dérober totalement à nos regards : il fallait montrer que ce faustien voluptueux, symbole d'une noblesse débauchée, attendait le retour de ceux que les révolutions chassent.

## Un ensemble parfait

Gardiner a choisi ses musiciens, son chœur (l'excellent Monteverdi Choir) et ses chanteurs en ayant toujours présent à l'esprit qu'il enregistre aussi son cycle pour le disque (1). Il s'en tire, avec les bons et les mauvais, avec de francs applaudissements. Tant de grâce sans affectation, tant de vie sans agitation, de virtuosité individuelle qui se fondent en un ensemble parfait tiennent de ce miracle auquel les meilleurs orchestres « baroques » nous ont habitués et, il y a bien longtemps, les équipes réunies par l'Opéra de Vienne. Quelques temps semblent lents, mais cette majesté transfigurée par des arceaux si légers et des souffleurs si discrets, ne pèse pas plus qu'elle ne gêne les chanteurs.

L'équipe réunie sur le plateau du São Carlos et que l'on entraina à partir du 9 juin au Châtelet, est dominée par le Figaro de Bryn Terfel. Voix claire, intonation parfaite, son aïe en toute situation éclate dès qu'il apparaît en scène. Le Comte Almaviva (Rodney Gilroy) est encore un peu vert, manquant d'assurance virile, de l'éclat de la noblesse. Son limbre est beau, sa voix est homogène, mais l'agilité lui manque et il trébuche sur les vocalises. La Comtesse (Hillevi Martinpelto) et Marceline (Susan McCulloch) sont plus discutables. La voix de la première est vinaigrée, celle de la seconde trop vibrée - elle est, en outre, strifiée comme une fille des

maisons closes de western. Chénubin (Pamela Helen Stephen) et Berberine (Constance Beakes) chantent avec soin, mais n'ont pas cette individualité qui les distinguait. Suzanne redresse la situation : le chant d'Alison Hagley est aussi radieux que son art d'interprète est subtil.

Cette troisième production met un terme, pour la France, à un cycle Mozart, coproduit par le Théâtre du Châtelet, l'Opéra de Ferrare en Italie et le São Carlos de Lisbonne. Interrogé, lors de la conférence de presse de présentation du programme de la saison 1993-1994 du Châtelet, sur les raisons qui l'avaient amené à interrompre cette série plus tôt, Stéphane Lissner, directeur du théâtre parisien, répondait qu'il lui avait été difficile de trouver un point d'accord avec Gardiner sur le choix des metteurs en scène.

Juste avant la représentation du 24 mai, à Lisbonne, le chef d'orchestre a tenu à apporter sa version des faits : « Ce n'est pas vrai. Stéphane Lissner et Jean-Marie Blanchard - à l'époque, Blanchard n'était pas à la Bastille - m'ont annoncé, il y a presque deux ans, qu'ils interrompaient notre cycle pour monter « la Trilogie » de Wagner. J'ai proposé de reculer les dates. C'est dommage, mais il va me falloir trouver un autre producteur. Le Châtelet apportait beaucoup d'argent. Les Français ne se rendent pas toujours compte de leur chance : c'est Grondin Breteigne, depuis l'arrivée de Margaret Thatcher, et son remplacement par John Major n'a rien changé, la culture souffre du manque de budget. Mon cycle Mozart, qui est enregistré par Archiv Produktion, ne peut y être donné qu'en version de concert ».

ALAIN LOMPECH

(1) L'Enlèvement au sérail (2 CD 435 857-2), Le Cid (2 CD 431 806-2) et Idoménée (3 CD 431 874-2) et déjà été publiés par Archiv-Produktion et accueillis avec enthousiasme, particulièrement la Cécile. Les *Noces* seront enregistrées cet été, pour être publiées en 1994.

Les représentations du Châtelet se dérouleront les 9, 11, 15 et 17 juin à 19 h 30 ; les 12, 14, 15 et 16 juillet à 19 h 30. Location, tél. : 40-28-28-40. Miroir 1985 Châtelet. Aux caisses du théâtre, tous les jours de 11 heures à 19 heures, 1, place du Châtelet, 75001 Paris.



Sun Ra au New Morning, le 24 mai 1988

# La mort de Sun Ra

Le poète intergalactique du free

Le poète, compositeur, chef d'orchestre américain Herman Sonny Blount - Sun Ra - est mort à l'hôpital baptiste Princeton de Birmingham (Alabama), des suites de plusieurs attaques cérébrales. Il avait soixante-dix-neuf ans.

Il y a dans la mort de Sun Ra, dans cette série d'implosions cérébrales qui se précipitent à partir de janvier, quand il est hospitalisé, quelque chose de troublant. Comme si, longtemps avant, il avait donné, par ses courbes excentriques, tous satellites et loupiotes dehors, l'image prémonitrice de sa fin.

Soixante ans de carrière, deux cents disques, une communauté vibrante de fidèles, musiciens et auditeurs, assez de moqueries du public sérieux, assez d'ignorance répandue et parfois de mépris, assez de mystère plus ou moins perfectionné, plus ou moins pacifique pour forger un début de légende.

Sun Ra disparaît, on plus probablement le passe d'un système dans un autre. Son Arkestra a souvent mal tourné et séjourné en France à partir de 1970. Un ministre de l'intérieur qui ne se trompe pas, Raymond Marcellin, l'a interdit, déclenchant une petite vague. L'orchestre du pianiste Herman Sonny Blount s'ap-

pelait, au gré des vents interstellaires, le Sun Ra Myth Science Arkestra, l'Astro Infinity Arkestra, l'Intergalactic Research Arkestra, Outer Space. Il déclençait assez de rires, d'images mentales, d'impressions sonores pour faire rêver mille ans : « Mo musique va faire pour eux gens, disait Sun Ra. C'est qu'elle représente le message de l'avenir ».

Né en 1915 ou 1916, cette hésitation sur la date signifiant encore le mystère, on repère ses premières images terrestres, encore floues, dans les années 30, chez John Fess Whatley, au milieu des années 40 chez Fletcher Henderson, puis à Chicago, en novembre 1948, il enregistre avec les Dukes of Swing d'Eugene Wright, accompagné sous le nom de Sonny Blount Coleman Hawkins, Stuff Smith et Joe Williams et fonde sa première communauté de danseurs, musiciens et choristes, l'Arkestra, en 1956.

## Une Afrique liée au cosmos

Il a alors une trentaine d'années, selon l'état civil imprécis, beaucoup plus selon ses propres dires : « Je suis né il y a cinq mille ans sur Saturne ». Il donnera le nom de Saturn à sa compagnie de disques.

Communauté ? Si l'on veut attaquer, on dira secte. Avec cette

réserve que cette prétendue secte n'a jamais fait de mal à une mouche. Farfelu ? Imposant ? Si ça peut rassurer... A condition de préciser qu'il n'y avait pas de fumisterie sans feu. Avec leur extravagance calculée, débridée, présentée comme un spectacle interplanétaire, conduits comme un voyage, indécidables parce qu'aucun de leurs signes, ni dans les costumes, ni dans les danses, ni dans les mots, n'était ambigu. L'ambiguïté, c'est vouloir faire croire avec le consentement de l'autre - les concerts de Sun Ra avaient de l'allure et énormément de gaieté. Ils étaient surtout l'occasion de beaucoup de musique. On y jouait plus qu'ailleurs.

A la fin des années 50, Sun Ra bricole un clavier à sonorités clinquantes, des tenues pittoresques, une petite quincaillerie spatiale fort inventive pleine de paillottes et de jouets. Plus la musique ira vers des formes libérées, plus le cérémonial se règle, plus la référence aux traditions noires (Ellington, Fletcher Henderson, les grands mystiques, spirituels et gospels) s'affiche. Sun Ra participe à la Jazz Composers Guild, se présente à Newport en 1963, et établit ses quartiers d'hiver à Philadelphie, recruté selon l'amitié Von Freeman, Pharoah Sanders, Clifford Thornton, Alan Silva et court l'Europe. L'amour était ce qui réglait le groupe et ses manifestations (ici aussi, mythes et légendes...). Ses manifestations réglaient le rêve.

Elles étaient la mise en scène d'une triple célébration : celle de la musique (de Jelly Roll Morton à Sun Ra en passant par Duke Ellington et Thelonious Monk), celle des mythes noirs (de Marcus Garvey à Malcolm X), et celle d'une Afrique imaginaire liée au cosmos en tant qu'Amérique. John Gilmore, Marshall Allen, Pat Patrick, fidèles parmi les fidèles, saxophonistes devant l'Eternel (« Je ne l'appelle pas Dieu, je l'appelle le Sans Nom ») avaient le loisir de sonorités clinquantes intergalactiques, « free » tendance free, entre deux incantations, trois motifs répétés à l'infini, quelques pas de danse égyptienne et le déferlement final, apocalyptique, des percussions. L'ensemble - que bien des spectacles bénaïms imitent tant bien que mal - dans le désordre, sans concepteur, sans manager, sans attaché de communication...

Tout ce cérémonial, tant d'excentricité étaient parfaitement « indéfendables ». Sun Ra ne jouait pas le jeu du monde : « J'ai consacré ma vie à sauver la vie de la planète ». On se souvient de la lettre de Matisse à son fils en 1914 : « Si les hommes avaient fait leur métier comme Picasso et moi, nous ne serions pas là ». C'est incontestable. Il faut prendre ces mots au pied de la lettre. Si les hommes faisaient leur métier comme Sun Ra jouait la musique et animait l'Arkestra on n'en serait pas là.

FRANCIS MARMADE

► Quelques disques : *The Futuristic Sounds of Sun Ra*, 1961, Savoy, 1 CD SV-0213, Nippon Columbia. *Rééditions Saturn*, de *My Brother the Wind* à *Planet Earth*, 10 CD Evidence, ECD 011 à 015 et 036 à 040. Plus récent : *Blue Dawn* 1 CD A&M 395-260-2 Polygram.

## Le musée parisien Kwok-On menacé d'expulsion

### Des masques à la rue

C'est un cortège qui commence par un heurt heureux et finit par un désastre. Le hasard heureux, ce fut, à Hongkong, en 1971, la rencontre d'un collectionneur très épris du théâtre chinois, M. Kwok On, et d'un professeur de chinois aux Langues orientales, Jacques Pimpaneau. De concert, ils ont monté une collection de marionnettes, les deux hommes se prirent d'amitié, tant et si bien que, l'année suivante, M. Kwok On faisait don à la France de deux cents pièces de sa collection, noyau du musée qui porte le nom de son premier donateur. Pau à peu s'est ainsi constitué un musée des arts du théâtre asiatique sans équivalent en France.

Le désastre, c'est la vente du bâtiment où le musée a été établi en 1981, au 41, rue des Francs-Bourgeois, après avoir été de la Cinéma française, où Henri Langlois avait cédé un local, au recteur de Paris, en passant par Nice. Les copropriétaires de l'immeuble, qui n'avaient jamais manifesté une tendresse particulière pour le théâtre asiatique, ont décidé de s'en séparer. Les 5 000 pièces chinoises, japonaises, coréennes, indonésiennes que possède le musée n'auront donc plus de toit. Les masques, les costumes si fragiles, les statues, les marionnettes et les rouleaux seraient à la rue.

Comme il est d'usage en pareille circonstance, les déclarations de bonnes intentions n'ont pas manqué. Début avril, le Maire de Paris, qui offrait jusque-là une subvention d'à peu près 400 000 francs par an, s'est

engagée à trouver un local - mais elle n'en a pas encore trouvé. Jacques Sallois, directeur des Musées de France, a essayé d'intéresser plusieurs municipalités françaises - mais sans plus de succès.

La collection d'art populaire mexicain rassemblée par François Raichenbach vient de trouver heureusement refuge à Marseille, au Musée des arts africains, amérindiens et océaniques. Les arts de la scène asiatique mériteraient assurément autant d'égards.

## Taiwan prenne

Si rien ne se décide, le 30 juin, le Musée Kwok-On aura cessé d'exister. Ce qu'il faut ? Dans son projet, Jacques Pimpaneau estime à 2 000 mètres carrés la surface nécessaire, à 400 000 francs le budget des acquisitions, à 200 000 francs celui des expositions temporaires. Ces chiffres sont dérisoires, pour peu qu'on les compare aux sommes englouties dans certains projets éphémères, aux 30 millions de l'exposition « Design » au Grand Palais, par exemple.

Jacques Pimpaneau se borne à constater que, s'il envoie un télégramme à Taiwan, le musée est pris dans les quarante-huit heures, car eux connaissent l'importance de la collection. Si le comte devait finir ainsi, il ne resterait plus rien de la volonté de M. Kwok On et de l'acharnement infatigable de Jacques Pimpaneau. Ça serait navrant, tout simplement navrant.

Ph. D.

## EXPOSITION

# «Je ne crois pas qu'un photographe puisse être humaniste en Somalie»

Prix Niepce 1993, le reporter Jean-Claude Contausse s'explique sur ses photos de famine

A trente-trois ans, Jean-Claude Contausse est un photographe libérateur. Ancien de Libération, membre de l'agence Contact depuis 1990, auteur d'un travail remarquable sur l'Intifada dans les territoires occupés, il a obtenu le prix Niepce 1993 pour son reportage en couleurs sur la famine en Somalie, un travail exposé au Palais de Tokyo, à Paris.

Douleur, voyeurisme, esthétisme, humanisme... Le propos de Jean-Claude Contausse semble cynique. Il n'en est rien. Le photographe est juste lucide, sait le sujet miné et s'exprime avec de forts accents à la Raymond Depardon.

« Mes reportages sur la Somalie ont eu un grand succès dans la presse, mais ce n'est pas un grand travail. J'ai juste été le premier photographe à couvrir vraiment la famine, avec l'aide de Médecins sans frontières. S'il y a eu tant de parutions, c'est que mes images sont « passe-partout », sans vrai caractère. Ma façon de travailler correspondait à ce que voulaient les magazines : des images pas trop dures, dignes, « regardables ».

« En Somalie, je savais le sujet miné. Il y a eu tant de photographes qui se sont penchés sur la douleur des gens. Caron, McCullin, Salgado... Je ne crois pas une

seconde qu'un photographe puisse être humaniste en Somalie. Déclencher devant des enfants qui meurent, c'est le contraire de l'humanisme. C'est surtout beaucoup demander à des gens qui n'ont rien. Je ne peux regarder la réalité, dans ces cas-là. Je me protège derrière la caméra au point que, le soir, je ne savais pas ce que j'avais vu.

## «Sans le savoir, nous faisons du casting»

« Je cherchais dans le visuel les stéréotypes de la famine tels que les définissent les Occidentaux : des gens maigres, des regards, des mains, des attitudes. J'ai photographié non pas avec mon cœur mais avec une machine froide et cynique qu'il faut savoir utiliser.

« J'étais parfois à 30 centimètres des visages. Je passais parfois deux heures à faire une image. Sans le savoir, nous faisons du « casting » car nous cherchons les scènes les plus émouvantes. Il n'y a rien de plus photographique que des squelettes.

« Je me suis retrouvé un jour sans appareil, dans un hôpital, face à une petite fille en bollocks, à bout de forces. Elle m'a imploré car elle n'avait plus de lait. J'ai alors repris mon appareil pour me protéger. Quand je revois mes

photos, c'est comme une grosse gifle. Les souvenirs reviennent. J'ai l'impression de vivre ce que je refusais de vivre sur le terrain.

« Les photos sont-elles à leur place dans un musée ? Je ne sais pas. Je pense que c'est une exposition autant sur moi et ma façon de travailler que sur la Somalie. J'aimerais bien me donner bonne conscience et dire que je témoigne, mais je n'y crois pas. On ne témoigne plus depuis qu'il y a la télévision. Je ne montre pas non plus à quoi ça ressemble. Il y a un tel décalage entre ce que l'on voit et l'image...

« Alors, pourquoi le faire ? Sans vouloir choquer, je le fais pour moi, pour mon expérience : ce se passe en ce moment sur la Terre, j'ai la chance de pouvoir y aller, c'est mon métier. Je veux voir moi-même. Je suis arrivé à Paris à dix-neuf ans, j'étais un paysan, je n'avais rien vu, rien connu. Je ne pense pas que c'est un comportement dégueulasse, il faut juste être conscient de ce que l'on fait. »

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

► Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 45-38-43-03. Jusqu'au 28 juin.

# AGENDA

## MUSIQUES

### CONCERTS

**AUDITORIUM DU LOUVRE** (40-20-82-23). Valéry Afaresselev, Vadim Sushakov : 20 h 30 mar. Piano. Brahms, Debussy, Schubert.

**AUDITORIUM SAINT-GERMAIN** (46-33-87-03). Trio Brancano : 20 h 30 mar. Ferruccio, C. Schumann, Vivaldi, Mendelssohn-Hensel. Dans le cadre du Festival de Saint-Germain.

**CONSERVATOIRE DU XII<sup>e</sup>**. Ensemble l'Intégrale : 20 h 30 mar. Messiaen, Murail.

**CONSERVATOIRE SERGE-RACHMANINOV** (47-23-51-44). Magde Mord, Henriette Ter Stege : 20 h 15 jeu. Soprano, piano, Alain Zeller, Denise Ferdinand-Toulet (piano), Heindel, Poulenc, Canai, Ferdinand-Toulet.

**ÉGLISE DE LA MADELEINE**. Orchestre des Parisiens : 20 h 30 jeu. Chœur Arisio, Jean-Louis Petit (direction). Beethoven Le Sinfonietta de Paris : 20 h 30 mar. Elena Veselova (soprano), Axel Ekland (alto), Ivan Matik (ténor), Théo Calissano (baryton), Dominique Fanel (direction). Mozart, Mendelssohn.

**ÉGLISE OES BILLETES** (42-46-06-37). J.-C. Guinard : 10 h dim. Orgue. Bach.

**ÉGLISE OES DOMINICAINS** (46-63-63-04). Les Cœques de Russie : 20 h 30 ven. Chants liturgiques orthodoxes.

**ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE LUTHÉRIENNE**. Orchestre vocal Ad Libitum : 18 h 30 jeu. Sylvie Colas (soprano), Christine Batty (mezzo-soprano), Denis Dumas (ténor), Alain Gohven (baryton), Joana Szczepaniak (pianoforte), Les Cœques de Paris d'après Janquin, Haydn, Mozart, Janquin, Rameau, Scarlatti.

**ÉGLISE SAINT-AUGUSTIN**. Le Sinfonietta de Paris : 16 h dim. Elena Veselova (soprano), Axel Ekland (alto), Ivan Matik (ténor), Philippe Désert (basse), Chœur du Pincerais, Mafre collégiale d'Ét. Chœur d'Abbeyville, Dominique Fanel (direction). Mozart, Mendelssohn.

**ÉGLISE SAINT-EUSTACHE** (45-22-28-74). Bernard Haas : 20 h 30 lun. Orgue. Mendelssohn, Franck, Stravinsky, Gubai. Dans le cadre du Festival d'Orgue à Saint-Eustache. Jean Guillou, Alexander Knaizer : 20 h 30 jeu. Orgue, violoncelle. Heindel, Bach, Brahms, Tchaikovsky, Gubai. Dans le cadre du Festival d'Orgue à Saint-Eustache.

**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS**. Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30 mar. Thierry Cœns (trompette), Bernard Thomas (direction). Heindel, Torelli, Vivaldi.

**ÉGLISE SAINT-JEAN** (43-55-87-61). Ensemble vocal Prima Praxis : 20 h 30 ven. Jean-Charles Léon (direction). Cousser, Mouliné, Brossard.

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**. Philharmonie de chambre de Paris : 20 h 30 ven., sam. Darlo Perez (violin, direction). Vivaldi.

**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE**. Ensemble instrumental de l'Île-de-France : 20 h 45 sam. Chœur M.-A. Charpentier, Bruno de Saint-Maurice (direction). Mozart.

**ÉGLISE SAINT-ROCH**. Ensemble musical de la Cité : 12 h dim. Chœur des concerts de Tournaïe de la Grosse, Maurice Richey (direction). Haydn.

**LE MADRAGON** (42-27-31-51). David Walter, Claire-Marie Leguay : 22 h 30 mar., mar. Schubert, Schumann, Dutilleul, Ravel Jean-Marie Cottaz : 22 h 30 jeu. Piano. Messiaen dans Ligeti, Anne-Lise Gastaldi : 22 h 30 ven., sam. Violoncelle, piano. Beethoven, Schnittke, Debussy, Martinu.

**MUSÉE D'ORSAY** (40-49-48-27). Aleksandr Medzor : 12 h 30 mar. Piano. Liszt, Ravel.

**MUSÉE NATIONAL DU MOYEN ÂGE** (43-25-82-00). Ensemble Ultras : 20 h 30 jeu. Manuscrit Cange. Dans le cadre du Festival de musique médiévale de Paris Ensemble Alla Francosa : 18 h dim. Les chemins de Saint-Jacques-Trouvères. Dans le cadre du Festival de musique médiévale de Paris Veneno Fortuato : 20 h 30 lun., mar. Musique à la cour de Marie de Champagne. Dans le cadre du Festival de musique médiévale de Paris.

**OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART** (42-86-88-83). Ensemble orchestral de Paris : 20 h jeu. Françoise Pollet (soprano), Clara Novakova, Bernard Chiron (ténor), Richard Vialla, Jean-Claude Brion (direction). Claude Lavoix (piano). Quatuor Arcana. Ravel, Debussy, Respighi.

**PALAIS DE L'UNESCO**. Lorraine Nubro, Dalton Baldwin : 20 h 30 mar. Soprano, piano.

**SAINTE-CHAPELLE** (46-81-55-41). Ensemble d'archets européen : 21 h mar. Christophe Boulier (violin), Carl Braglin (direction). Vivaldi, Dvorak, Tchaikovsky Les Trompettes de Venise : jusqu'au 27 juin 1993. 21 h jeu., ven., dim. Vivaldi, Heindel, Talmann. Les Musiciens du roy : jusqu'au 14 juin 1993. 21 h lun., mar., jeu., ven., sam. Talmann. Mozart Ensemble vocal Phœnix : 21 h mar. Laurent Grégoire (direction). Poulenc Ensemble baroque française : jusqu'au 26 juin 1993. 21 h sam. Mozart, Vivaldi.

**SALLE CORTOT** (47-63-80-16). Orchestre du Club musical de Paris : 20 h 30 ven. Dominique Le Guern (piano), Marcel Adès (direction). Vivaldi, Mozart, Weber, Britten, Nielsen, Adès, Chostakovitch.

**SALLE GAVEAU** (49-63-05-07). Bruno Leonardo Gelber : 20 h 30 jeu. Piano. Brahms Inuit Farfan : 20 h 30 lun. Baryton, Anton Cardo (piano), Granados, Ohredors, Rodrigo, Mompou Natalie Dessay, Ensemble orchestral de Paris : 20 h 30 mar. Soprano, Xavier Philippe (violin), Françoise, Saint-Saëns, Mozart, Hott.

**SALLE PLEYEL** (45-63-89-73). Orchestre de Paris : 20 h 30 mar. Anne-Sophie Mutter (violin), Semyon Bychkov (direction), Brahms Murray Parshia : 20 h 30 jeu. Piano Orchestre de Paris : 20 h 30 ven. Anne-Sophie Mutter (violin), Wendy Warner (violin), Semyon Bychkov (direction), Brahms Chœur et Orchestre de chambre Bach de Paris : 20 h 30 sam. Justus von Weizsäcker (direction), Bach Chœur et Orchestre de chambre de Paris : jusqu'au 6 juin 1993. 20 h 30 dim. Catherine Meyer (soprano), Dolphine Haidan (mezzo-soprano), François Nozzy (ténor), Olivier Peyrerebume (basse), Michel Podolsky (direction). Scarlatti, Dvorak Alfred Brendel : 20 h 30 lun. Piano. Sonates de Beethoven Orchestre de Paris : 20 h 30 mar. André Watts (piano), Semyon Bychkov (direction). Brahms.

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (45-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30 jeu. Youri Bessmet (alto), Charles Dutoit (direction), Schnittke, Tchaikovsky Orchestre des Champs-Élysées : 20 h 30 ven. Sylvie Brunet (soprano), Philippe Herreweghe (direction). Mendelssohn, Beethoven, Brahms, Tchaikovsky, Liszt, Schubert, Schumann Jean-Pierre Rampal, Stiggenor Kudo : 11 h dim. Flûte, Trio à cordes de Zurich. Haydn, Stamitz, Mozart, Beethoven.

**THÉÂTRE DES OCHARGEURS** (42-30-00-02). Duo Delta : 20 h 30 sam. Piano, chœur, Poulenc, Lutoslawski, Brahms.

**THÉÂTRE SILVIA-MONFORT** (43-33-66-70). Gabriel Fumet, Dominique Puisse : 20 h 30 lun. Flûte, harpe. Bach, Mozart, Corelli, Dopper, Debussy, Ravel, Bart.

**Périphérie**

**ARGENTEUIL. BASILIQUE SAINT-DENIS**. Marilyn Horne : 21 h ven. Mezzo-soprano, Martin Katz (piano). Dans le cadre du Festival autour de la voix János Starker : 17 h 30 dim. Philippe Seudry, Marc Coppey, Odile Gubellini, Edouard Cardozo, Pascale Jeupart, Christophe Oudin, Raphaël Pridoux, Cécile Tricore (violin), Alasdair Macgillivray (soprano). Bach, Cessado, Baker, Villa-Lobos. Dans le cadre du Festival d'Auvergne-sur-Oise.

**CHATELAIN-MALABRY. HAMEAU D'AULNAY. PARC THÉVENIN** (46-83-46-83). Marielle Nordmann, Pierre Laner : 17 h dim. Harpe, piano. Saint-Saëns, Ysaÿe, Fauré, Enesco, Rihmetdinov. Dans le cadre du Festival du Val d'Aulnay.

**CHATELAIN-MALABRY. MAISON DE CHATELAIN-MALABRY** (47-02-45-63). Catherine Michel, Laura Colclough : 21 h mar. Harpe, piano. Gilles Bloomenthal (direction), Dahlmann, Boellke, Mühl, Nedermann, Krumpholtz, Beldieu.

**CHOISY-LE-ROY. CATHÉDRALE SAINT-LOUIS**. Karina Gornelle, Jacques Pichard : 20 h 45 jeu. Soprano, orgue. Sebaste, Buxtehude, Bach, Heindel, Haydn, Mozart, Schubert. Au profit d'Amnesty International.

**COULOMMIERS. COMMANDERIE DES TEMPLIERS** (64-66-08-81). Alta Francosa, Ensemble Officium : 20 h 30 sam. Musique profane et sacrée des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles.

**EPINAY-SUR-SEINE. ESPACE LUMIÈRE**. Orchestre national de France : 20 h 30 ven. Youri Bessmet (alto), Charles Dutoit (direction), Schnittke, Tchaikovsky. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis.

**ETAMPES. THÉÂTRE MUNICIPAL** (69-82-89-00). Ensemble le Banquet : 11 h dim. Olivier Delouis (direction), Ferrer, Vachas, Rabotier, Walton.

**LEVAILLOIS-PERRET. ÉGLISE RÉFORMÉE**. Lorenzo Cipriani : 20 h 45 ven. Clavichord, clavier, orgue. Picht, Trombocino, Frescobaldi, Speth.

**MAGNY-LES-HAMEAUX. GRANGES DE PORT-ROYAL** (30-43-73-05). Le Concert royal : 20 h 30 sam. Isabelle Poulenard, Myrion Ruggeri (soprano), Jacques Mayeur (mezzo-soprano), Patrick Blumard (direction). Cousser.

**NEUILLY-SUR-SEINE. LES FEUILLES LIBRES** (46-40-77-61). Lorenzo Cipriani : 21 h mar. Clavichord, Couperin, Cimarosa, Angébert, Bach.

**SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE. MUSÉE DU PRIEURÉ**. Ensemble instrumental Sfogato : 17 h 30 dim. Leclair, Jolivet, Ibert, Debussy, Rouseau.

**SAINTE-GERMAIN. ÉGLISE DE SAINT-OUEN-LE VIEUX** (40-11-50-23). Ensemble instrumental Audon : 20 h 30 jeu. Olivier Charlier (violin), Marcel Bourlès (direction). Bach, Mozart, Froberger, Mozart.

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

**VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU**. Emma Kirby, the London Baroque : 17 h 30 sam. Soprano, Chœur, Les Médiam (direction). Couperin, Purcell, Locke.

**VERSAILLES. CHATEAU**. Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg : 20 h 30 ven. Yuri Temirkanov (direction). Tchaikovsky. Entrée sur invitation. Dans le cadre du Festival Musique et architecture.

**VERSAILLES. TRIANON PALACE** (30-54-58-45). Vessela Pelowska : 16 h 30 dim.

**VILLE-D'AVRAY. CHATEAU** (47-50-44-28). Atelier de musique de Ville-d'Avray : 20 h 30 sam. Marie Kobayashi (mezzo-soprano), Francis Pierre (harpe), Chœur André Caplet du Havre, Jean-Louis Petit (direction). Caplet. Dans le cadre du Festival de Ville-d'Avray Corinne Laporte, Julien Ridor, Philippe Bary : 20 h 30 dim. Soprano, violoncelle, Claudine Cloutier (flûte), Caplet. Dans le cadre du Festival de Ville-d'Avray.

**VIROFLAY. ÉGLISE NOTRE-DAME-OU-CHENE**. La Clé des champs : 20 h 45 mar. Bruno de La Sella (direction). Bach, Mendelssohn, Talmann.

**OPÉRAS**

**OPÉRA-BASTILLE** (44-73-13-00). Il Signor Bruchino : 20 h lun. De Rossini. Opéra (Bruchino père), Valérie Hornez (Sofia), Olivier Grand (Bruchino fils), Nikola Todorovitch (Florville), Christine Turlier (direction), Adriano Sinivia (mise en scène), Amphitrite.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77). Orfeo : 20 h 30 mar. Opéra de Walter Hus. Nancy Bergman (Lis), Hush Chelers (Joy), Svetlana Sidorova (Mona), Tom Jansen (Poncel), Ensemble Vocal Herman Engels, Orchestre Champ d'Action, Alain Franco (direction), Jan Lauwers (mise en scène), Grace Ellen Bayley (chorégraphie).

**THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL** (45-09-72-34). Les Noces de Figue : jusqu'au 12 juillet 1993. 19 h 30 mar. Opéra de Mozart. Olivier Peyrerebume, Marc Souchet (figaro), Jérôme Josseland, Paul-Henri Lacrampe, Jacques des Longchamps (cortège Almaviva), Slimine David, Catherine Manandazoa, Edith Schmidt (cortège Almaviva), Béatrice Melner, Florence Vint (Suzanne), Pierre Muker, Adrien Soucheys (piano), Elisabeth Neuvil (mise en scène).

**Périphérie**

**JUVISY-SUR-ORGE. SALLE DES FÊTES** (68-12-14-14). Jeanne au bûcher : 21 h sam. : 18 h dim. Oratorio d'Honegger, Claire Aveline (Jeanne), Dominique Gras (frère Dominique), Ensemble instrumental de Juvisy, Jean-Louis Viseur (direction), Christen Jeharin (mise en scène).

**SAINTE-DENIS. THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE** (42-43-00-59). Pascale Barrou, Sophie Martin-Degor : 20 h 30 lun., mar. Comédie, soprano, Mirella Gardelli (piano), Yves Gouville (mise en scène). Dans le cadre du Festival de Saint-Denis.

### JAZZ, POP, ROCK

**AMANOIERS DE PARIS** (43-86-42-17). Au p'tit bonheur : 20 h 30 mar. Dans le cadre du Festival C'est dans l'air.

**AU DUC DES LOMBAROS** (42-33-22-38). Deborah Schaffer Quartet : 22 h 30 mar., jeu. : Jean-Pierre Coussier : 22 h 30 ven., sam. : Hervé Sallin Trio : 22 h 30 dim. : Belmondo Big Band : 22 h 30 lun. : Jean Sessiou : 22 h 30 mar.

**AU GRAND REX** (45-08-93-89). Brian May : 20 h 30 mar. : Luther Vandross : 20 h 30 mar.

**AU PIED DE CHAMEAU** (42-78-35-00). Louis Wimbarg Trio : 22 h 30 ven., sam.

**AUDITORIUM DES HALLES** (40-28-28-40). Soyka, Yannis et Kompanis : 20 h 30 ven.

**BATACLAN** (47-00-30-12). Cheb Mami : 20 h ven.

**LE BIBOUQUET** (45-48-81-84). Carole Kass : 22 h 45 mar., jeu., ven., sam. : Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim. : Anne Ducros : 22 h 45 lun., mar.

**LE BISTROT D'EUSTACHE** (40-26-23-20). Serge Reinerson Trio : 22 h 30 ven., sam.

**BOUFFONS THÉÂTRE** (42-38-35-53). Sébastien Texier Quartet : 19 h sam.

**Café de la Danse**. Pajero Canzani : jusqu'au 12 juin 1993. 20 h 30 ven., sam.

**Café Rive-Droite** (42-33-61-62). Mark Tobey : 22 h 30 mar., jeu. : Dicie Stompers : jusqu'au 27 juin 22 h ven., sam., dim. : Amar Sandy : 22 h 30 lun., mar.

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (43-26-85-05). Wild Bill Davis Trio : 21 h 30 mar. : Al Copley Trio : jusqu'au 14 juin. 21 h 30 ven., sam., dim., lun., mar. : Nawek Orchestra : 21 h 30 jeu.

**LA CIGALE-KANTERBRAU**

(42-23-15-15). Stados : 20 h sam

**E L Y B E E M O N T M A R T R E** (42-52-25-15). Descoz Blue : 19 h 30 mer. : Anthrax : 19 h 30 jeu.

**ESPACE JEMMAPES** (48-03-33-22). Ares solent-dies : 20 h 30 dim.

**FRONT PAGE** (42-36-98-68). Indigo : 22 h 30 mar. : Blues Acoustic Night : 22 h 30 jeu. : Shakin Blues : 22 h 30 ven. : Alain Berqueux & Blues Heritage : 22 h 30 sam. : House Band : 22 h 30 dim. : Acid Haval : 22 h 30 lun. : Cokete : 22 h 30 mar.

**GÉNÉRAL LA FAYETTE** (47-70-59-08). Paris Swing Trio : 22 h jeu.

**HIPPOCAMPE** (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : jusqu'au 25 juin. 21 h ven. : Georges Arvanitis : 21 h sam.

**JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON** (40-68-30-42). Tony Warren : jusqu'au 12 juin. 22 h 30 mar., jeu., ven., sam., lun., mar. : Boto et Novos Tempos : 22 h 30 dim.

**LATITUDES SAINT-GERMAIN** (42-81-53-53). Jazz Fun Quartet : 22 h 30 mar. : Bibi Louison Sales Band : 22 h 30 dim. : Chris Henderson Band : 22 h 30 dim. : René Urreger Trio : 22 h 30 lun., mar.

**LA LOUISIANE** (42-38-58-98). Soozoo & Jazz Combo : 21 h mer. : Jean-Pierre Géliveau Trio : 21 h jeu. : Michel Mardigian Clarinet Connection : 21 h ven. : Philippe de Preissac Quartet : 21 h sam., mar. : Fabrice Eury : 21 h lun.

**LE MONTANA** (45-48-93-08). Philippe Audibert Quartet : 22 h 30 mar., jeu. : Philippe de Preissac Quartet : 22 h 30 ven., sam. : Chris Henderson Band : 22 h 30 dim. : René Urreger Trio : 22 h 30 lun., mar.

**MONTGOLFIER** (40-60-30-30). Pierre Calligros : 22 h 30 mar., jeu. : Gilbert Leroux : 22 h 30 ven., sam. : Jacques Doudelle : 22 h 30 lun., mar.

**NEW MORNING** (45-23-51-41). Moleque de Rue : 21 h mar. Concert au profit de la Maison des enfants du monde : Walter Wolfman Washington : 20 h jeu. : Freddie Hubbard, Jevon Jackson, Ronnie Matthews : 21 h ven. : Trompette, saxophone, piano, Peter Washington (basse), Louis Hayes (batterie), Baba Djan : 21 h sam. : Collectif Zivvero, Louis Scavias : 21 h mar.

**LE NOUVEAU CAFÉ** (43-21-65-29). Laurent Hilarion : 21 h mer. : Jeffery Smith : 21 h ven. : Rolando : 21 h sam. : Thierry Fels : 21 h mar.

**OPÉRA-BASTILLE** (44-73-13-00). Louis Scavias, Ernst Rejzinger : 18 h 30 ven. : Clarinette, violoncelle.

**PASSAGE OU NORD-OUEST** (47-70-81-47). The French Lovers, Zebda, The Sons of the Desert : 19 h mar. : Barreux-Flemmer-Scott : 22 h ven.

**PETIT JOURNAL MONTMARNASSE** (43-21-68-70). Michel Leeb & Gérard Bandini Big Band : 21 h 30 mar., jeu. : Les Westerners : 21 h 30 ven. : Jean-Pierre Géliveau Middle Jazz Quintet : 21 h 30 sam. : Christian Morin : 21 h 30 mar.

**PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL** (43-26-28-58). Gabrielle Schneider et Concomores : 21 h 30 mer. : Formule 4 : 21 h 30 jeu. : Southern Stompers : 21 h 30 ven. : West Land : 21 h 30 sam. : Alligator Jazz Band : 21 h 30 lun. : Marcel Zanini et son orchestre : 21 h 30 mar.

**PETIT OPPORTUN** (42-36-01-38). Alain Jean-Marie, Eric Barret : 22 h 45 mar., jeu. : Dimitri Neiditch Trio : 22 h 45 ven., sam. : Peter King : 22 h 45 mar. : Saxophone, Manuel Rochaman (piano), Duvylin Nguyen (basse), Ted Hawke (batterie).

**PIGALL'S**. T. Taylor Quartet : 21 h sam.

**REX CLUB** (45-08-93-68). Beatstorm : 22 h 30 ven. : Soirée Planète rock.

**SLOW CLUB** (42-33-84-30). Jacky Miller Jazz Band : 21 h 30 mar., jeu., ven., sam. : Scott : 21 h 30 mar.

**SUNSET** (40-28-46-80). Jacky Terrasson, Sébastien Baur, Gilles Soummeac : 22 h 30 mar., jeu. : Eric Barret & Marc Duquet Quartet : 22 h 30 ven., sam. : Francis Lockwood Trio : 22 h 30 lun. : Swit Gould Trio : 22 h 30 mar.

**THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS** (42-36-00-02). Richard Witzak et ses Tziganes : jusqu'au 26 juin. 22 h 30 jeu., ven., sam.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Jacques Vidal, Eric Daniel, Alain Debussat : 19 h 30 mar., jeu., ven., sam. : 14 h dim.

**TONIC HOTEL JAZZ CLUB** (40-19-04-08). New Orleans Hot Dogs : 22 h mar. : Big Boss Band : 22 h ven. : Jazz Memories : 22 h 30 lun.

**TROTTIERS DE BUENOS AIRES** (40-26-28-58). Estela Kainer : jusqu'au 8 juin. 22 h 30 mar., jeu., ven., sam. : Ricardo Moyano, Gilberto Gancedo : jusqu'au 5 juin. 0 h 30 ven., sam. Duo de guitares.

**UTOPIA JAZZ CLUB** (43-22-79-65). Ducky Snokton : 22 h mar., jeu. : Chris Lanry : 22 h ven. : Turn Around : 22 h mar. : Jean-Jacques Milner & Friends : 22 h mar. : Luc Barin : 1 h sam.

**LA VILLA** (43-26-60-00). Ernie Watts Quartet : 22 h 30 mar., jeu., ven., sam., lun., mar.

**ZÉNITH** (42-08-00-00). Living Colour,

Fishbone, Rage Against the Machine : 20 h lun. : Bobby Brown : 20 h mar.

### Périphérie

**ARGENTEUIL. BIBLIOTHÈQUE ELA-TRIOT** (39-51-25-29). Kevin Coyne : 21 h mar. Dans le cadre du Festival autour de la voix.

**AULNAY-SOUS-BOIS. ESPACE JACQUES-PRÉVERT** (48-88-00-22). Ensemble instrumental Pro-Fusion : 21 h mar.

**CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB** (60-45-75-16). Stella & Al Levitt Quartet : 21 h mer., jeu., ven., sam. : Laurent de Wilde Trio : jusqu'au 14 juin. 21 h dim. : Gérard Marais, Aldo Romano, Emmanuel Bex : 21 h lun. : Rachel Gould Quartet : 21 h mar.

**EVRY. AGORA. Motorhead** : 20 h mer.

**MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS** (42-87-25-81). Sophie Domenech : 21 h mer. : Stéphane Olive Trio : 21 h ven. : Thomas Chapin Trio : 21 h lun. : Duo Peyler-Cuniot : 21 h mar.

**RAMBOUILLET. L'USINE A CHAPEAUX CAFÉ CLUB** (30-88-88-06). CM2 : 21 h sam.

**ROMAINVILLE. PALAIS DES FÊTES** (48-45-19-53). Orchestre national de jazz : 21 h mer.

**SAVIGNY-SUR-ORGE. MJC** (69-96-64-98). Duo Peyler-Cuniot : 21 h ven.

**LES ULIS. CENTRE BORIS-VIAN** (69-07-55-53). Louis Scavias Sextet : 20 h 30 sam.

**LES ULIS. ESPLANADE DE LA RÉPUBLIQUE** (69-07-85-53). Sig Band Zéphir : 18 h 30 ven.

### CHANSON

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Sam Azar : jusqu'au 13 juin 1993. 20 h 30 dim. : Pascal Gutman : 20 h 30 lun.

**AMANOIERS DE PARIS** (43-86-42-17). Juliette : 20 h 30 jeu. Dans le cadre du Festival C'est dans l'air. Eric Laroche, 20 h 30 ven. Jacques Hauragné, 20 h 30 sam. Les Caramels fous, 18 h 30 dim. Dans le cadre du Festival C'est dans l'air.

**BATEAU-THÉÂTRE** (40-51-84-53). Sylvette Boulier : 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. : Lacouture : 20 h 30 lun.

**CASINO DE PARIS** (49-85-99-99). Jacques Dutronc : jusqu'au 5 juin 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.

**CAVEAU DES OUBLIETTES** (43-54-94-87). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chœurs à la carte tous les soirs.

**OLYMPIA** (47-42-25-48). TSF : 20 h 30 sam. : Jean-Louis Aubert, 20 h mar.

**PASSAGE OU NORD-OUEST** (47-70-81-47). Michel Rouye : 22 h 30 mar.

**SENTER DES HALLES** (42-36-37-27). Les Nonnes Troppo : 22 h mer., jeu., ven., sam. : Les Synchroniques : jusqu'au 26 juin 1993. 20 h 30 mar.

**THÉÂTRE DE LA MAINATE** (42-08-83-23). Phono Folie : jusqu'au 28 juin 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. : 18 h 30 dim. Spectacle de chansons de la Belle Époque : Nelly Fontaine : 18 h jeu., ven., sam. : 16 h dim.

**THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE** (42-08-18-50). La Jave des mémoires : 21 h mer., jeu., ven., mar. : 18 h, 21 h 30 sam. De Roger Loret.

**THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS** (42-36-00-02). Les Ombres de Bonada : jusqu'au 27 juin 1993. 21 h dim.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALA-8RU** (40-44-84-78). Marie-Noëlle Gallet : 17 h dim.

**TOURTOUR** (48-87-82-48). Véronique Gail : jusqu'au 12 juin 1993. 22 h 15 mar., jeu., ven., sam., mar. : Bernard Assolant : 17 h dim. : 20 h 30 lun.

**ZÉNITH** (42-08-00-00). Vanessa Paradis : 20 h ven.

### Périphérie

**FONTENAY-SOUS-BOIS. SALLE JAC**

### PARIS EN VISITES

**MARDI 1<sup>er</sup> JUIN**

« La Père-Lachaise méconnue », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langle).

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps » (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autotour).

« Les passages couverts du Sentier où se réalisait la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés », (deuxième parcours), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autotour).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies », 16 heures, sortie métro Saint-Paul (résurrection du passé).

« La montagne Sainte-Genève de Clovis à la construction du Panthéon, l'égérie Saint-Etienne-du-Mont », 11 h 15 et 15 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'Id et d'ailleurs).

« Les nouvelles salles du Musée Carnavalet, des origines de Paris au quinzième siècle », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (E. Romani).

Exposition : « Yves Brayer » au Musée Marmottan, 15 heures,

**QUES-8REL** (48-75-44-88). La Framboise invole : 20 h 30 ven.

### BALLETS

**ARGENTEUIL. BIBLIOTHÈQUE ELA-TRIOT** (39-51-25-29). Kevin Coyne : 21 h mar. Dans le cadre du Festival autour de la voix.

**AULNAY-SOUS-BOIS. ESPACE JACQUES-PRÉVERT** (48-88-00-22). Ensemble instrumental Pro-Fusion : 21 h mar.

**CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB** (60-45-75-16). Stella & Al Levitt Quartet : 21 h mer., jeu., ven., sam. : Laurent de Wilde Trio : jusqu'au 14 juin. 21 h dim. : Gérard Marais, Aldo Romano, Emmanuel Bex : 21 h lun. : Rachel Gould Quartet : 21 h mar.

**EVRY. AGORA. Motorhead** : 20 h mer.

**MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS** (42-87-25-81). Sophie Domenech : 21 h mer. : Stéphane Olive Trio : 21 h ven. : Thomas Chapin Trio : 21 h lun. : Duo Peyler-Cuniot : 21 h mar.

**RAMBOUILLET. L'USINE A CHAPEAUX CAFÉ CLUB** (30-88-88-06). CM2 : 21 h sam.

**ROMAINVILLE. PALAIS DES FÊTES** (48-45-19-53). Orchestre national de jazz : 21 h mer.

**SAVIGNY-SUR-ORGE. MJC** (69-96-64-98). Duo Peyler-Cuniot : 21 h ven.

**LES ULIS. CENTRE BORIS-VIAN** (69-07-55-53). Louis Scavias Sextet : 20 h 30 sam.

**LES ULIS. ESPLANADE DE LA RÉPUBLIQUE** (69-07-85-53). Sig Band Zéphir : 18 h 30 ven.

**LE REGARD OU CYGNE** (43-58-55-93). Charlotte Odeporte, Edwige Wood, Cie Limbe Danse : 20 h 30 mar. Compagnie d'Elas, Compagnie Y grec. Métamorphose vers le Nord, Charlotte Odeporte (chor.) ; Oes ailes de plomb, Jacqueline de Bussac (chor.) ; Ames filées, Sandra Martinez (chor.) ; Le Doe de la main gauche, Véra Notkousk (chor.).

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77). Sankai Juku : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. : Graine de cumquat, Ushio Amagata (chor.).

**THÉÂTRE DU RONC-POINT-RENAUD-BARRAULT** (44-95-98-00). Les Bateaux Simulonneux, Ensemble L. S. Melati Juku : 20 h 30 ven., 17 h dim. Musique et danses de Sumatra et de Java Danseur et musiciens des Célèbes : 20 h 30 mar. Musique et danses des anciens sultans Gowa.

**Périphérie**

**BOIGNY. MAISON DE LA CULTURE** (48-31-11-45). Karole Amittage : jusqu'au 18 juin 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., mar. : 15 h 30 dim. Hucksars of Soul, Karole Amittage (chor.).

**MUSIQUES DU MONDE**

**CARTOUCHERIE-THÉÂTRE OU SOLEIL** (43-74-24-08). L'Inde du phre en file de de mètre on file : 15 h, 19 h 30 mer., sam. : 18 h 30 jeu., ven. : 15 h dim. Teejen Bai (contesse), Les Manganyers (musiciens, chanteurs), Chen Baba (megjelen), Heera Bai (ecrobote), Gidhari Lal (maître de danse kathak), Guri Shri Maguni Das (maître de danse odissi), Haripada et Nirmala Goswami (maîtres baules), Sadanand Balakrishnan (maître de théâtre kathak).

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-80). Ensemble Kothkachi : 20 h 30 sam. Chœur de Sayer Nove et chanteurs populaires érudits Ustad Usman Khan, Mukhsin Spahz Ruo : 20 h 30 lun. Star, Tabla. Musique classique hindoustani Lachchoo Mahant : 20 h 30 mar. Tabla. Musique hindoustani.

**L'EUROPÉEN**. Sri Chinmoy Song Weaves : 20 h 30 lun. Musique du voyage indou. Entrée libre.

**INSTITUT DU MONDE ARABE** (40-61-38-50). Abdel Gadir Salim et son groupe Al Stars : 21 h ven., sam. Musique et chants du Soudan.

### CONFÉRENCES

Aquiver, 54, rue Sainte-Croix-de-Brettonne, 20 h 30 : « La glose de l'homme immortel » (Rose-Croix d'or).

Maison diocésaine, 8, rue de la Ville-Évêque, 20 heures : « L'attaché à la principauté de la laïcité et la justice », par V. Gaudemar (Archidiocèse de Paris).

146, rue Raymond-Losserand, 20 h 30 : « Valence l'insolente per hypnose et auto-hypnose », par Varna (Solid d'or).

# ÉCONOMIE

Alors que la croissance s'essouffle

## BILLET

### Même jeu à l'Echiquier

La Bourse de Londres a accueilli avec morosité la nomination de Kenneth Clarke au poste de chancelier de l'Echiquier, comme si les marchés financiers n'avaient que peu d'illusions quant à la capacité du gouvernement britannique à redresser le déficit des finances publiques. Passé la satisfaction d'assister au départ de Norman Lamont, la City mesure que son successeur est prisonnier de contraintes économiques et financières incommensurables. La personnalité du nouveau chancelier n'est pas non plus forcément rassurante pour des milieux financiers qui ont réclamé à cor et à cri la sortie de la livre sterling du SME. Leur crainte est que Kenneth Clarke, européen convaincu, agisse sur les taux d'intérêt pour améliorer le taux de change de la monnaie britannique par rapport au deutschemark, première étape vers une rentrée de la livre dans le SME. Cette appréhension, dans l'immédiat au moins, paraît infondée : lors de son passage récent à Paris, John Major a souligné qu'une telle perspective n'existait pas actuellement, la position du gouvernement sur ce point étant « collective ». Plus chanceux que son prédécesseur, le nouveau chancelier prend ses fonctions au moment où l'évolution de la production industrielle, des prix de détail et du chômage confirment une reprise modérée de la croissance. Le taux de l'inflation est à son plus bas niveau depuis vingt-neuf ans, et il apparaît que, cette année au moins, l'objectif d'une augmentation des prix contenue dans une fourchette de 1 % à 4 %, pourra être atteint, en dépit d'une forte dévaluation monétaire. Les taux d'intérêt n'ont, d'autre part, jamais été aussi bas, favorisant la relance de l'activité industrielle. Mais ces bons résultats demeurent fragiles. Grâce à la dévaluation, les exportations britanniques progressent, encore que les gains en volume soient loin de provoquer une augmentation correspondante des marges bénéficiaires. L'industrie risque d'être tentée d'augmenter ses prix, tout comme la pression sur les salaires, pour l'instant contenus, menace de reprendre, nourrissant elle aussi l'inflation. D'autre part, l'empirisme de la récession en Europe — et particulièrement en Allemagne — n'est pas de bon augure pour les exportations britanniques. A terme, il est probable que le déficit de la balance des paiements se creusera encore. Or le principal défi qui attend Kenneth Clarke reste celui de la réduction du déficit public. Atteignant 50 milliards de livres, celui-ci a franchi la cote d'alerta. M. Clarke va donc devoir confirmer, voire accentuer, les mesures de réduction des dépenses publiques annoncées par son prédécesseur, et peut-être aussi alourdir la pression fiscale. Tout compte fait, il pourrait découvrir qu'en période de croissance aussi un ministre des finances peut être impopulaire.

LAURENT ZECCHINI

o Importations textiles : 2 300 infractions en 1992. — Dix jours après la grande manifestation de l'industrie de l'habillement contre les importations, le ministère français du budget a fait savoir, lundi 24 mai, que « la douane prend en compte quotidiennement la préoccupation des professionnels du textile » et « lutte contre les importations frauduleuses ». Les douanes ont ainsi « décelé » l'an dernier 2 300 infractions, notamment de fausses déclarations de pays d'origine, de valeur ou d'espèces de produits textiles. Ces opérations ont permis de récupérer 33 millions de francs de « droits et taxes éludés ».

## Le Mexique souhaite la ratification rapide du traité de libre-échange nord-américain

Aux prises avec un lourd déficit commercial, le Mexique doit impérativement attirer les capitaux étrangers. Les incertitudes liées à la ratification du traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada ne facilitent pas la tâche des autorités qui n'en poursuivent pas moins une politique d'ouverture depuis la fin des années 80.

MEXICO

de notre envoyé spécial

Ce fut un rude match. La qualification pour le Mondial de football de 1994 était en jeu. Vainqueurs face à l'équipe du Canada, les Mexicains ont célébré l'exploit de leur équipe nationale comme il convient. Bruyamment, autour de la colonne de l'angle de l'indépendance, au cœur de la capitale. C'était début mai, il y a presque un siècle.

Désormais, la fête est finie, et les préoccupations quotidiennes occupent à nouveau le devant de la scène. L'économie figure en bonne place : au premier rang. Elle le doit à l'ALENA — le TLC (trattado de libre comercio) comme on l'appelle au Mexique — ce traité de libre-échange conclu l'été dernier entre le Canada, les États-Unis et le Mexique et qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Mais le calendrier sera-t-il respecté ? Le TLC ne va-t-il pas au contraire tomber dans les poubelles de l'histoire ?

Il y a moins de six mois, poser la question aurait paru incongru tant la ratification du traité par les trois pays signataires semblait aller de soi. Aujourd'hui, la même question agite les colonnes de la presse mexicaine et les conversations de la classe dirigeante. Bien malin qui pourrait fournir la réponse. George Bush était un chaud partisan du traité tandis que son successeur à la Maison Blanche, le président Clinton, ne se moque guère pour exporter l'ambivalence d'un Congrès sensible aux thèses protectionnistes (le Monde du 18 mai). Le Mexique, lui, s'impac-

te. Car l'ALENA est vital pour le pays. Depuis plusieurs années le taux d'épargne mexicain oscille autour de 20 %. Or, ce taux est insuffisant pour financer un développement économique qui, selon le critère de la République, Carlos Salinas, ne doit pas descendre en dessous de 6 % l'an si l'on veut que la poussée démographique mexicaine ne « mange » pas les fruits de la croissance.

Pour l'heure, les capitaux étrangers ne cessent d'affluer au rythme d'une douzaine de milliards de dollars par an (environ 65 milliards de francs), dont les trois quarts en provenance des États-Unis. Mais il s'agit en grande partie de placements spéculatifs attirés au Mexique par les taux d'intérêt élevés pratiqués (de l'ordre de 15 % pour les bons du Trésor).

Revers de la médaille : l'indépendance financière du pays est minée (40 % de la dette interne est détenue par les étrangers). Et, autrement plus inquiétant, l'asphyxie menace les entreprises mexicaines à la recherche de crédits bancaires. Les deux loies — les grands groupes — peuvent espérer négocier des taux de 25 %, quand ils atteignent 30 % pour la plupart des PME. « Il est interdit de s'endetter », résume le patron d'une firme étrangère implantée dans le pays. Or, toutes ne peuvent pas l'éviter. Résultat, les faillites pleuvent, la Bourse de Mexico broie du noir et le nombre des sans-emploi augmente. « Le risque d'une déstabilisation sociale existe », admet volontiers le jeune ministre des finances (il a quarante-trois ans), Pedro Aspe.

### L'élection présidentielle de 1994

Mais comment ne pas faire les yeux doux aux capitaux étrangers lorsque le réajustement d'une balance commerciale boiteuse est en jeu et que l'on veut faire l'économie d'une dévaluation sauvage ? L'an passé, les exportations mexicaines ont presque stagné. Dans le même temps, les importations ont crû d'un bon quart.

## Mexico manque d'eau

MEXICO

de notre envoyé spécial

La cathédrale de Mexico s'affaisse. Elle le fait avec la discrétion et la retenue qui sied à un monument chargé d'ans et d'histoires : de quelques millimètres par an. Mais le résultat saute aux yeux. Sur le sol de marbre blanc, les dalles partent de gingois, et, tout en haut, des forêts d'échafaudages ininterrompus soutiennent les voûtes en perdition. Le pesant édifice a contre lui d'être construit au-dessus d'une des nappes aquifères qui approvisionnent Mexico-City en eau. La ville la plus peuplée du monde (entre 18 et 20 millions d'habitants) tire allégrement sur ses réserves. Résultat, faute de pluies suffisantes pour le renouveler, leur niveau baisse de plusieurs mètres chaque année. Et en surface, les innombrables réservoirs de Mexico risquent de devenir des réservoirs à ciel ouvert et ajoutent au gaspillage de la précieuse ressource.

Avec près d'un million de bouches supplémentaires à nourrir chaque année, Mexico risque de perdre le contrôle de son approvisionnement en eau. C'est une donnée aussi précaise que le pétrole, affirme le ministre du développement social. Faut-il importer cette eau qui fait défaut

des régions voisines via des aqueducs ? C'est déjà le cas en partie. Pêché du tiers de l'eau consommée à Mexico provient d'un lac distant d'une bonne centaine de kilomètres. Mais il paraît difficile d'aller au-delà. Outre que les rivières s'y opposent, approvisionnement une agglomération enserrée comme Mexico entre des montagnes, à près de 2 200 mètres d'altitude, implique des travaux trop lourds pour un gouvernement obsédé par la réduction de son endettement.

### Des installations vétustes

Faut-il alors réduire la demande et augmenter les prix ? Le fait est qu'avec une consommation quotidienne moyenne de 300 litres d'eau par habitant, Mexico est proche des ratios nord-américains et dépasse largement les standards européens ou japonais. La vétusté des installations y est pour beaucoup. Un litre d'eau sur quatre ou sur cinq, estime-t-on, se perd avant d'arriver au consommateur final. Sur tout, tous les habitants de Mexico ne sont pas logés à la même enseigne. Côté des laissés-pour-compte : des millions d'anonymes pour qui l'approvisionnement en eau dépend de canons-citerne, côté jardin, les

privés, qui tiennent pour quantités négligeables leurs factures d'eau parce qu'ils sont suffisamment riches — en témoignent la profusion de piscines privées dans les quartiers résidentiels de la capitale — ou parce qu'ils ne les règlent pas (le tiers des factures restent impayées).

La solution passe en partie par le traitement des eaux usées. Mexico produit de 40 000 à 50 000 litres d'eau usée par seconde, qui, pour la plus grande partie, sont rejetés tels quels, dans la nature avant de s'infiltrer dans le sous-sol et d'aller polluer les nappes aquifères (d'où la recrudescence du choléra, que les pouvoirs publics s'efforcent de masquer). Si, au contraire, cette eau résiduaire était recyclée, elle pourrait être utilisée en substitution d'une partie de l'eau potable dans l'industrie, notamment.

Une autre solution consisterait à la réinjecter dans le sous-sol, une fois traitée et mélangée à l'eau de pluie. Les nappes aquifères en seraient soulagées. Leur niveau cesserait de baisser. Mais Mexico n'a pas les moyens de s'offrir des installations de traitement que la situation démographique réclame.

J.-P. T.

## Le projet de réforme de la banque centrale est bien accueilli

MEXICO

de notre correspondant

An moment où les autorités mexicaines manifestent une nervosité indéniable devant les difficultés rencontrées par les négociations sur l'ALENA, le président Carlos Salinas a donné de nouveaux gages de sa volonté de poursuivre la réforme de l'économie. Après avoir éliminé le contrôle des changes, modernisé la fiscalité et privatisé les banques, le président veut désormais réformer le statut de la Banque du Mexique pour lui accorder une plus grande autonomie à l'égard du pouvoir exécutif.

Le projet de réforme constitutionnelle a été déposé, le 17 mai, au Parlement, qui devrait l'adopter sans difficulté, le gouvernement pouvant s'appuyer sur son importante majorité et sur l'opposition conservatrice du Parti d'action nationale (PAN). Depuis 1982, la banque centrale dépendait directement du ministre des finances, qui, jusqu'à l'arrivée de M. Salinas au pouvoir en 1988, recourait systématiquement à la planche à billets pour financer un déficit budgétaire en pleine croissance.

Mettant à profit l'expérience des pays dotés de banques centrales autonomes (Allemagne, États-Unis, Suisse), les autorités mexicaines ont conclu que c'était le modèle à suivre pour garantir la solidité de la monnaie et lutter contre l'inflation. Selon le projet de loi mexicain, le gouvernement ne pourra plus intervenir directement sur les décisions portant sur la quantité de monnaie en circulation. Il conservera cependant la responsabilité de la politique économique.

Les nouvelles dispositions ont été bien accueillies par le secteur privé et les milieux financiers internationaux, en particulier aux États-Unis, qui y voient la preuve que les réformes entreprises sous la présidence de M. Salinas ne seront pas remises en question, comme ce fut si souvent le cas dans le passé. Les investisseurs potentiels devraient donc être rassurés.

Certains commentateurs mexicains estiment cependant que, compte tenu de l'expérience du passé et, surtout, du pouvoir absolu exercé par la présidence, il est difficile de croire que le gouvernement de la banque centrale, qui aura été nommé pour huit ans par M. Salinas, sans doute parmi ses plus proches collaborateurs, agira de manière autonome. Ils soupçonnent même le président actuel de vouloir « perpétuer sa politique néolibérale au-delà de son mandat, y compris si l'opposition gagne les prochaines élections, en août 1994 ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Malgré une interdiction remontant à 1919

## Deux millions d'enfants européens au travail

La travail des enfants, ce ne sont pas seulement les mines de charbon de Colombie, les fabriques de tapis indiennes ou pakistanaises et les petites mines des Philippines. Les investigations de l'Organisation internationale du travail (OIT) font apparaître que, bien que marginal, l'emploi d'enfants parfois âgés de moins de dix ans emorque une réurgence dans les pays industrialisés, y compris dans l'Europe du Nord.

Sur le plan juridique, l'interdiction de cas pratiques unanimement condamnés est encore loin de s'être véritablement imposée. Votée en 1973, la convention 138 qui fixe à quinze ans l'âge minimal d'admission à l'emploi (treize pour les travaux « légers ») n'a, à ce jour, été ratifiée que par quarante-quatre pays sur les cent soixante-trois que compte l'OIT. En Europe, l'adoption d'une directive sur la protection des jeunes au travail ne va pas, non plus, de soi. Mardi 1<sup>er</sup> juin à Luxembourg, le conseil des ministres du travail devait une nouvelle fois discuter d'un texte dont la version initiale... ouvrait la possibilité de déroger aux normes de l'OIT.

Répondant, mardi 27 mai, à une question du député communiste Muguette Jacquelin, Michel Giraud, ministre du travail, a

affirmé qu'il entendait que « le principe de l'interdiction du travail des enfants soit inscrit expressément dans la directive communautaire ». Son prédécesseur, Martine Aubry, s'était déjà élevé contre le projet rédigé en 1992 par les services de la Communauté. Tout en rappelant les normes internationales — sans beaucoup de succès, avaient regretté les représentants de plusieurs États membres — celui-ci comportait un paragraphe érigeant une dérogation autorisant le travail des moins de quinze ans à titre temporaire et à condition qu'il corresponde à « des pratiques et des traditions nationales bien établies ».

Cette clause a soulevé de nombreuses réactions en France — la CGT et le Parti communiste en avaient fait un de leurs chevaux de bataille lors du référendum de septembre sur le traité de Maastricht — mais aussi dans certains milieux communautaires. Critiquant sévèrement le contenu du projet de directive, le conseil économique et social européen ainsi que le Parlement européen ont obtenu une nouvelle rédaction du texte. Celui qui devait être soumis le 1<sup>er</sup> juin aux ministres du travail ne fait plus référence à l'autorisation de faire travailler les

moins de treize ans et M. Giraud a proposé un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du projet. Celui-ci affirme que « les États membres adoptent les mesures nécessaires afin d'interdire le travail des enfants ». On s'en tiendrait donc aux principes de l'OIT.

Reste que les débats de ce conseil des ministres européen ne devraient pas permettre d'aboutir à un projet définitif de directive dès le 1<sup>er</sup> juin. Si plusieurs pays, dont la France (1), ont une attitude ferme, d'autres relâchent. Ainsi la Grande-Bretagne (non signataire de la convention 132 de l'OIT) ne veut pas interdire à ses paper boys et paper girls de onze ou douze ans de gagner leur argent de poche en assurant la distribution des journaux.

### « La pauvreté n'excuse pas tout »

Généralisant les pays d'Europe du Nord où les enfants quittent l'école en début d'après-midi considérant que ces « petits boulots » n'ont rien de répréhensible. En revanche, à Naples, il ne s'agit pas de gagner sa vie, mais de travailler pour de bon, parfois dix heures par jour. Selon une estimation européenne, deux millions d'enfants de moins de quinze ans travailleraient dans la

Communauté. Employés le plus souvent irrégulièrement, ils sont aussi plus fréquemment victimes d'accidents.

« Conséquence de la récession économique et du chômage des années 80, on a vu resurgir le travail des très jeunes, y compris dans l'Europe du Nord, comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne mais aussi aux États-Unis. Outre le secteur agricole, le développement de la sous-traitance a favorisé ces pratiques, dans la construction ou les garages par exemple », souligne Claude Dumont, chef du service des conditions de travail du Bureau international du travail (BIT), à Genève. « Cela dit, insiste-t-il, il ne faut pas oublier que le travail des enfants concerne d'abord les pays en voie de développement, où leurs conditions d'emploi sont à peu près comparables à celles de l'industrie du dix-neuvième siècle ».

En l'absence — et pour cause — de données statistiques, les experts ne peuvent que fournir des estimations. Celles évoquées dans le dernier numéro de la revue Travail de l'OIT (2) évaluent entre cent et deux cents millions le nombre d'enfants travaillant « en dehors du cadre familial et de la protection parentale ». « Il

peut certes sembler rationnel sur un plan économique de faire travailler les enfants, étant donnée la pauvreté affectant les populations du tiers monde. Toutefois les coûts à long terme de ce travail, pour l'enfant lui-même et pour la société, sont très élevés. Bien plus élevés que le bénéfice immédiat qu'en retire la famille », estime M. Dumont.

Malgré les succès enregistrés localement en Inde, en Turquie et au Brésil à l'initiative de l'OIT, le travail des enfants — dont l'interdiction fut proclamée par l'OIT dès 1919, quelques mois après sa création — ne cesse de s'étendre, y compris dans les pays du tiers monde ayant adopté une législation favorable. « La pauvreté n'excuse pas tout. Le laisser-faire actuel doit cesser. Il faut agir d'urgence », prévient Michel Hansenne, directeur général du BIT, dans la revue Travail.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) En France, le travail des enfants est interdit en dessous de seize ans (hors des exceptions peu nombreuses (la ferme familiale, les travaux légers à partir de treize ans dans l'agriculture pendant les vacances et le spectacle avec une autorisation individuelle)).  
(2) « Travail des enfants, l'offensive », Travail, n° 4, juin 1993.

## ÉCONOMIE

Dans la lettre de cadrage budgétaire envoyée aux membres du gouvernement

### M. Balladur estime que la France est dans « la situation la plus difficile depuis trente-cinq ans »

Voici des extraits de la lettre de cadrage budgétaire adressée par le premier ministre aux membres du gouvernement afin de leur donner les instructions nécessaires à la préparation du budget de l'Etat.

« La France est aujourd'hui dans la situation économique et budgétaire la plus difficile qu'elle ait connue depuis plus de trente-cinq ans », écrit M. Balladur dans la lettre de cadrage envoyée il y a quelques jours à ses ministres dans le but de préparer le budget de l'Etat (le Monde du 29 mai).

« Notre politique doit privilégier la croissance, l'investissement et l'emploi, tout en procédant au redressement des finances publiques. »

« Le déficit du budget de l'Etat qui avait atteint 93 milliards de francs en 1990, soit 1,4 % du PIB, s'est aggravé pour s'établir à 226 milliards de francs en 1992 (3,2 % du PIB). Il aurait atteint 340 milliards de francs (4,7 % du PIB) en 1993 si aucune mesure n'avait été prise. Cette forte et rapide détérioration de la situation budgétaire entraîne un fort accroissement de la charge de la dette, qui absorbera 18,2 % des recettes fiscales nettes en 1993 contre 13,7 % en 1991. »

le cheminement quinquennal indispensable pour atteindre l'objectif que le gouvernement s'est donné. »

« Cet effort suppose une mobilisation générale de l'ensemble des administrations sous votre impulsion personnelle. En effet, avec la très forte augmentation de la charge de la dette et la rigidité des dépenses de personnel, en dépit de la modulation salariale, cet objectif ne pourra être atteint qu'au prix d'un effort sans précédent d'économies résultant du réexamen des structures, des missions et des interventions des administrations. Je vous demande donc de procéder de façon systématique à une révision générale des services votés de votre budget. » (1) « La situation budgétaire interdit toute mesure nouvelle qui ne serait pas financée par la remise en cause d'actions devenues obsolètes. »

#### « Recentrer l'Etat sur ses priorités »

M. Balladur demande de « respecter scrupuleusement » différents objectifs et notamment « une réduction des effectifs de 1,5 % dans les administrations ainsi que dans les établissements publics... ». La situation budgétaire interdit par ailleurs d'envisager la satisfaction des intérêts catégoriels, aussi légitimes soient-ils, qui ne manqueront pas de se manifester. »

« Vous procéderez à un examen particulièrement minutieux de vos crédits d'intervention. Ils sont en effet le terrain d'élection de la remise en cause des services votés, ce qui doit vous conduire à faire preuve de beaucoup d'esprit critique à leur égard. Il conviendra pour les interventions résultant de dispositions législatives, réglementaires ou d'un engagement contractuel de l'Etat, de réexaminer les dispositifs existants et de prévoir les adaptations permettant de recentrer l'intervention de l'Etat sur ses priorités. Ce réexamen devra vous permettre au moins de réduire des dépenses en francs courants par rapport à 1993. Il conviendra en tout état de cause de remettre en cause les indications des subventions. Les autres interventions devront être réduites de 15 % par rapport à 1993. »

« S'agissant des dotations des titres V et VI (2), vous devrez justifier au premier franc l'intégralité de vos dotations (...). Vous tiendrez compte, pour la détermination de vos demandes budgétaires, du développement des interventions communautaires dans les domaines qui entrent dans les compétences de votre département. La logique de la construction européenne doit (...) permettre, dès que cela est possible, un redéploiement des actions nationales lorsque celles-ci sont prises en charge par des actions communautaires. Il conviendra également de tenir compte des compétences des collectivités locales pour recentrer l'intervention de l'Etat sur ses missions essentielles. »

« Chacun doit être conscient, conclut M. Balladur, que l'application de l'ensemble de ces normes, de portée générale, ne suffit pas à atteindre l'objectif de stabilisation des charges du budget de l'Etat. Il est indispensable de les compléter par des mesures d'économie spécifiques. Pour ce faire, le ministre du budget vous communiquera dans les prochains jours une liste de mesures possibles d'économies concernant votre département ministériel (...). Je vous demande de vous conformer strictement aux présentes instructions. »

(1) Les services votés représentent le minimum de dotation que le gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement.

(2) Investissements évalués par l'Etat et subventions aux collectivités.

La fédération BTP des Bouches-du-Rhône soutient la proposition de M. Balladur. La fédération du bâtiment et travaux publics des Bouches-du-Rhône (BTP-13) et le syndicat départemental de la maçonnerie et des travaux publics ont fait savoir, vendredi 28 mai, qu'ils souscrivent 2 millions de francs lors du lancement de l'emprunt Balladur. Par cette participation, ils veulent « montrer la détermination qu'ont les professionnels du BTP à faire sortir leur secteur d'une crise profonde qui les affecte depuis de nombreux mois, et à entraîner avec lui le reste de l'économie », a indiqué un communiqué.

## INDICATEURS

### ÉTATS-UNIS

● Produit intérieur brut (PIB) : + 0,9 % au premier trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,9 % en rythme annuel au cours du premier trimestre. La première estimation était de 1,8 % à la fin des experts tablèrent sur une révision à 1,2 %.

● Balance des paiements : - 29,07 milliards de dollars au premier trimestre. Le déficit de la balance des paiements courants s'est nettement creusé au premier trimestre pour s'élever à 29,07 milliards de dollars contre 26 milliards (chiffre révisé) au quatrième trimestre de 1992. Il s'agit de la plus mauvaise performance depuis plus de quatre ans.

Protestant contre le débanchage de son encadrement

### General Motors perd une deuxième manche contre Volkswagen

Le tribunal régional de Francfort a rejeté, mercredi 26 mai, une plainte du constructeur automobile allemand Adam Opel AG, filiale de General Motors, qui réclamait l'interdiction d'activité chez Volkswagen pendant un an de sept cadres, transfuges de General Motors et d'Opel. Ces sept cadres responsables avaient suivi chez Volkswagen le nouveau directeur des ventes José Ignacio Lopez de Arriortua, démissionnaire de General Motors à la mi-mars. Opel n'a pas pu prouver que ces cadres, détenteurs de secrets d'entreprise, avaient été débanchés par Volkswagen, a indiqué un porte-parole du tribunal.

Parallèlement l'information judiciaire ouverte le 30 avril, à la suite d'une plainte d'Opel, par le parquet de Darmstadt à l'encontre de M. Lopez et de ses collaborateurs se poursuit. Adam Opel AG les accuse d'avoir rassemblé des documents confidentiels pour en faire bénéficier leur nouvel employeur VW (le Monde du 25 mai). Dans une première offensive, le 2 avril, Opel avait obtenu d'un tribunal que Volkswagen arrête de débancher ses cadres et ceux de sa maison mère GM, sous peine d'une astreinte allant jusqu'à 500 000 deutschemarks (1,65 million de francs), voire à des peines de prison allant jusqu'à six mois.

## VIE DES ENTREPRISES

Inquiet d'un rapprochement avec KLM, SAS et Austrian

### Berne demande à Swissair de préserver son autonomie

BERNE

de notre envoyé spécial

On ne badine pas avec l'image de marque de la Suisse. C'est ce que le gouvernement helvétique vient de faire savoir à la compagnie nationale Swissair engagée dans un projet de fusion avec les compagnies hollandaises KLM, scandinaves SAS et autrichienne AUA. Se disant « préoccupé » par les intentions de Swissair, il a demandé à la direction de celle-ci d'examiner d'autres options afin de préserver l'autonomie de la compagnie.

Le gouvernement fédéral reconnaît les problèmes auxquels se trouve confrontée l'aviation civile. Tenant compte de l'évolution de la conjoncture internationale, il ne conteste pas à Swissair le droit de chercher des collaborations pour s'adapter à la globalisation et à la libéralisation des transports aériens à l'échelle mondiale. Il tient pourtant à rappeler que

Swissair n'est pas « une quelconque société commerciale », qu'elle existe du fait d'une concession et qu'elle ne saurait agir à sa guise, même si les pouvoirs publics ne contrôlent que 20 % de son capital.

Depuis plusieurs mois, les quatre compagnies poursuivent des négociations en vue d'un rapprochement. En cas de fusion, la nouvelle compagnie aérienne pourrait se hisser parmi les grands transporteurs d'Europe, juste derrière British Airways, mais devant Air France et Lufthansa. Ensemble, les quatre compagnies comptent 292 avions, 32,3 millions de passagers et 70 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 20,1 milliards de francs suisses.

Après le rejet de l'Espace économique européen, Swissair se devait de trouver une solution de rechange pour avoir accès à cet important marché de 343 millions de consommateurs. Plutôt que d'attendre la conclusion d'un hypothétique accord bilatéral avec

Bruxelles, sa direction a préféré s'intégrer dans « un ensemble communautaire ». Les parts de la future société se répartiraient à raison de 10 % pour Austrian et de 30 % chacune pour KLM, SAS et Swissair.

Mais la perspective de cette fusion, sous prétexte d'un meilleur accès au marché européen, n'a pas tardé à éveiller des résistances en Suisse. D'aucuns craignent que Swissair perde sa culture. Des quatre compagnies, elle est la seule à pouvoir encore se targuer de bénéfices et elle représente près de la moitié de leurs capitaux additionnés. De plus, les syndicats redoutent les suppressions d'emplois qui pourraient toucher près du tiers des effectifs. Enfin, des sociologues n'ont pas manqué de rappeler que Swissair évoque pour de nombreux Suisses qui l'assimilent à « l'un des mythes fondateurs de l'identité helvétique ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### VENTE

Les Galeries Lafayette vendent 49 % de Cofinoga à Cetelem. Les Galeries Lafayette ont vendu à Cetelem (groupe Compagnie bancaire) 49 % du capital de Cofinoga. Le prix de cession a été fixé à 135 millions de francs. Jusque-là, Cofinoga (cartes privées et crédits aux particuliers) était détenue à 100 % par les Galeries Lafayette. Philippe Lemme, président de Cofinoga depuis le 24 février, a été confirmé dans ses fonctions ainsi que Michel Philippin, directeur général.

### RÉSULTATS

Boehringer Ingelheim : bénéfice net en baisse de moitié. La société pharmaceutique allemande Boehringer Ingelheim a enregistré en 1992 un bénéfice net de 66 millions de marks, contre 127 millions l'année précédente. Le président du directoire, Herbert Johann, table sur une reprise du chiffre d'affaires en 1993, malgré la récession qui sévit en Allemagne et une concurrence accrue dans le secteur. En 1992, le chiffre d'affaires était en hausse de 2 %, à 5,3 milliards de marks. La société a précisé qu'elle avait continué à développer ses activités, notamment aux Etats-Unis et au Japon, et très légèrement augmenté ses effectifs au premier trimestre. En fin d'année, Boehringer Ingelheim comptait 24 711 employés, un chiffre en hausse de 1,5 % par rapport à 1991.

Tony (textile) : baisse du bénéfice et recul des ventes. Le numéro un du textile japonais Tony Industries Inc. a réalisé un bénéfice net consolidé de 54,9 milliards de yens (2,69 milliards de francs) pour son exercice clos au 31 mars, en baisse de 14,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes ont diminué de 0,6 %, à 971 milliards de yens, la hausse des ventes du secteur sport,

médicaments et électronique n'ayant pas compensé la baisse de recettes des fibres et textiles (- 4,3 %), ainsi que celle des matières plastiques et chimiques (- 3,3 %). Unray impute cette médiocre performance à « l'environnement économique difficile », mais escompte une reprise des ventes pour l'exercice en cours.

Kenwood (équipement automobile) : baisse de 34 % du bénéfice annuel. Kenwood Corp. Ltd., deuxième fabricant japonais d'équipement d'automobiles, a enregistré une baisse de 33,6 % de son bénéfice imposable (société mère) à 4,03 milliards de yens (197 millions de francs) pour son exercice clos au 31 mars. Son chiffre d'affaires est resté en hausse de 2 %, à 210,6 milliards de yens (10 milliards de francs). Pour l'exercice 1993, Kenwood table sur une nouvelle baisse de ses bénéfices à 3 milliards de yens pour des ventes de 220 milliards.

### NOTATION

Standard and Poor's et Moody's abaissent la notation d'Usinor-Sacilor. La société de notation financière Standard and Poor's a annoncé qu'elle abaissait de A3 à A2 la note pour les billets de trésorerie du groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor, à la suite de la faillite de sa filiale allemande Saarstahl AG. S and P place également cette notation sous surveillance, avec « des implications négatives ». S and P a prévu des contacts avec la direction d'Usinor-Sacilor dans les semaines à venir et devrait prendre une décision finale sur sa notation d'ici à la fin juin. L'incertitude créée (par la faillite de Saarstahl) pourrait réduire nettement la flexibilité financière à court terme du groupe français, estime S and P. L'autre grande firme de notation financière, Moody's, avait décidé d'abaisser la note d'Usinor-Sacilor, contrôlé à 100 % par l'Etat français.

### CONTRAT

Westinghouse signe deux contrats pour la centrale nucléaire de Temelin. La firme américaine Westinghouse a signé à Prague deux contrats avec la compagnie d'électricité tchèque CEZ portant sur la construction et les systèmes de contrôle et de sécurité de la centrale nucléaire de Temelin (100 kilomètres au sud de Prague), s'agit-on officiellement à Prague. Aucune précision n'a été donnée sur le montant des contrats, qui doivent permettre à la centrale de Temelin, équipée de deux réacteurs VVER d'origine soviétique d'une puissance de 1 000 mégawatts chacun, d'être mise aux normes de sécurité requises en Europe de l'Ouest. Selon le ministre tchèque de l'Industrie, Vladimir Dlouhy, il s'agit du « premier exemple de transformation de technologie nucléaire soviétique aux normes occidentales ». Les Américains pourraient ensuite appliquer à certaines des vingt-huit centrales d'Ukraine et de Russie, s'il dit M. Dlouhy, à par ailleurs, souhaité que le gouvernement américain prenne en charge la garantie d'une partie des crédits nécessaires au financement du projet.

## MARCHÉS FINANCIERS

### TOKYO, 31 mai ↓ Repli

Nouveau repli de la Bourse de Tokyo, lundi 31 mai, dans un marché peu actif et victime de pressions baissières, après avoir atteint le semaine dernière son plus haut niveau de l'année. L'indice Nikkei s'est inscrit en fin de séance à 20 552,35 points, en baisse de 291,34 points, soit - 1,40 %. Les échanges ont été globalement importants. La plupart des investisseurs étrangers s'abstenant, lundi étant un jour férié à la fois aux Etats-Unis et en Europe. D'autre part, après deux mois de hausses, le niveau de la production industrielle du Japon, indicateur-clé de la santé économique de l'archipel, a de nouveau diminué en avril, reculant de 2,2 % sur mars, selon les chiffres provisoires publiés lundi à Tokyo par le MITI.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 31 mai
Akita	1 350	1 350
Asahi	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350

### Nombres places financières fermées le lundi 31 mai

De nombreuses places financières (Bourse et marché des changes) étaient fermées lundi 31 mai.

Il s'agit notamment des Bourses de Zurich, Bruxelles, Francfort, Paris, Londres, Amsterdam, Stockholm et New-York.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

**"GRAND JURY"**  
**RTL - Le Monde**

**BERNARD PONS**

**PRESIDENT DU GROUPE APR A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

**16H10**  
**LUNDI**  
**EN DIRECT**  
**SUR**

**RTL**

pide  
cain

Le projet de réa  
de la banque com  
est bien accuei

MEXICO

notre correspond

ment au m  
manifestant  
devant la  
pour les  
le président  
nouveau  
de l'écono  
le contrôle  
le président  
reformer le  
Mexique  
plus grande  
pour le pou

Le projet de réforme  
a été déposé à l'  
qui devrait  
le gouver  
sur l'imp  
sur l'imp  
Depuis le  
capitaine  
de M. Sal  
reconnait  
un déficit  
Le projet de réforme  
a été déposé à l'  
qui devrait  
le gouver  
sur l'imp  
sur l'imp  
Depuis le  
capitaine  
de M. Sal  
reconnait  
un déficit  
Le projet de réforme  
a été déposé à l'  
qui devrait  
le gouver  
sur l'imp  
sur l'imp  
Depuis le  
capitaine  
de M. Sal  
reconnait  
un déficit

Il est indispensable, écrit  
M. Balladur, d'envoyer cette dégra  
dation et de programmer le retour à  
une situation qui nous permette de  
retrouver des marges de manœuvre  
budgétaires. Un projet de loi quinquennal de redressement des  
finances publiques sera ainsi pro  
chainement examiné par le conseil  
des ministres. Il a pour objet de  
ramener le déficit budgétaire en  
deçà de 2,5 % du PIB en 1997.

Le premier ministre poursuit :  
« La préparation du projet de loi  
financière pour 1994 consistera de  
la première étape de redressement  
quinquennal, et devra, donc, per  
mettre de réaliser une première réduc  
tion significative du déficit budgétaire. L'indispensable maîtrise de nos  
finances publiques suppose que la  
progression globale des charges  
de l'Etat, y compris celles afférentes  
à la dette et aux rémunérations, ne  
dépasse pas celles des prix. Ce n'est  
en effet qu'à cette condition que  
nous serons en position de respecter

au travail

# COMMUNICATION

## Stratégies commerciales

### Comment Ricard rajeunit son image en promouvant le rock...

Minuit pile. Les chrétiens lancent leur dernier «goodbye» ; les vendeurs de marguez s'alignent leurs brasses ; le public se disperse tranquillement. En coulisses, les techniciens sont déjà au travail : d'ici deux heures, la scène devra être pliée, les enceintes et les éclairages remplacés. La Ricard SA Live Music aura repris son allure de voyage : trois camions à deux s'aligneront. Le convoi prendra la route dans la nuit jusqu'à la prochaine ville-étape.

Les moyens techniques dont dispose cette tournée qui sillonne la France depuis plusieurs semaines sont impressionnants. La scène ? Une des plus grandes du genre en Europe avec ses 140 mètres carrés. La son ? 16 000 watts. La lumière ? 300 000 watts. La tour pilotée simplement par une quinzaine de professionnels. De quoi faire pâlir nombre de villes de province. Inceppables d'offrir à demeure de tels équipements aux artistes de passage.

L'après-midi et bleu qui repousse les nuages, tout ce matériel est propriété de Ricard. Lorsque, en 1988, la marque a décidé d'appuyer sur le rock une partie de sa communication, elle a misé sur le long terme. «Nous savons qu'en matière de communication hors médias il faut durer», explique Jean-Marie Laborde, PDG de Ricard. Nous sommes une marque proche des gens. Les «coups médiatiques» n'appartiennent pas à notre culture, nous voulons faire un travail de terrain en profondeur.

Cette orientation a été décidée à la suite d'une rencontre avec Bruno Lion, alors chargé de mission auprès du ministère de la Culture. En soutenant le Fonds d'action et d'initiative pour le rock (FAIR), Ricard se positionne comme le parrain des jeunes talents musicaux. Un esprit qui prévaut dans la programmation du Ricard SA Live Music puisque, aux côtés des chrétiens, de renommée internationale, deux groupes français, les Mercas et les Infidèles, trouvent une occasion unique de se produire en live devant un public. A raison de sept mille personnes en

moyenne par concert, avec des pointes à vingt mille sur la place de la Comédie, à Montpellier, la tournée finit forcément par toucher du monde.

La société Ricard, elle, n'encourage rien. Les concerts sont gratuits et fournis de main aux municipalités, qui ne participent aux frais que si elles désirent être associées à la campagne de communication. Ça, c'est assuré par des affiches et par un partenariat efficace avec NRJ. L'opération représente pour Ricard un investissement annuel de 10 à 15 millions de francs. Considérable ?

#### Un changement de stratégie

Cartes, mais il faut cependant rapporter ce budget aux 250 millions de francs que la société consacre chaque année à sa communication. Au-delà de sa campagne publicitaire (la célèbre «Un Ricard, sinon rien»), limitée par la nouvelle législation anti-alcool, la marque s'est fait depuis longtemps connaître par son circuit automobile, son institut océanographique, son engagement au service de causes écologiques comme le rabelement des pinèdes détruites par les incendies. La musique a toujours été présente dans cette politique : Tino Rossi a suivi le podium itinérant du Tour de France et Johnny Hallyday s'est produit, à ses débuts, sous contrat Ricard. Mais il n'empêche : le Ricard SA Live Music a marqué à la fois un engagement supplémentaire et un changement de stratégie.

Il s'agit d'abord de participer au rajeunissement de la marque. Les chrétiens, les vacances et la partie de pétanque sous les platanes fonctionnent bien sur un public adulte. Mais les jeunes de quinze à vingt-cinq ans, amateurs de concert de rock, consomment plus volontiers de la bière. Ce n'est donc pas un hasard si la tournée s'arrête, dans la mesure du possible, au cœur des villes de cent mille à trois cent mille habitants à vocation érudite. Ricard cherche-t-il ainsi à convertir les adolescents ? Cette démarche, explique Jean-Marie Laborde, n'a aucune inci-

dence directe sur la vente de nos produits. D'ailleurs, il n'y a pas de bar côté public. C'est notre image que nous travaillons. Le rock a pris en quelque sorte la place du sport, interdit de mécène, et récupéré une partie des investissements.

Cette évolution du remplacement réside-t-elle à la loi Evry ? «Pour l'instant, avoue Jean-Marie Laborde, tous les décrets d'application de la loi ne sont pas parus : il subsiste donc un flou artistique dont nous avons pu tirer parti pour boucler cette tournée. L'argumentation juridique n'est pas une opération de mécène, puisque la société Ricard est en fait organisée elle-même de la tournée. C'est elle qui signe les contrats avec les artistes et les municipalités, même si elle est assemblée par un producteur de spectacles indépendant. En outre, c'est l'entité Ricard SA Live Music qui est affichée au-dessus de la scène, ce qui dispense des mentions légales, sur les dangers de l'alcool, qui devraient apparaître si le produit était annoncé. Si, à la suite des décrets qui vont paraître, nous ne pouvons plus montrer notre nom dans des dimensions décentes, nous arrêtons, conclut Jean-Marie Laborde, mais dans ce cas-là, nous pourrions facilement mettre en place un calendrier en Espagne, en Italie ou en Belgique dans les villes frontalières.

Dans ce cas, une certitude : nous faisons connaître notre point de vue, nous nous battons, mais nous nous inclinons, quoi qu'il arrive, devant la loi.

On n'en est pas à la fin. A quelques jours de sa fin, la tournée rencontre toujours le même succès populaire. A l'exception de la date où trois municipalités taillonnées sur la tranquillité des riverains, les villes applaudissent : la maire d'Amiens, Gilles de Robien (UDF), a même promis de venir dire quelques mots sur la scène. Ricard n'aura plus qu'à éroser le final, le 21 juin, pour le fête de la musique, avec le groupe INXS, sur la place de la République, à Paris.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

## La crise de la presse

### Les quotidiens départementaux souhaitent bénéficier de mesures spécifiques

Le Syndicat des quotidiens départementaux (SQD) s'inquiète de la fragilité des vingt-neuf publications qu'il représente en métropole et outre-mer et dont la diffusion totale, en moyenne, se situe autour de 800 000 exemplaires par jour (soit près de 36 % de la diffusion de l'ensemble des quotidiens français) pour un chiffre d'affaires atteignant 1,9 milliard de francs.

Selon une étude réalisée en juillet 1992 auprès des deux tiers de ses adhérents et rendue publique récemment, ces quotidiens départementaux connaissent aujourd'hui des difficultés : érosion de la distribution (- 4 % au cours de la dernière décennie), baisse du chiffre d'affaires (- 0,5 % en 1991) et chute des recettes publicitaires (- 7 % en 1991, - 5 % à - 20 % en 1992, selon les journaux).

Conséquence de ces difficultés : le résultat net de ces journaux a chuté - de 4,3 % en moyenne en 1989 à 0,74 % en 1991 - et leur capacité d'autofinancement a baissé de 31,4 %.

Les quotidiens départementaux, dont 41 % des recettes proviennent de la publicité, essentiellement locale, s'alarment donc de cette évolution. Afin de mieux répondre aux attentes de leurs lecteurs et de favoriser les recettes de vente plutôt que celles de la publicité, ils ont profité des années fastes pour réaliser des investissements de plusieurs dizaines de millions de francs (notamment en matière d'imprimerie), qui grèvent lourdement leurs comptes aujourd'hui.

Le président du SQD, Alain Gascon (l'Echo républicain, Chartres), tout en soulignant que l'aide de 200 millions de francs accordée par le gouvernement à la presse écrite constitue «un geste significatif», réclame un certain nombre de mesures structurelles spécifiques à la presse départementale. Il souhaite qu'un dispositif particulier soit mis en place pour aider ces entreprises de presse à amortir leurs investissements. Le SQD désire aussi un réajustement des aides de l'Etat à la presse en la

faveur de ses adhérents, un quotidien départemental recevant quinze centimes par numéro alors qu'un quotidien national reçoit 32 centimes. Le SQD considère également que les critères d'octroi des aides de l'Etat à la presse écrite doivent être redéfinis, en citant notamment le cas des quotidiens dont le prix de vente est inférieur à 3 francs, pour lesquels rien n'est prévu. De même, les quotidiens possédant des journaux gratuits ne sont pas admis à bénéficier des aides aux journaux à faibles ressources publicitaires, comme ce fut le cas de la Liberté de l'Est (Epinal), refusée à ce titre.

En plus de la suppression de l'assujettissement à la TVA, le SQD réitère sa proposition de considérer l'abonnement à un quotidien comme une œuvre d'intérêt général et donc déductible de l'impôt sur le revenu, comme l'est, au nom de la formation, l'abonnement à la presse professionnelle pour les entreprises.

### «L'Humanité» renonce à ses éditions régionales

Le quotidien national du Parti communiste, l'Humanité, vient de renoncer à la publication de ses trois éditions régionales de Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et Val-de-Marne. La première, créée en 1978, couvrait les trois départements de l'Ain, de la Loire, et du Rhône. La deuxième était diffusée, depuis 1988, dans huit départements : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne. L'édition dite de l'Île-de-France se concentrait, en réalité, que le seul département du Val-de-Marne, et avait été lancée en 1991.

Ces éditions consistaient en la réalisation d'un cahier supplémentaire de quatre à huit pages inséré quotidiennement dans l'organe du PCF.

Cette décision tient à la fois à des raisons économiques et structurelles. Les quotidiens de l'Humanité, par Richard Béniger, administrateur du journal.

Le financement de ces éditions était original : le principe militant était que le point d'équilibre passait par un doublement des ventes sur le secteur considéré, les fédérations du parti et les organisations

qui lui sont proches s'engageaient à trouver les fonds nécessaires en attendant d'atteindre ce point.

Ces trois éditions avaient connu des augmentations de leurs ventes qui contrastaient avec la baisse générale de celles du journal dans les autres régions et départements (1). La diffusion de l'édition Rhône-Alpes était ainsi passée de 3 000 à près de 6 000 exemplaires ; celle de Midi-Pyrénées de 4 000 à près de 6 000, après avoir un temps franchi cette barre ; celle du Val-de-Marne de près de 4 000 à près de 5 000.

Au total, vingt et une personnes travaillaient dans ces trois éditions. Certaines ont été intégrées à l'édition nationale. Pour les autres, des procédures de reclassement sont en cours. «On essaie d'entrer tout le monde», affirme M. Béniger, qui reste convaincu que le développement de son journal passe par un développement de l'information locale : «On ne renonce pas définitivement».

FRANCIS GOUGE

(1) L'érosion des ventes de l'Humanité semble stoppée. Selon des chiffres qu'il a publiés le 28 mai, le journal a gagné 6 468 lecteurs quotidiennement depuis le 7 décembre 1992.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6051

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT  
1. N'est généralement pas commune. - II. Sont recherchées par des chasseurs. Veste plaine. - III. Qui ne sont plus prononcées. Fut d'abord promise pour le fils. - IV. Note. Pas admis. Conjonction. - V. En bonne forme. Symbole. - VI. L'antimoine. Faire un pointage. - VII. Un livre ou un lapin. - VIII. Qui suffit pour passer. - IX. Une ville bien «sûr». - X. A la tête noire. - XI. Pas innocents. Participer. - XII. Noirceur qui abuse. Service ancien.

VERTICALEMENT  
1. On en avait quatre pour un sou. N'a pas le mauvais œil. - 2. Certains le sont par la nature. - 3. N'est devenue courante qu'avec le progrès. Conjonction. Monte parfois quand ça va mal. - 4. En Savoie. Quand elle est mauvaise, il y a beaucoup d'os. - 5. Très naturels. - 6. A moitié gris. On il y a beaucoup de saucis. - 7. Agrément étranger. - 8. Il faut remonter pour les chercher. - 9. Quand elle est plate, on est gonflé. D'un soudain.

Solution du problème n° 6050  
Horizontalement  
I. De Appel. Claudi. II. Endroit. Drus. On. III. Stimulation. Nul. IV. Épiplogie. Uta. V. Rat. Rhinoc. Ob. VI. Têde. Esser. VII. Embl. Tst-tst. VIII. EE. Lu. IX. Nu. TT. - IX. Fuste. Tôt. Far. X. As. Asphaltes. Nb. XI. Tatu. Semées. CGC. XII. Usa. Si. Ost. Ca. XIII. Lit. Pi. Ose. XIV. Trot. Gaspieur. XV. Ennemis. Statues.

Verticalement  
1. Déserte. Fatuté. - 2. Entraîneuses. RN. - 3. Diptères. Talon. - 4. Arme. Do. Eau. Ité. - 5. Pothrelles. St. - 6. Plour. Ex. Pal. St. - 7. Escler. Thé. Pas. - 8. Tons. Sismois. - 9. Digaules. PS. - 10. Croisés. Etait. - 11. Lune. Sentes. Lb. - 12. As. Tu. Colt. - 13. Nul. Calue. - 14. Douce. Etang. Sue. - 15. Enleva. Trac. Ers.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

### Décès

M. et M<sup>me</sup> Philippe Mulsant, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Bernard Joly et leurs enfants.  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Chabrou, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Mignon, M<sup>me</sup> Christiane Joly, communauté apostolique Saint-François-Xavier.  
M. et M<sup>me</sup> Thierry Dujardin et leurs enfants, font part du retour à Dieu de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M<sup>me</sup> André JOLY, née Marie-Thérèse de Clémence, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le vendredi 28 mai 1993.

Une messe sera célébrée le mardi 1<sup>er</sup> juin, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue de Roule, Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu ensuite à Maries (Val-d'Oise).

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques : 100 F  
Abonnés et occasionnels : 90 F  
Communicat. diverses : 105 F  
Thèses étudiants : 60 F

### DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

## Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

### L'exposition «Médias et démocratie» à la Défense

#### «Une certaine forme de liberté de la presse peut se retourner contre la liberté...»

L'exposition «Médias et démocratie», inaugurée à l'occasion de la troisième Journée internationale de la liberté de la presse et qui se tiendra du 4 mai au 31 décembre à l'Arche de la Défense, dans le quartier de la Défense à l'ouest de Paris, s'inscrit d'emblée dans la problématique du malaise des médias dans les démocraties occidentales. Ainsi, bien qu'une vigilance accrue doive s'exercer dans les nombreux pays où la liberté de la presse est menacée, l'introduction de l'exposition souligne que «une certaine forme de liberté, mal comprise ou mal utilisée, peut se retourner contre la liberté elle-même».

Trois parties composent l'exposition. La première est consacrée aux textes fondateurs de la liberté de la presse sous forme de «totems» imposants. La deuxième partie de l'exposition, dans une approche multimédia,

présente, par un parcours à la fois historique et thématique, les étapes majeures de l'histoire de la presse et de sa liberté dans le monde.

C'est dans la dernière partie, que les rapports entre les médias et les démocraties sont analysés afin de déterminer «les pratiques qui représentent aujourd'hui une menace pour l'avenir de la démocratie et celles qui la consolident».

Sont traités ainsi par le biais de textes mêlés à des écrans télé : le pouvoir de l'argent, le pouvoir politique et militaire, le pouvoir de la technique et l'éthique professionnelle dans le monde des médias.

Sur ce dernier point, «Médias et démocratie» s'interroge notamment sur la viabilité d'une codification des règles déontologiques, la difficulté pour un journaliste de participer à un conflit où il doit être «le serviteur des valeurs universelles» alors qu'il reste, malgré tout, attaché à la communauté à laquelle il appartient, enfin sur la difficile conciliation entre la liberté de la presse et la protection de la vie privée.

Organisée sur le toit du la Grande Arche, à la Défense, à Paris, l'exposition est ouverte tous les jours de 9 heures à 19 heures, du lundi au vendredi, et de 9 heures à 20 heures le samedi, le dimanche et les jours fériés. Tél. : 49-07-28-26. Trois collagues y auront lieu au mois de juin à propos de «Le sacrilège de l'insigne télévisé» (la 9), du «traitement du fait religieux par les médias» (le 17) et de «la presse d'opinion en démocratie» (la 29).

LOTTO 1993

1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60

20R35

1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60

### Presse et vie privée

#### Le magazine «Voici» présente ses excuses au cinéaste Roman Polanski

Le magazine Voici s'exprime vendredi 28 mai «ses regrets à l'égard de M. Polanski». Roman Polanski, cinéaste français d'origine polonaise, avait assigné l'hebdomadaire du groupe Prisma Presse pour «avoir porté gravement atteinte à sa vie privée». Son avocat, M. Gilles Dreyfus, a réclamé 200 000 francs de dommages et intérêts et une publication «très large» du jugement.

Dans son numéro du 12 avril, Voici affirmait que le réalisateur du Bal des Vampires, de Rosemary's Baby, de Pirat, etc., débauchait totalement sa mère qui vivait à Cracovie (Pologne) et que celle-ci «se laissait mourir». Or la mère de Roman Polanski est morte en 1942 dans la chambre à gaz du camp d'extermination d'Auschwitz où elle avait été déportée par les nazis.

L'hebdomadaire indique que son «erreur» résulte d'une succession d'intermédiaires et d'une mauvaise traduction. Voici a acheté ce reportage sur Roman Polanski à l'agence Gamma, avec laquelle le magazine s'habitue de travailler. Mais Gamma avait elle-même reçu d'une agence autrichienne, Weco, qui avait déjà vendu cet article au magazine allemand Bunte, «Nous avons eu tort de ne pas vérifier cette information. Mais compte tenu du flot de textes et de photos que nous recevons et du fait que l'article et les photos avaient déjà été reproduits sur une double page dans Bunte, nous devons plutôt porter à la confiance», déclare Floris de Bonneville, le directeur de la rédaction de Gamma. Pour sa part, l'agence de Vienne dit avoir adressé un fax rectificatif à Gamma, qui affirme ne l'avoir jamais reçu.

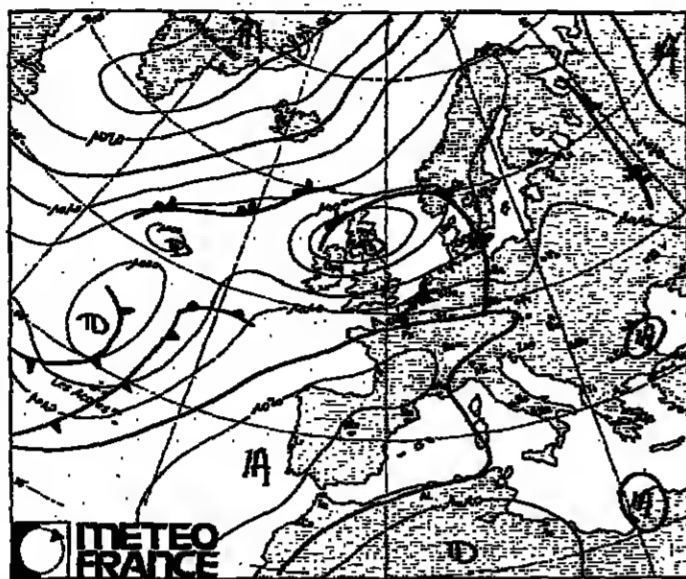
Y.-M. L.

LOTOSPORT 1993

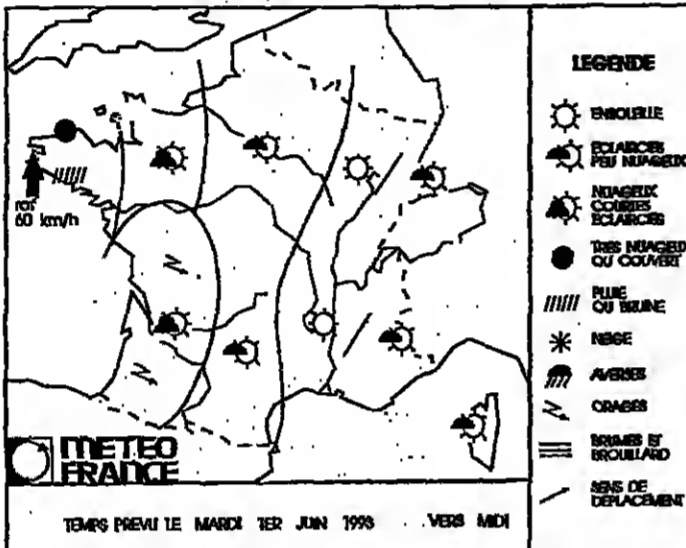
1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 MAI À 0 HEURE TUC



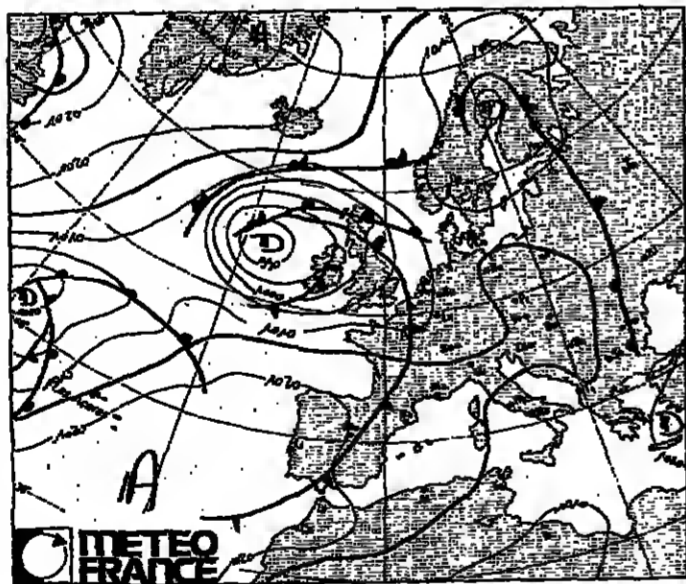
PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUIN 1993



Mardi : une perturbation gagne la moitié ouest du pays. — Au lever du jour, le temps sera souvent déagré, sauf sur la façade atlantique, où des nuages élevés apparaîtront déjà. Dans la matinée, il commencera à pleuvoir en Bretagne, où le vent de sud-ouest fera 60 km/h. Des orages se développent en Alsace et dans le Jura. L'après-midi, le ciel se voilera peu à peu sur les trois quarts ouest du pays. La pluie gagnera la Normandie et les pays de la Loire ; tandis que des foyers orageux se développeront des Pyrénées au Massif Central, au Centre et à la Bourgogne, voire à l'Île-de-France. Les régions du Nord-Est à la Provence et à la Corse verront le plus de soleil et de chaleur.

Les températures maximales évolueront de 7 à 10 degrés au-dessus de normales régionales, 10 à 14 dans l'Ouest et 15 à 17 sur les côtes méditerranéennes. Les maxima atteindront 16 à 19 degrés sur le nord-ouest du pays, 20 à 23 degrés sur les régions du Nord et du Centre, jusqu'à 25 degrés du Midi toulousain au Nord-Est, et 27 à 30 degrés en Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés										
le 30-5-1993 à 18 heures TUC et le 31-5-1993 à 6 heures TUC										
le 31-5-93										
FRANCE				ÉTRANGER						
ALGER	27	16	D	SEVILLAS	21	11	N	MARSA	25	10
BARCELONE	27	15	D	TOLOUSE	21	12	D	MARRAKECH	30	15
BORDAUX	19	10	N	TOURS	20	11	N	MEXICO	25	—
BRETAGNE	20	10	C					MILAN	25	10
CAEN	18	12	N					MONTREAL	19	4
CHERBOURG	19	12	C					MOSCOW	17	12
CLERMONT-F	22	12	D					NAGASAKI	25	14
COCOT	17	9	N					NEW-DIRTY	25	16
COGNAC	16	12	C					NEW-YORK	22	12
DIJON	17	9	N					OSAKA	24	12
LYON	19	12	C					PARIS	24	12
MARSEILLE	24	16	D					PRAGUE	20	10
NANTES	18	12	N					ROMA	25	14
NICE	22	16	D					SANCTI	25	14
PARIS-NORD	23	13	C					SEVILLAS	20	10
PAU	21	10	D					SINGAPORE	25	16
PERPIGNAN	25	15	D					STOCKHOLM	14	8
RENNES	19	11	D					SYDNEY	22	14
STRASBOURG	23	13	C					TOKYO	22	14
TUNIS	25	15	D					TORONTO	22	14
VALENCIA	25	15	D					YOKOHAMA	21	9
VERONESE	29	18	D					YOSUKE	25	10
ST-ETIENNE	21	11	D					YUEN	21	11

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Le masque de bronze

C'EST impressionnant, une figure historique. Même au cœur de ce week-end fleurant déjà le soleil et les vacances, on envoie les confrères restés à Paris pour se partager ce privilège insigne : interviewer Gorbatchev. Interviewer Gorbatchev, ça devait être comme rencontrer de Gaulle, Mao ou Lincoln. C'était être invité à prendre le thé dans le livre d'histoire où le grand homme, de son vivant, e déjà trouvé sa place. On attendait des saillies fulgurantes, des formules ciselées, des traits calibrés pour entrer tout droit dans les dictionnaires des citations. On avait écouté les réjouissances familiales pour ne pas le manquer samedi soir sur ARTE, on avait veillé pour l'attendre tard sur France 3 chez Elakabach, on avait fait durer l'après-midi dominical plus que de raison pour suivre « L'heure de vérité ».

La curiosité était vive. On avait fait de nombreux dessins de la perestroïka. Comment l'appareil le plus conservateur et bureaucratique du monde avait-il pu le porter à sa tête ? Quand avait-il vraiment diagnostiqué l'usure du vieux système ? Rongé-t-il son frein depuis des décennies ? Ou avait-il voulu, qu'avait-il subi ? On sentait bien que Bernard Guetta, Jean-Pierre Elkabach, Albert du Roy brûlaient de le savoir autant que nous.

Peine perdue. Gorbatchev ne répondit pas. Prenait-il vraiment la mesure de ce dont l'univers lui était redevable ? Il parait de lui à la troisième personne, se perdait dans des digressions géopolitiques plâtres, récitait des leçons d'économie. Bref, on eût dit qu'il refusait obstinément de jeter ce masque, qu'il avait dû porter si longtemps. « Ne m'interrompez pas ! », répétait-il à plusieurs reprises à « L'heure de vérité », alors qu'il expliquait que le récent référendum russe constituait une défaite pour Eltsine. Pour tout dire, le liquidateur du communisme apparut étonnamment conforme aux canons du système défunt.

Seules quelques points, comme autant de petits cailloux semés, laissent deviner l'être humain dissimulé dans le bronze de la statue. Quand on lui demanda par exemple s'il avait trouvé suffisamment chaleureux le soutien de François Mitterrand au moment du putsch manqué de 1991 : « Certains chefs d'Etat m'ont appelé le matin dans ma résidence de Foros, rappela-t-il. D'autres l'après-midi. D'autres encore le soir. » Il marqua un silence et, regardant François-Henri de Vriau dans les yeux : « Des différences dues aux fuseaux horaires, certainement. »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à éviter ; ◄ On peut voir ; ◄ Ne pas manquer ; ◄ Chaf-d'œuvre ou classique.

## Lundi 31 mai

**TF 1**  
20.45 Variétés : Stars 90.  
Emission présentée par Michel Drucker.

**FRANCE 3**  
20.45 Cinéma : Verdier. ◄  
Film français d'André Cayatte (1974).  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Portrait : J.-M. G. Le Clézio.  
De Jacques Méry et Olivier Gormain-Thomson.

**0.00 Continentales.**  
L'Eurojournal : l'Info en v.o.  
0.45 Musique : Portée de nuit.  
Not this time, par Claude Bolling et son trio.

**CANAL PLUS**  
20.35 Cinéma : Akira. ◄  
Film d'animation japonais de Katsuhiro Otomo (1988).  
22.34 Flash d'informations.  
22.40 Le Journal du cinéma.  
22.45 Cinéma :  
La Nuit du chasseur. ◄  
Film américain de Charles Laughton (1955) (v.o.).  
0.15 Cinéma : La Sentinelle. ◄  
Film français d'Arnaud Desplechin (1992).

**ARTE**  
20.40 Cinéma : Le Temps de vivre le Temps de mourir. ◄  
Salvador, le silence des Hou Xiaoxian (1988) (v.o.).  
22.50 Magazine : Ich liebe dich.  
De Patrick Joudy. Liz Taylor.  
22.55 Téléfilm : Francesca.  
De Verena Rudolf (v.o.).  
0.35 Cinéma d'animation : Snark.

ques Testard (le Dérail du génie) ; Jean-Marc Lévy, gynécologue-échographiste.

**0.25 Journal et Météo.**

**FRANCE 3**  
20.45 Cinéma : Verdier. ◄  
Film français d'André Cayatte (1974).  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Portrait : J.-M. G. Le Clézio.  
De Jacques Méry et Olivier Gormain-Thomson.

**0.00 Continentales.**  
L'Eurojournal : l'Info en v.o.  
0.45 Musique : Portée de nuit.  
Not this time, par Claude Bolling et son trio.

**CANAL PLUS**  
20.35 Cinéma : Akira. ◄  
Film d'animation japonais de Katsuhiro Otomo (1988).  
22.34 Flash d'informations.  
22.40 Le Journal du cinéma.  
22.45 Cinéma :  
La Nuit du chasseur. ◄  
Film américain de Charles Laughton (1955) (v.o.).  
0.15 Cinéma : La Sentinelle. ◄  
Film français d'Arnaud Desplechin (1992).

**ARTE**  
20.40 Cinéma : Le Temps de vivre le Temps de mourir. ◄  
Salvador, le silence des Hou Xiaoxian (1988) (v.o.).  
22.50 Magazine : Ich liebe dich.  
De Patrick Joudy. Liz Taylor.  
22.55 Téléfilm : Francesca.  
De Verena Rudolf (v.o.).  
0.35 Cinéma d'animation : Snark.

L'Homme volant, de Georges Dunning ; Les Equilibristes, de Raimund Krumme.

**M 6**  
20.45 Cinéma : Khartoum. ◄  
Film britannique-américain de Basil Dearden (1968).  
23.05 Téléfilm : Le Dernier Contrat.  
De Michael Dwyer.  
0.35 Informations :  
Six minutes première heure.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Le Grand Débat.  
Le travail partagé (rediff.).  
21.30 Dramatique. Pas perdus, d'Antoine de La Morinerie et François Ségur.  
22.40 La Radio dans les yeux.  
Les voix du design.  
0.05 Du jour au lendemain.  
Un théâtre et son quartier.  
0.50 Musique : Coda.  
Nat King Cole (jusqu'au 4 juin).

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (en direct de la Philharmonie de Cologne) : Danes allemandes de Schubert, de Weber ; Cinq Altärenge Liedes pour chant et orchestre op. 4, de Berg ; Formazioni, de Berio ; Symphonie n° 8 en si mineur de 1759, de Schubert, par la Junge Deutsche Philharmonie, dir. Dennis Russell Davies ; sol : Andrea Trauboth, soprano.  
23.09 Ainsi la nuit. Par Roubina Salakhman. Quatuor à cordes et un mineur op. 51 n° 1, de Brahms ; Quintette pour piano et cordes en sol mineur, de Sibelius.  
0.33 L'Heure bleue.

## Mardi 1<sup>er</sup> juin

**TF 1**  
14.30 Série : La loi est la loi.  
15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.  
16.20 Jeu : Une famille en or.  
16.45 Club Dorothée.  
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.  
18.20 Série : Hélène et les garçons.  
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !  
19.50 Divertissement :  
Le Bébête Show (ex à 0.55).  
20.00 Journal, Tiersé et Météo.  
20.45 Cinéma : Les Bronzés.  
Film français de Patrice Leconte (1978).  
22.30 Magazine : Durant la nuit.  
0.25 Cinéma : La Club de Fenjou.  
Invités : Colombe Levaner, du réseau Eurys ; Jean Fleury, d'Aéroports de Paris.

**FRANCE 2**  
13.50 Sport : Tennis. Internationaux de France, en direct de Roland-Garros.  
18.10 Magazine : Ciga.  
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.  
20.00 Journal et Côté court.

**FRANCE 3**  
17.00 Magazine : Macadam.  
Oum Kalsoum (rediff.).  
17.55 Cinéma : Codex.  
De Philippe Decourte (rediff.).  
18.20 Documentaire :  
Des plantes et des hommes (rediff.).  
19.00 Magazine : Rencontre.  
Erik Grawert-Mary/Hanne Zischler.  
19.30 Documentaire : L'Empire déchiré.  
L'Effondrement de l'Union soviétique, de Stanislaw Krzeminski. 1. L'Ukraine aux dômes d'or.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Soirée thématique : L'Islam.  
20.45 Cinéma : Station atomique. ◄  
Film islandais de Thorsteinn Jonsson (1984).  
22.15 Court métrage : Du Moyen Age aux temps modernes en trente ans.  
De Sigridur Halldorsdottir.  
22.45 Documentaire : Vaincre ou mourir.  
De Sigridur Halldorsdottir et Ralph Christians.

**0.05 Jeu : Hugobellé (ex à 20.40).**  
20.15 Divertissement : La Classe.  
20.45 Série : L'Ami Meupassant.  
Berthe, de Claude Santelli.  
21.50 Planète chaude.  
Salvador, le silence des Hou Xiaoxian (1988) (v.o.).  
22.50 Journal et Météo.  
23.15 ► Téléfilm :  
Le Peloton d'exécution.  
De Michel Andrieu.  
0.50 Continentales.  
L'Eurojournal : l'Info en v.o.  
1.35 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS**  
13.35 Cinéma : La Nuit du chasseur. ◄  
Film américain de Charles Laughton (1955).  
15.05 Magazine : Ciga.  
16.00 Cinéma : La Relève. ◄  
Film américain de Clint Eastwood (1990).  
18.00 Canaille peluche.  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 Ça cartoon.  
18.50 Le Top.  
19.22 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.35 Cinéma : Thelma et Louise. ◄  
Film américain de Ridley Scott (1991).  
22.35 Flash d'informations.  
22.45 Cinéma : Homicide. ◄  
Film américain de David Mamet (1991) (v.o.).

**ARTE**  
Sur le câble jusqu'à 19.00  
17.00 Magazine : Macadam.  
Oum Kalsoum (rediff.).  
17.55 Cinéma : Codex.  
De Philippe Decourte (rediff.).  
18.20 Documentaire :  
Des plantes et des hommes (rediff.).  
19.00 Magazine : Rencontre.  
Erik Grawert-Mary/Hanne Zischler.  
19.30 Documentaire : L'Empire déchiré.  
L'Effondrement de l'Union soviétique, de Stanislaw Krzeminski. 1. L'Ukraine aux dômes d'or.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Soirée thématique : L'Islam.  
20.45 Cinéma : Station atomique. ◄  
Film islandais de Thorsteinn Jonsson (1984).  
22.15 Court métrage : Du Moyen Age aux temps modernes en trente ans.  
De Sigridur Halldorsdottir.  
22.45 Documentaire : Vaincre ou mourir.  
De Sigridur Halldorsdottir et Ralph Christians.

23.15 Débat. Avec Vigdís Finnbogadóttir, présidente de la République d'Islande.  
23.45 Documentaire :  
Raykjavik, l'avenir de l'Islande.  
De Sigridur Halldorsdottir.  
0.15 Documentaire :  
Ici, la Lune est plus grosse.  
De Sigridur Halldorsdottir et Ralph Christians.  
0.45 Cinéma d'animation : Snark.  
Une tregédie grecque, de Nicole van Goothen.

**M 6**  
14.10 Magazine : Destination musique.  
17.00 Variétés : Multitop.  
17.30 Série : Les Aventures de Tintin.  
Le Lotus bleu (1<sup>re</sup> partie).  
18.00 Série : L'Homme de fer.  
19.00 Série :  
Les Rues de San Francisco.  
19.54 Six minutes d'informations. Météo.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Le Merli, c'est permis.  
20.45 Téléfilm :  
Le Chat le plus riche du monde.  
De Greg Beeman.  
22.20 Série : Mission impossible.  
23.15 Série :  
Les Stars en noir et blanc.  
23.20 Série : Destination danger.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Archipel science.  
21.30 Grand angle. Le secret albanais (2).  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
Promenade sur l'estuaire de la Gironde (1).  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 24 juin 1992 lors du Festival de Bad Kissingen) : Symphonie n° 1 en ré majeur op. 25, de Prokofiev ; Concerto pour violoncelle et orchestre, de Penderecki ; Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 80, de Beethoven, par le Sinfonia de Varsovie, dir. Krzysztof Penderecki ; sol : Boris Pergamenschikov, violoncelle.  
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. André Burdino, ténor. Œuvres de Puccini, Massenet, Thomas, Bizet, Boieldieu, Gluck, Rossini, Diaz.  
23.09 Ainsi la nuit.  
0.33 L'Heure bleue.

## L'OM-Vitrolles champion d'Europe des clubs de handball

C'était donc le samedi de l'OM. Après les footballeurs mercredi, les handballeurs de l'OM-Vitrolles ont remporté la Coupe des coupes, en battant dimanche 30 mai, en finale retour, les Hongrois de Veszprém (23-21), confirmant leur victoire du match aller (22-23). C'était également le samedi des frères Tapie. Le président de l'équipe de hand s'appelle Jean-Claude, il est le cadet de Bernard.

Pour offrir au handball français son premier titre européen, il suffisait d'avoir une bonne idée et d'un peu d'argent. En s'unissant, en septembre 1991, avec le puissant club marseillais de Bernard qui lui garantissait renommée et public - ils étaient 6 000, dimanche, dans le palais des sports de Marseille, sans compter ceux qui regardaient Canal Plus -, Jean-Claude a construit une équipe enviable au tout premier plan.

Riches de cinq internationaux, médaillés de bronze aux Jeux olympiques de Barcelone et vice-champion du monde, l'OM-Vitrolles a terminé deuxième du championnat de France, et a remporté, le 16 mai, la Coupe de France (le Monde du 18 mai).

Après le basket-ball avec le CSP Limoges et le football avec l'Olympique de Marseille, le handball devient, grâce à l'OM-Vitrolles, le troisième sport collectif français à inscrire, en moins d'un mois, son nom au palmarès d'une Coupe d'Europe.

B. M.

Après la mort de cinq personnes d'origine turque en Allemagne

## Les enquêteurs mettent en cause un commando néonazi dans l'incendie criminel de Solingen

« Les Nazis dehors ! », « Non au racisme ! » Ils étaient plusieurs milliers, dimanche 30 mai, dans les rues de Solingen, dans l'ouest de l'Allemagne. Plusieurs milliers d'immigrés turcs, portant des drapeaux noirs et des brassards de deuil, venus protester contre l'incendie criminel qui, la veille, avait tué cinq des leurs : deux femmes, âgées de dix-huit et vingt-six ans, une adolescente de treize ans et deux fillettes de quatre et neuf ans, mortes carbonisées. D'autres personnes, qui s'étaient jetées par les fenêtres pour échapper au feu, sont dans un état très grave.

Dans la matinée, la foule a suivi pendant une dizaine de minutes une étonnante prière des morts, à laquelle se sont joints quelques policiers présents. Depuis la nuit du drame, des centaines de personnes se relaient devant la maison calcinée de trois étages où vivaient les victimes. Des jeunes manifestants scandaient des slogans hostiles au gouvernement et brûlaient des croix gammées peintes sur des draps devant les caméras de télévision.

« C'est de la barbarie », hurle l'un d'entre eux. Au mois de mai déjà, deux mosquées et un supermarché turc avaient été la cible de cocktails Molotov à Solingen, et des habitants racontent que des jeunes d'extrême droite se réunissaient fréquemment sur la pelouse située derrière la maison. « Ils buvaient de la bière et criaient des slogans à la gloire du Troisième Reich. Pourquoi la police n'est-elle pas intervenue contre eux ? », se demandait Mehmet Yildiz, un des

responsables des quelque sept mille membres de la communauté turque de cette ville proche de Cologne. « Le pire, raconte un voisin, Anton Pavic, qui a réussi à sauver une femme des flammes, c'était d'entendre les cris des enfants à l'intérieur. Une Allemande du quartier avait eu peur de comprendre : « Mais pourquoi, pourquoi ? On les connaît depuis quinze ans, nos enfants allaient dans la même école... » Comme d'autres habitants de la ville, elle avait rapidement tenté de porter secours aux locataires de la maison en plaçant des échelles aux fenêtres.

Dans la nuit de dimanche à lundi, la colère et la violence ont de nouveau éclaté : environ deux cents personnes, des Turcs pour la plupart, ont commencé à briser des vitrines et à démolir des voitures. Un feu de paille, de vieux meubles et de détritus a été allumé au carrefour principal de la ville, et la police a dû intervenir pour permettre aux pompiers de passer. Des violents affrontements se sont produits avec les forces de l'ordre, qui ont procédé à une quinzaine d'arrestations, mais le calme semblait revenu samedi matin.

Dans plusieurs autres villes de la République fédérale - à Francfort et Hambourg notamment - des rassemblements de solidarité ont été organisés, plus ou moins spontanément. A Francfort, la marche s'est arrêtée devant le monument aux victimes du nazisme et les quelque six cents participants ont observé une minute de silence en mémoire des morts de Solingen.

### Obtenir la double nationalité

A Berlin, plus de quatre mille personnes sont descendues dans le centre-ville, brandissant des banderoles : « Arrêtez la terreur nazie ! », « Faites quelque chose contre l'extrémisme de droite ! ». C'était la manifestation organisée par la classe politique : le président de la République fédérale, Richard von Weizsäcker, a déclaré que ce nouvel incendie « nous remplit d'horreur et de honte » tandis que la présidente du Bundestag, Rita Süssmuth, évoquait le « retour vers la barbarie ».

Pour les enquêteurs, il n'y a aucun doute : l'attentat est l'œuvre d'un commando néonazi. Le scénario ressemble à celui de Möllo qui, au plus fort d'une vague de violences racistes et xénophobes, qui avait suivi l'application allemande de la loi sur le droit de séjour des Turcs, en novembre 1992. Des témoins affirment avoir vu quatre

skinheads sortir en courant de la maison alors que des flammes commencent à se propager.

Sans doute avaient-ils versé une bonne dose d'essence dans l'escalier de l'immeuble avant d'y mettre le feu. Samedi, le gouvernement allemand a offert une prime de 100 000 Deutschmarks (environ 330 000 francs) à quiconque fournira des informations pouvant conduire à l'arrestation des criminels ; cette récompense est la plus élevée jamais promise pour retrouver les auteurs de violences xénophobes. Un garçon de seize ans a été interpellé par la police au cours du week-end et, lundi matin, il était toujours entendu.

Ni les importantes manifestations antiracistes organisées par les grands partis politiques, ni la dissolution de plusieurs mouvements néonazis n'ont permis, donc, de mettre un terme à la vague de xénophobie en Allemagne. Au lendemain du drame de Solingen, les dirigeants semblaient désemparés.

« Je suis submergé de conseils sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire, déclare par exemple Johannes Rau, le ministre-président (social-démocrate) du Land de Rhénanie-Palatinat ; mais tout cela me semble dérisoire. (...) Une présence militaire renforcée, de nouvelles interdictions de groupements néonazis ne sont pas grand-chose face à ce qui se passe dans la tête des gens... » Et le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, d'ajouter : « Je croisais que ça ne se produirait plus ».

Le chef de la diplomatie allemande a immédiatement adressé une lettre à son homologue turc, Hikmet Çetin, pour lui exprimer le soutien et la sympathie de Bonn : « Je suis consterné par un tel acte d'horreur, et vos compatriotes qui vivent ici et que nous respectons doivent savoir que le gouvernement fédéral n'acceptera pas l'image de l'Allemagne, amie des étrangers, soit dérivée par quelques racistes et anarchistes ».

Le chancelier Helmut Kohl avait envoyé un message dans le même sens au président Soleymen Demirel. Pour sa part, l'ambassadeur de Turquie à Bonn, Onum Oymen, qui s'était rendu immédiatement sur les lieux de l'attentat, s'est fait l'écho des craintes et de la colère croissantes de la communauté turque d'Allemagne face de quelques deux millions de personnes. Il a réclamé une meilleure politique d'intégration des immigrants et suggéré, de concert, la possibilité pour les Turcs d'obtenir la double nationalité.

A. D.

### EN BREF

■ ARABIE SAOUDITE : Téhéran condamne l'interdiction d'une manifestation de pèlerins iraniens à La Mecque. - Le Parlement iranien a condamné « fermement » dimanche 30 mai l'interdiction, jeudi, par les autorités saoudiennes, d'une manifestation antiaméricaine qui souhaitait organiser les pèlerins iraniens à La Mecque. Une pétition, signée par plus de 150 des 270 députés, accuse Riyad d'avoir « insulté les lieux saints en y déplaçant des forces étrangères ». Les députés iraniens affirment que la manifestation interdite, dite « d'exorcisation des païens », était un « devoir religieux » pour les chiites. - (AFP)

■ JORDANIE : le gouvernement a été formé. - Un nouveau gouvernement jordanien, dirigé par Abdel Salam Majali, chef de la délégation jordanienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël, a été formé, samedi 29 mai. Composée de vingt-cinq ministres, cette nouvelle équipe, qualifiée de transitoire par les milieux politiques, aura une double mission : organiser les élections législatives du mois de novembre prochain et faire avancer les discussions avec l'Etat hébreu.

■ YÉMEN : formation d'un gouvernement de coalition. - Le premier ministre, désigné, Haider Abou Bakr al-Attas, a été formé, dimanche 30 mai, un gouvernement de coalition qui devrait avoir pour tâche de relancer l'économie et d'instaurer la sécurité au Yémen.

■ Tempête dévastatrice dans la province de Jiangsu en Chine. - Selon l'agence Chine nouvelle, une violente tempête qui a balayé la province chinoise de Jiangsu, dans l'est du pays, mardi 25 mai, a fait des dégâts considérables dans quatre villes. Un premier bilan fait

état de 40 morts, 23 disparus et une centaine de blessés. Neuf millions d'habitants ont subi des dégâts chez eux et 260 000 têtes de bétail ont péri. - (AFP)

■ Aggression mortelle d'un jeune mineur. - Trois lycéens, dont un mineur, ont reconnu être les auteurs de l'agression qui a coûté la vie à un jeune mortad de dix-sept ans, vendredi 28 mai à Beynes (Yvelines). Ils devaient être défaits au parquer lundi 1<sup>er</sup> juin. La victime a été attaquée alors qu'elle sortait d'un chez un ami et s'appuyait à son vélo, la poignée de son sac à dos s'est arrêtée à sa hauteur. Trois jeunes gens, armés de bâtons de base-ball, en sont descendus. Ils ont d'abord saisi la moto, avant de s'en prendre violemment au jeune homme. Malgré l'intervention de témoins, le mortad a succombé sous les coups. Selon la section de recherches de la gendarmerie de Versailles, les quatre jeunes gens se connaissent et entretenaient des relations de rivalité.

■ Philippe Vasseur (PR) révoqué sur les privatisations. - Le secrétaire général du Parti républicain, a estimé qu'il y a un vrai risque de voir les capitaux extérieurs à la Communauté européenne venir s'investir en France et faire main basse sur une partie de notre patrimoine économique national. « Nous n'avons pas le droit de laisser les choses se faire ainsi, nous avons des intérêts à préserver » a déclaré le député UDF du Pas-de-Calais, invité du Forum RMC/Express le 30 mai. « Il y aurait de notre part une naïveté coupable si nous n'élions par vigilants à cet égard » a poursuivi M. Vasseur qui s'est interrogé sur le concept de « stratégie », le gouvernement ayant déclaré qu'il garderait un certain contrôle sur ce qui était stratégique.

Le pèlerinage annuel de François Mitterrand

## D'un pas gaillard

SOLUTRE

de notre envoyé spécial

On est toujours un peu esclave de ses propres rituels. Ces deux dernières années, François Mitterrand semblait s'être lassé de celui qu'il avait institué depuis plus de quarante-cinq ans en faisant l'ascension, chaque dimanche de la Pentecôte, de l'éperon rocheux rivié au milieu des vignes de la Maconnelle. Après s'en être accommodé, après l'avoir même nourri en dérivant ce jour-là ses oracles politiques, le président de la République s'était agacé du tour médiatique pris par le pèlerinage familial depuis 1981. Il y a deux ans, le lundi avait été préféré au samedi. L'an passé, c'est la roche voisine de Vergisson et non celle de Solutre qui avait reçu l'auguste visite. Cette année, François Mitterrand n'a eu recours à aucune astuce pour déjouer l'attention étouffante de la presse.

L'avertissement, il est vrai, avait été donné : il ne faudrait pas compter, cette fois-ci, sur lui pour gâcher cette belle matinée en parole politique. Parole a été tenue. A douze heures précises, dimanche 30 mai, le président de la République a donc émergé des taillis de buis qui encadrent le plateau herbeux, devant la roche elle-même, débarrassé de la faveur de la cohabitation des manifestations qui venaient y signifier leurs doléances catégoriques au chef

de l'exécutif. En compagnie de ses proches, Pierre Bergé, Roger Hanin, Georges Kiejman, Louis Marmaz, Jack Lang et Pascal Sevran, mais en l'absence notable de Jacques Attali, il s'affrontait sans sourcilier le regard inquisiteur des batteries de téléobjectifs braqués sur lui.

Accueilli par les applaudissements des quelques dizaines de promeneurs et des fidèles qui l'attendaient, le président de la République a accepté des fleurs, dont trois roses, tapoté quelques têtes blondes et suggéré aux journalistes présents des lieux de visite pour leur week-end bourguignon. Pas une seconde il n'a évoqué la venue, en fin d'après-midi, de Mikhaïl Gorbatchev et de son épouse, avec lesquels il devait dîner à Mâcon le soir même, au restaurant le Saint Laurent, du chef Georges Blanc, en compagnie notamment de MM. Dumas, Lang et Kiejman, avant de lui montrer, lundi, les sites les plus réputés de la Bourgogne romane.

Une rapide pause au sommet du rocher à l'intention des photographes accrochés à ses basques, un bref regard sur la vallée de la Saône, où passait la TGV qu'il avait lui-même emprunté la veille pour venir sans protocole de Paris, et le président s'en est allé sans laisser d'autre message que son pas gaillard. Le propre des rituels n'est-il pas de rassurer ?

GILLES PARIS

En Israël

## M. Rabin est parvenu à mettre fin à la crise gouvernementale

Le premier ministre, Yitzhak Rabin, est parvenu, dimanche 30 mai, à mettre fin à un mois de crise gouvernementale grâce à un compromis : Shulamit Aloni, chef de file de l'opposition gauche, douze députés, a renoncé à son portefeuille de l'éducation, cédant ainsi aux exigences du Shass (ultra-orthodoxe sépharade, six députés), qui l'accusait de « propos antireligieux ».

En échange, M. Aloni est nommé ministre des télécommunications, de la science et de la technologie, chargé des arts. Un autre ministre du Shass, Amos Rubinstein, qui déclinait le portefeuille de l'énergie, a accepté de devenir ministre de l'éducation et de la culture. Le rabbin Aryeh Deri, dirigeant du Shass, qui avait démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur, a accepté de reprendre son portefeuille. Depuis la formation du gouvernement en juillet dernier, M. Aloni s'était efforcé de provoquer la chute des religieux en tenant des propos jugés iconoclastes.

Le Shass a fini par menacer de quitter la coalition si elle n'abaissait pas son poste (le Monde).

Bénéfices en recul de 70 % à 80 %

### Les sidérurgistes japonais font grise mine

Les sidérurgistes japonais n'ont pas été épargnés par la crise au 1992. Et pour l'année en cours, les perspectives affichées par les producteurs d'acier japonais restent franchement moroses. Numéro un mondial, le géant Nippon Steel a ainsi annoncé une chute de 71 % du bénéfice impossible de la maison mère à 28,9 milliards de yens (1,3 milliard de francs) pour l'exercice clos le 31 mars. Le chiffre d'affaires a, lui, baissé de 10 % à 2 368 milliards de yens (108 milliards de francs). NKK, Sumitomo Metal Industries, Kobe Steel, Kawasaki Steel ou encore Nishin Steel ont vu leurs résultats se dégrader dans des proportions identiques.

Tous les groupes expliquent ces contre-performances par la baisse d'activité de leurs principaux clients (l'automobile, la construction, l'aéronautique), tant au Japon - dont ils restent très dépendants - que sur leurs marchés extérieurs. La baisse du yen, qui rend plus difficiles les exportations, constituerait un facteur aggravant. Ce tableau plutôt sombre pourrait inciter certains d'entre eux à accélérer des stratégies de diversification engagées depuis plusieurs années.

do 11 mai). M. Rabin a alors demandé au Meretz de faire preuve de compréhension, considérant que l'appoint de Shass était indispensable pour faire avancer le processus de paix. Le rabbin Ovadia Yosef, fondateur et chef spirituel du Shass, a coiffé, dimanche, être favorable à des concessions territoriales sur le plateau du Golan, ainsi qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en échange d'une « paix réelle ». - (AFP)

### Un groupe de pèlerins libyens invités à Jérusalem

Cent quatre-vingt-douze pèlerins libyens sont arrivés lundi 31 mai dans la bande de Gaza, en provenance d'Egypte, afin de participer pour la première fois à un pèlerinage à Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine, à l'occasion de la Fête du Sacrifice.

Ils ont été accueillis par des représentants du gouvernement israélien, par une délégation de juifs d'origine libyenne installés en Israël et par un homme d'affaires qui a joué un rôle d'intermédiaire entre les autorités israéliennes et libyennes. Le ministre israélien du tourisme, Uzi Baram, avait déclaré, dimanche, que ce pèlerinage avait été décidé « en coopération avec les Etats-Unis qui ne peuvent s'opposer à tout ce qui peut contribuer à réduire la tension entre Israël et le monde arabe ».

La Libye est encore officiellement en guerre contre l'Etat juif, et Tripoli est frappé depuis le 15 avril 1992 d'un embargo aérien et militaire décrété par le Conseil de sécurité de l'ONU, à la suite de son refus d'extrader vers Washington et Londres ses deux ressortissants accusés d'être impliqués dans l'attentat contre un avion de la Pan Am (270 morts) en 1988. La Libye est également accusée d'être impliquée dans l'attentat contre un avion de la compagnie française UTA au-dessus du Niger (170 morts) en 1989. - (AFP)

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Un entretien avec Dominique Lecourt..... 2

### ÉTRANGER

Les conflits dans l'ex-Yugoslavie..... 3  
La visite en France de M. Gorbatchev..... 4  
Angola : l'attaque d'un train de voyageurs a fait une centaine de morts..... 5

### POLITIQUE

Pierre Mauroy, « VRP » du socialisme..... 6

### SOCIÉTÉ

Religions : les rassemblements de Pentecôte, les musulmans ont fêté l'Aï-el-Kebir..... 7  
Santé : la Journée mondiale sans tabac..... 8

### SPORTS

Tennis : les Internationaux de Roland-Garros..... 8  
Football : des incidents marquent le nouveau sacre de l'OM..... 9  
Rugby : Castres et Grenoble en finale du championnat de France..... 9  
Automobilisme : les 500 Miles d'Indianapolis..... 9

### CULTURE

La mort de Sun Ra..... 10  
Les Noces, un soir à Liège : avant de s'installer au Châtelet, l'opéra de Mozart était présenté au Portugal..... 10

### ÉCONOMIE

La Mexique dans l'attente de la ratification du traité de libre-échange nord-américain..... 12

La lettre de « cadrage » budgétaire de M. Bédaride envoyée aux membres du gouvernement..... 13  
Vie des entreprises..... 13

### COMMUNICATION

Camille Rieud rajoint son image en promouvant le rock..... 14  
Les quotidiens départementaux souhaitent bénéficier de mesures spécifiques..... 14  
L'Humanité renonce à ses éditions régionales..... 14

### L'ÉCONOMIE

■ Espagne : après le fièvre, la récession. ■ Un entretien avec le patron des patrons britanniques ■ Japon : impossible n'est pas français ■ Logement : l'aide dévoyée ■ Rungis à mardi basse..... 17 à 24

### Services

Abonnements..... 2  
Cartes..... 14  
Loto, Loto sportif..... 14  
Marchés financiers..... 14  
Météorologie..... 15  
Mots croisés..... 15  
Radio-Télévision..... 15  
Spectacles..... 11  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folios 17 à 24  
Le numéro du « Monde » daté 30-31 mai 1993 a été tiré à 488 366 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : la diversité biologique en question  
Au Sommet de la Terre, organisé en juin 1992 à Rio-de-Janeiro, une seule convention avait rencontré de la résistance : celle dite de la « biodiversité », c'est-à-dire portant sur la préservation du patrimoine biologique de la planète, qu'il s'agisse de flore ou de faune sauvages. Les obstacles sont aujourd'hui aplatis. Le maintien de la diversité biologique apparaît désormais comme une nécessité pour le survie de l'homme, le plus grand prédateur du milieu vivant.

### Série : l'Espagne désenchantée

La début d'une série de quatre volets sur l'Espagne, à la veille des élections législatives du 6 juin. Les socialistes sont menacés par le « descendant » (désenchantement) du pays. Mais cette Espagne est aussi celle des autonomies, petites et pauvres comme l'Estrémadure ou « historiques » comme la Catalogne dynamique et le Pays basque industriel frappé par la crise.

# Le Monde

## Travaux : le prix de la gêne



L'usage du domaine public n'est pas payant. C'est peut-être pourquoi les chantiers qui ébranlent les rues se multiplient et s'éternisent. Les collectivités cherchent en tout cas à réduire les nuisances.

page 18

## Japon : impossible n'est pas français



S'implanter au Japon est si difficile que cela semble réservé aux plus grandes entreprises françaises. Mais malgré les obstacles, moins légaux que traditionnels, certaines PME parviennent à prospérer sur ce marché.

page 21

## Logement : l'aide dévoyée



Les crédits consacrés aux PAP (prêts à l'accession) à la propriété sont depuis quelques années en partie détournés vers l'épargne-logement, révèle Michel Mouillart, professeur à Paris-X.

page 23

**MODE D'EMPLOI** 18  
Humeur, par Josée Doyère : Fabricants de châteaux. La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon : Manager. Livres : Quitter la planète Taylor. Notes de lecture. Agenda.  
**PERSPECTIVES** 19 à 22  
**OPINIONS** 23  
Construction européenne, il faut une politique maritime : un point de vue de Pierre Papon, président de l'IFREMER.  
**CONJONCTURE** 24  
La production industrielle : 1929-1993 ? L'Amérique du Nord : Lueurs dans la grisaille. Le Mexique : Une nouvelle année de défilé. La construction électrique : En quête d'énergie.

# L'ÉCONOMIE

## À CÔTÉS

### Rungis à marée basse

Dévasté il y a trois mois par les pêcheurs, le pavillon de la marée à Rungis a retrouvé le calme, mais pas la sérénité

CETTE nuit encore, le miracle s'est produit. Une nouvelle pêche biblique s'est entassée au pavillon de la marée de Rungis, dans une mer de caisses blanches en polystyrène. Thons, soles, saumons, bars, cabillauds, congres, harengs, truites, turbots, merlans, raies, rascasses, ronges-barbets, limandes et homards par milliers... Entre les piles de caisses s'agitaient, dans trop de précautions, une multitude de charlots.

Peu de bruit. Pas le moindre « il est frais mon poisson ! », sur ce marché plutôt spécial. Tout se passe entre professionnels, grossistes d'un côté, poissonniers, restaurateurs ou acheteurs pour grandes surfaces de l'autre.

Un mot glissé à l'oreille, un geste à peine esquissé, suffisent pour conclure une transaction. On se tutoie, on s'interpelle chaleureusement, mais on ne perd pas de temps en civilités. Pour ne pas laisser échapper les plus belles pièces, c'est au pas de charge que les acheteurs parcourent les 20 000 mètres carrés du pavillon.

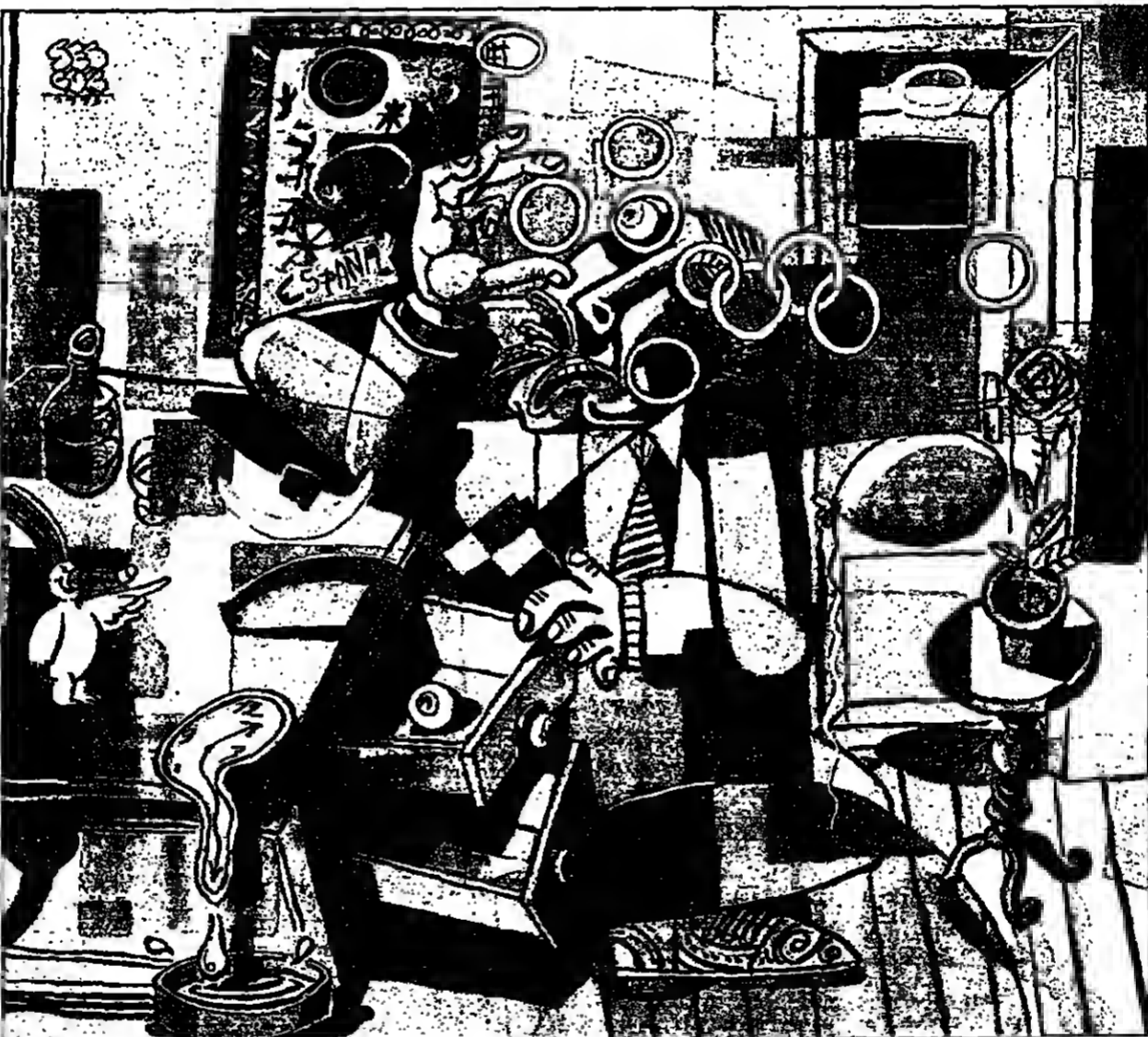
Et il faut pouvoir le suivre, Jean-Pierre Lopez, le patron de la poissonnerie du Dôme (Paris XIV) ! Comme presque tous les matins, il est arrivé à Rungis vers 2 heures avec son camion, après trois courtes heures de sommeil.

Pascal Krémer

Lire la suite page 22

## ESPAGNE

### Après la fiesta, la récession



Les élections du 6 juin en Espagne s'annoncent redoutables pour le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez. Après des années de prospérité, culminant l'an dernier avec l'exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone, le pays a sombré dans la récession depuis la mi-1992. La cassure s'est traduite par trois dévaluations successives de la peseta, une chute de la demande intérieure, un recul de la Bourse, de l'immobilier et des investissements étrangers. Et aucune éclaircie n'est à attendre avant 1994

Lire page 19 les articles de François Renard

## NAUTISME

### La Côte s'agrippe à ses yachts

La Côte d'Azur est en émoi. Motif : une directive européenne qui, soumettant les navires de grande plaisance (plus de 24 mètres) à la TVA, risque de les faire fuir vers des eaux plus clémentes

NICE de notre correspondant régional

«UNE attaque à main armée !...» Gilbert Stello, président de la chambre de commerce et d'industrie des Alpes-Maritimes, ne décolère pas. Motif : la directive européenne du 14 décembre 1992 sur le nouveau régime douanier et fiscal des navires de plaisance, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Son indignation, commune à tous les professionnels du nautisme sur la Côte d'Azur, vise plus particulièrement un point précis : la généralisation de la TVA aux navires appartenant à des résidents de la CEE ou utilisés par ceux-ci.

Jusqu'ici, seules les petites unités présentes dans leurs eaux nationales étaient effectivement soumises à paiement. Désormais cette mesure – pour le moment différée – devrait frapper la quasi-totalité de la flotte dite de grande plaisance, c'est-à-dire les bateaux de plus de vingt-quatre mètres – battant à 75 %, pavillon britannique. Celle-ci bénéficiait auparavant du régime hors taxe dit « d'importation en franchise temporaire », à condition de séjourner dans les eaux d'un pays de la CEE, autre que son pays d'origine. Cas à peu près général, sur la Côte d'Azur, où la publication des

nouveaux textes communautaires a donc créé un véritable vent de panique. Les milieux économiques azuréens admettent, certes, que les propriétaires de ces yachts ont a priori largement les moyens de payer. Ils savent aussi que, vu la conjoncture et l'image de la grande plaisance, le dossier a peu de chances de figurer parmi les priorités du gouvernement ou de Bruxelles...

Mais le problème, plaident-ils, ne se limite pas, tant s'en faut, aux intérêts de quelques privilégiés. D'abord parce que ces navires – dont la plupart appartiennent à des sociétés et non à des particuliers – ne sont pas seulement des bateaux de loisir mais aussi très souvent des outils de travail. Outre la location classique, leurs usages ont été transformés par le développement des moyens de communication, au point que certains unités sont devenues de véritables bureaux flottants, reliés en temps réel aux places boursières internationales.

Ensuite, car on sait d'expérience sur la Côte d'Azur que la plaisance, particulièrement la plus huppée, est, fiscalement, friileuse...

Guy Porte

Lire la suite page 22

## ENTRETIEN

### Les patrons anglais et la CEE

Proeuropéen, Howard Davies, le chef du patronat britannique, juge néanmoins sévèrement l'Europe de Jacques Delors

Le premier ministre britannique, John Major, a procédé jeudi 27 mai à un remaniement ministériel important, en remplaçant notamment le chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont, par Kenneth Clarke, qui était ministre de l'Intérieur depuis avril 1992. Norman Lamont était vivement critiqué par les milieux économiques et financiers, qui, comme l'explique Howard Davies, le patron des patrons britanniques, dans l'entretien qu'il nous a accordé, considéraient que l'ex-chancelier de l'Échiquier avait perdu toute crédibilité.

Raisonnement optimiste sur la reprise en Grande-Bretagne (mais confiant dans les potentialités économiques du pays), Howard Davies, directeur général de la CBI, l'organisation patronale britannique, pense en effet que le succès de la politique engagée repose pour partie sur un retour de la confiance.

La croissance, estime-t-il, sera lente à se manifester mais si le gouvernement se montre ferme dans la lutte contre l'inflation, elle devrait permettre, à terme, de résorber près de la moitié de l'important déficit public.

En attendant, il presse le gouvernement de prendre des décisions drastiques s'agissant de la limita-

tion des dépenses de l'Etat, et souligne que les priorités de l'action publique devraient être de développer le système de formation, ainsi que les transports et les infrastructures.

**FOLIE** • Européophile convaincu, le « patron des patrons » est partisan du traité de Maastricht, mais réticent à l'égard de l'union économique européenne. Il explique que le futur modèle de la Communauté, tel que l'envisage Jacques Delors, président de la Communauté européenne, modèle basé sur des taux de change fixes, une politique sociale rigoureuse et des transferts financiers vers les régions défavorisées, serait une « folie économique », par excès de rigidité.

Soulignant que la France et l'Allemagne prendraient un grand risque en décidant d'aller plus vite vers la monnaie unique, il estime nécessaire de repenser le fonctionnement du traité de Maastricht, sous peine de voir se créer une « Europe à deux vitesses ».

Lire page 20 les propos recueillis par Laurent Zecchini

ENVIRONNEMENT

# Le prix de la gêne

Faut-il faire payer aux entrepreneurs et aux maîtres d'ouvrage la gêne provoquée par les chantiers urbains sur la voie publique ?

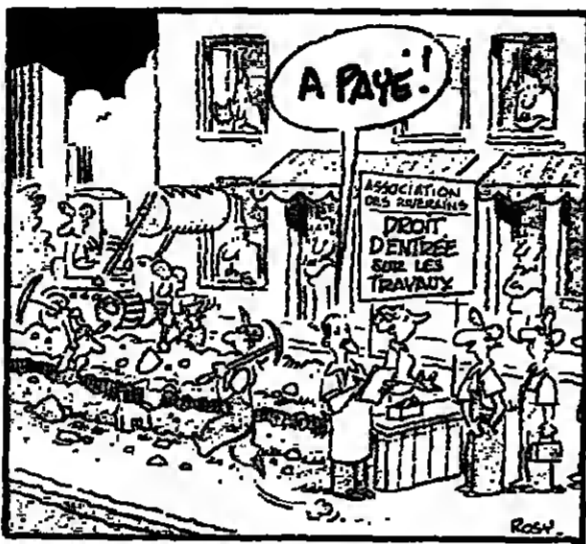
LES entrepreneurs - privés ou non - qui travaillent sur la voie publique devront-ils payer demain une redevance les incitant à limiter la gêne qu'ils occasionnent aux riverains et aux passants (piétons ou automobilistes) ? « Ce serait la meilleure solution pour qu'ils réduisent la durée des travaux, tout en développant des techniques plus douces », estime Michel Mermet, président du comité français pour les travaux sans tranchée (CFTT).

Le comité, qui compte 270 membres (maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, entreprises, fabricants de matériaux), veut faire évoluer la législation sur l'utilisation du domaine public. « N'est-il pas paradoxal que son utilisation soit gratuite, alors que celle du domaine privé est payante ? », note Michel Mermet. Si une autorisation est nécessaire, sous forme d'arrêtés affichés sur les lieux des travaux, la législation, axée essentiellement sur les contraintes de sécurité, est très tolérante. Plus de 90 % des demandes sont acceptées : les seules restrictions portent généralement sur l'emprise des travaux et les obligations de signalisation.

**DÉROGATIONS** • Les tentatives de coordination des travaux - comme, par exemple à Paris, l'interdiction de rouvrir une tranchée avant deux ans dans la même voie - sont rares et donnent souvent lieu à des dérogations. Services techniques, concessionnaires de réseaux d'assainissement, d'eau potable, de gaz ou d'électricité, du téléphone, du câble, ont chacun leurs contraintes techniques et leur logique. Ce qui rend par exemple difficile l'installation de galeries techniques abritant l'ensemble des réseaux. Situation d'autant plus inquiétante que l'on tend de plus en plus à enterrer les câbles - par exemple ceux d'électricité haute tension encore placés sur pylônes.

À l'étranger, cependant, certaines collectivités s'efforcent de réduire la gêne occasionnée par les chantiers. Tokyo et les grandes villes japonaises ont permis de réduire la durée des travaux, entre 20 heures et 6 heures du matin, les tranchées

devant être refermées le matin, ou du moins recouvertes de plaques métalliques permettant de circuler. La ville de Berlin, qui, faute d'espace, devait réduire les zones de décharge, a imposé une taxe sur le volume des matériaux apportés et enlevés.



Le Parlement britannique, de son côté, a adopté l'an dernier une loi très controversée. Les textes d'application ne sont pas encore publiés, mais ils innovent : elle impose de calculer un coût d'utilisation du domaine public. Non pour imposer une taxe, mais pour comparer la gravité des troubles apportés au voisinage : bruit, poussière, boue, ralentissement de la circulation ou du stationnement... Par exemple un chantier qui retarde les automobiles de tant de minutes coûte tant. La coupure de telle voie nationale aux heures de pointe pour passer un câble peut être évaluée à tel prix, etc. Et dans certains cas, on devrait pouvoir refuser les travaux. « En France, souligne Michel Mermet, on peut encore couper

une nationale pour faire passer un simple câble. Mais cette situation ne durera pas ».

Prendre en compte le « coût social » des travaux est en effet incitatif pour inciter à l'emploi de solutions plus « douces » que les chantiers classiques, comme l'installation de galeries techniques avec des points d'accès pour tous les réseaux. Ou l'emploi de micro-tunnellers pour percer les canalisations d'eau et de gaz (6 000 mètres ont été réalisés en France de cette manière en 1992 sur une trentaine de chantiers), de forages dirigés pour passer les toutes petites canalisations ou glisser un câble.

**CHEMISAGE** • Pour remplacer de petites canalisations, on pratique aussi de plus en plus le chemisage, qui consiste à passer un tuyau souple à l'intérieur du précédent. Autant de techniques qui limitent à la fois le nombre de chantiers, et la gêne provoquée. La prise en compte du coût social des travaux encouragerait aussi un entretien régulier des réseaux et en prolongerait la durée. Beaucoup de réseaux d'assainissement, par exemple, faute d'entretien, sont devenus si vétustes et dégradés qu'on est contraint de les refaire totalement, au prix d'investissements très lourds et de chantiers interminables. « Donner un coût à l'utilisation du domaine public par les entreprises se répètera sur les maîtres d'ouvrage, et donc sur les contribuables. Mais faire passer les entreprises, notamment les PME, aux nouvelles techniques, demeure difficile », constate Daniel Philippe, directeur technique de la SAGE, filiale de la Générale des eaux et première entreprise de pose des canalisations. Dans ces décisions éminemment politiques, quel souci l'emportera chez les élus : la gêne des usagers, avec l'impact croissant de l'environnement, ou le poids des entrepreneurs locaux ? Sans parler des fabricants de canalisations, qui préfèrent sans doute vendre des tuyaux, plutôt que les réhabiliter à moindre coût et en douceur.

Didier Gout

HUMEUR • par José Doyère

## Fabricants de chômeurs

JE suis scandalisé par certains licenciements. Et pas seulement, comme Edouard Balladur, par le côté expéditif de la chose, mais surtout par les raisons avancées pour justifier lesdits « plans sociaux ». Que des boîtes en difficultés graves suppriment des emplois, envoient à la retraite des gens en pleine forme pour embaucher des gémis dont les salaires vertueux sont leur patit salaire et les aides que l'Etat dispense à cette occasion, je comprends. Je n'aime pas ça, mais je comprends.

Mais que des entreprises qui gagnent - encore - du fric en faisant autant... ou nom de l'amélioration des résultats, de la reconstruction des marges, du dividende à verser aux actionnaires, d'une meilleure gestion, d'une rationalisation de l'exploitation, que sais-je... Ça me gonfle, ça me remplit de rage, car même si tout ça est logique, justifié, vous avouerez que ce n'est vraiment pas le moment. Je ne vais pas vous les énumérer, mais il y a du beau linge, parmi ces fabricants de chômeurs. On vous en parle tous les jours, dans les journaux.

Avant les élections, avec une gauche déliquescence au pouvoir, on pouvait penser que les chefs d'entreprise faisaient la mauvaise tête, paraissant s'être levés avec le soleil à l'arrivée au gouvernement de leurs amis de droite. Eh bien, l'arrivée de Balladur à Matignon, ce des a lestea complétement froids.

Vous avez l'intention d'embourber ? leur a-t-on demandé sur les radios, au lendemain de l'annonce du plan de redressement, qui apporte aux entreprises quelques milliers non négligeables. « Ben non, pas vraiment, faut voir », ont-ils répondu. Au vrai, en l'état actuel des choses, ils ont raison, ces dirigeants. Les gouvernements successifs n'arrêtent pas de leur faire des cadeaux, quand ils remplacent leurs salariés anciens par des jeunes sans formation, même momentanément.

Certes, le chômage coûte cher à tous, et donc à eux, mais un peu seulement, et s'ils fabriquent des chômeurs que la collectivité prend en charge, ils récupèrent sur les quelques ambauches, assorties de fleurs, qu'ils décident. Tout bénéfice.

Et si on se décidait à changer de politique ? Quand les industriels ont pollué, sans payer, et ont résisté aux incitations verbales, amicales, on a décidé un beau jour de faire payer les pollueurs. Et du coup, comme par enchantement, les pires des pollueurs sont devenus vertueux, insistant publiquement sur tout ce qu'ils faisaient pour l'environnement.

Et si on faisait pareil pour le chômage ? Avec un système en sifflet selon l'état de santé de l'entreprise considérée : des aides pour sauver l'emploi quand la situation est grave ; rien du tout quand on équilibre ; des amendes ou des taxes supplémentaires si on fait des bénéfices, sanctions financières de plus en plus lourdes si les bénéfices sont conséquents...

Certes, ça ne résoudrait pas le problème global de la récession et du chômage, mais ça éviterait de créer du malheur, aux salaires fins de satisfaire quelques appétits hors de saison.

LIVRES

## Quitter la planète Taylor

Jacques Chaize invite les entreprises à développer la coopération et la responsabilité des salariés. Pour l'efficacité comme pour la liberté. Et ça marche, son expérience en fait foi

**LA PORTE DU CHANGEMENT S'OUVRE DE L'INTÉRIEUR** de Jacques Chaize Calmann-Lévy, 258 pages, 130 F.

LOIN des modes souvent fugitives et artificielles et des débats couvoies sur une nouvelle organisation du travail, Jacques Chaize invite les entreprises à accomplir la révolution permanente de l'intelligence. Vaste programme ! Directeur général de Socla, une PME de Saône-et-Loire qui monte des clapets de no-rotour... utilisés dans la robinetterie, et ancien président du Centre des jeunes dirigeants (CJD), Jacques Chaize a écrit avec *La porte du changement s'ouvre de l'intérieur* un livre stimulant, roboratif qui montre bien le chemin à parcourir pour que les entreprises intègrent pleinement, afin d'en tirer le meilleur profit, les trois mutations du temps, de l'espace et de l'échange.

Peuple d'anecdotes édifiantes et d'histoires amusantes, l'ouvrage de Jacques Chaize se présente comme un mode d'emploi du changement pour les entreprises décidées à maîtriser la nouvelle manière première stratégie qui est l'information. « Il faut mettre de l'intelligence dans la conception, prévenir d'emblée, du savoir-faire dans la vente, du service dans la livraison. Telle est la stratégie gagnante des entreprises qui sont maillées au-delà des frontières et des méfiances ».

**RÉSEAU** • Jacques Chaize manie l'ironie pour décrire les entreprises pyramides de la « planète Taylor », ce terme de vitesse mais encore trop nombreuses, qui ont fabriqué des hommes de marbre - « l'homme d'un seul métier, d'une seule vie : apprendre, travailler, attendre la retraite » - et des consommateurs rois. Des entreprises fondées trop souvent sur des peurs et des méfiances partagées. Son modèle, c'est plutôt les entreprises de la « planète Réseau » découverte par le Canadien McLu-

ban, où on rencontre des hommes maillés « parce qu'ils changent et échantent en permanence ». Pour changer de monde, il faut appropriser les nouveaux outils, les mettre au service de tous - sans chaise gardée - et accomplir ainsi la révolution de l'intelligence.

Dans ces entreprises, le pouvoir n'est pas confisqué mais partagé, presque diffus. « On peut agir de n'importe quel point du réseau », écrit-il. Les hommes qui y travaillent développent l'innovation, et, pour mieux répondre aux besoins de la clientèle, l'entreprise passe à la vitesse supérieure pour produire plus vite, concevoir plus vite, vendre plus vite, livrer plus vite.

**« GLOBALISATION »** • Pour Jacques Chaize, il est donc primordial d'appropriser le temps, d'en faire un temps polyvalent, transparent, apprenant, bref « maillé », où les acteurs apprennent à partager leurs compétences individuelles. Dès lors, le dirigeant ne se glorifie pas d'additionner les meilleures compétences mais il s'efforce des les synchroniser.

A l'heure de ce que Jacques Chaize appelle d'un curieux mot la « globalisation » - « être global et local à la fois : être chez soi dans le monde entier » - les entreprises-réseaux sont invitées, vis-à-vis de l'extérieur, à passer de la conquête à la coopération, et, à l'intérieur, à libérer les initiatives, à être de véritables nœuds d'apprentissage, où chacun est à la fois maître et élève, et à rémunérer plus efficacement, à travers de nouveaux contrats de travail et un nouveau partage de la valeur ajoutée, ceux qui savent mettre en œuvre les stratégies des trois mutations.

Son idéal est d'arriver à une entreprise peuplée d'hommes « maillés », à la fois auteurs, intégrateurs, échangeurs, porteurs du réseau, bâtisseurs de ponts.

Le message paraît un peu utopique et la critique souvent trop sévère à l'égard des entreprises qui,

telles les grenouilles qui se laissent finalement bouillir dans l'eau qui chauffe lentement, ne voient pas arriver les inexorables changements.

Mais le mérite de l'auteur est qu'il a en grande partie tiré ses exemples de sa propre entreprise, qu'il ne cite au demeurant qu'allusivement, en y pratiquant depuis près de dix ans la transparence, la responsabilisation des salariés et l'esprit d'équipe à travers une forte utilisation de la délégation. Chez Socla, par exemple, il n'y a pas d'heures supplémentaires et celui qui passe plus de neuf heures à son poste est perçu comme ayant un « problème de délégation ».

Mais il faudrait parvenir à un fort développement de l'apprentissage et à une meilleure mise en action de l'intelligence pour qu'un tel modèle puisse faire beaucoup d'émules. A l'heure où les entreprises sont entourées par un nombre croissant d'exclus sans avoir encore trouvé les solutions pour les remettre dans le réseau.

Michel Noblecourt

**Erratum** : la Suède, la Finlande et la CEE - Dans l'article sur les industries forestières en Scandinavie (le Monde de l'économie du 25 mai), une erreur de transmission nous a fait écrire que la Suède et la Finlande avaient pas encore présenté de demande d'adhésion formelle à la Communauté économique européenne. En fait, la Suède a présenté la sienne le 1<sup>er</sup> juillet 1991, et la Finlande le 20 mars 1992.

NOTES DE LECTURE

**FORTUNES DE PIERRE** de Frédérique d'Andrimont Calmann-Lévy, 262 pages, 120 F.

« Pierre qui roule n'amasse plus mousse. » Il fut un temps où la frénésie d'achats-ventes dans l'immobilier laissait aux opérateurs un pactole qui ne demandait qu'à croître et se multiplier. De la spéculation au krach, c'est le parcours que nous propose Frédérique d'Andrimont en nous racontant avec une élégance qui masque un sérieux travail, les aventures d'hommes et de lieux qui ont défrayé la chronique durant ces dernières années. Le glissement progressif du pouvoir de l'argent vers les connivences, les passe-droits, la corruption, est illustré ici par touches « au couteau ».

On passe ainsi des tribulations de la Cogedim à celles de Christian Pellerin, « le maître de la Défense », de Michel Peltge, « le poulain du Lyonnais », du groupe La Maison familiale. Puis, outre auteur examine les coups d'accordéon de la politique du logement, de Roger Quilliot à Pierre Méhaignerie, les foux d'office d'Eurodisneyland et les appétits autour de ce trésor de Renault qu'est son fief de Billancourt.

Les « fortunes de pierre » qui s'écroulent, creusant dans le bilan de certaines banques des trous vertigineux, écrasent aussi l'espoir de répondre dans l'urgence aux besoins des ménages cherchant un toit, de la masse honteuse des sans-logis. C'est ce que Frédérique d'Andrimont pardonne le moins aux bâtisseurs... d'illusions.

P. D.

**VERS L'ENTREPRISE DÉMOCRATIQUE** de Mireille Weisfeld, Philippe Roman et Gérard Mendel La Découverte, 260 pages, 145 F.

Le récit d'une expérience menée à longue baleine dans une entreprise pour ouvrir aux salariés de nouveaux horizons d'expression. Plus qu'un vaste discours, il donne des idées. Il s'agit ici de la démarche menée depuis 1986 par la Société des transports poitevins, qui, depuis le début du siècle, assure le transport des voyageurs par bus dans Poitiers et sa périphérie. Reposant sur le volontariat des

salariés, le dispositif s'appuie sur une conception de la psychosociologie du travail, dont nous avons déjà eu l'occasion d'exposer les tenants et aboutissants (1).

L'astuce est d'emprunter pour nourrir le dialogue un « troisième canal » entre celui de la hiérarchie et celui des instances représentatives. On retrouve comme lubrifiant des rapports sociaux le « métier » et l'« écrit » qui éloigne toutes les scories trop subjectives du face-à-face. Un nouveau « lieu de pouvoir » ? Peut-être mais moins sur les autres que sur son acte à soi.

P. D.

(1) La société n'est pas une famille, de Gérard Mendel, La Découverte, 1992, « Le Monde de l'économie » du 2 juin 1992.

AGENDA

**MARDI 1<sup>er</sup> JUIN.** Paris. Réunion de l'OCDE à l'échelon ministériel pour tenter de relancer les négociations du GATT (jusqu'au 2 juin). Beausé (Côte-d'Or). Sommet semi-annuel franco-allemand (jusqu'au 2 juin).

**MERCREDI 2 JUIN.** Genève. Conférence annuelle de trois semaines de l'Organisation internationale du travail. Helsinki (Finlande). Conférence parlementaire du Conseil de l'Europe sur les progrès des réformes économiques en Europe centrale et orientale (jusqu'au 4 juin).

**JEUDI 3 JUIN.** Bruxelles. Visite d'Edouard Balladur, qui doit expliquer la position française sur le GATT devant la Commission européenne.

Paris. Colloque international « Les professionnels du droit en sein du nouvel espace judiciaire européen » (jusqu'au 4 juin à l'Hôtel Intercontinental).

**DIMANCHE 6 JUIN.** Nanterre. 34<sup>e</sup> congrès de la fédération CGT de la métallurgie (jusqu'au 11 juin).

**LUNDI 7 JUIN.** Bruxelles. Conseil « Transports » de la CEE (jusqu'au 8 juin).

## Manager management

Dans notre dernière chronique, nous avions laissé entendre que nous n'aurions pas pour manager une indulgence extrême. En effet, ce pur anglicisme (de to manage, « diriger, administrer ») peut aisément être délaissé au profit de termes français : chef d'entreprise, gestionnaire, dirigeant d'entreprise, capitaine d'industrie, brasseur d'affaires, gérant, administrateur, directeur, régisseur, chef de production, chef de projet, etc. L'éventail est fort large et peut faire face à tous les cas d'espèce.

Management, träs à la mode, exprime de façon concise des notions telles que « ensemble des techniques de gestion et de direction d'une entreprise », « conduite d'une (des) affaire (s) », « direction », « contrôle », « maniement »... Là encore, selon la cas, des équivalents bien français et du bon aloi peuvent être préférés. Mais il est vrai que management a été avalisé par les dictionnaires les plus usuels, et même par l'Académie française, comme la mentionne l'arrêté du 25 novembre 1973 relatif à la terminologie économique et financière : « management, n. m. Définition : ensemble des techniques d'organisation et de gestion de l'entreprise. Note : On peut envisager que ce mot, adopté récemment par l'Académie française, produise les dérives manager (verbe), manager (substantif), etc. » La même année, dans un autre arrêté, relatif à l'enrichissement du vocabulaire pétrolier, l'Administration proposait de conserver, là encore, management, mais en précisant que le mot devait se prononcer « à la française » et qu'il était un synonyme d'administration, de direction ou de gestion...

Jean-Pierre Collignon

## PERSPECTIVES

ESPAGNE

## Après la fiesta, la récession

Après des années de prospérité, il s'est produit à la mi-1992 une cassure dans l'économie. Chômage, stagnation, déficits publics se cumulent pour aggraver la crise

KUMEUR • par Josée Doyère  
bricants de chômeurs

APRÈS la fiesta, la grande expression dépeint trop bien, pour qu'on ne l'utilise pas, la situation de l'Espagne à huit jours d'élections législatives dont l'issue reste incertaine. Est-ce susceptible de mettre un terme à onze années de pouvoir socialiste sans partage, sur un fond de crise véritable.

« La crise, mais on y est en plein, et on ne l'a pas vue venir, tout au moins avec cette ampleur ! » Celui qui pousse ce cri du cœur est bien placé pour le savoir : Gérard Gastaut est secrétaire général de Renault Espagne, premier producteur d'automobiles du pays, avec une part de 19 %. Sur les quatre premiers mois de 1993, le marché espagnol a chuté de 34 % par rapport à la même période de 1992. Encore ce recul d'un tiers n'affecte-t-il que les voitures particulières. Pour les fourgonnettes, il atteint 43 %, ce chiffre passant à 50 %, et même bien davantage pour les camions.

**EXPLOSION** • Sans doute la référence à 1992 n'est-elle pas excellente, car la première moitié de l'année dernière avait été très bonne — avec une progression de 15 %, ramenée à 10 % par un mauvais second semestre. Sans doute également, les acheteurs potentiels, séduits par une baisse de 5 % de la TVA au début de 1992, ont-ils reçu une douche froide, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, avec l'instauration d'une taxe d'immatriculation de 13 %, qui porte à 28 % les taxes sur l'automobile — au niveau le plus élevé d'Europe. Mais la chute de marché reflète aussi la dégradation de la conjoncture et un phénomène psychologique que la France connaît actuellement, à savoir la prudence des consommateurs, effrayés par l'aggravation du chômage et qui ont tendance à rester « liquides ».

Pour juger de l'état de la conjoncture, il suffit de citer la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) qui signale une véritable « explosion » des sinistres commerciaux en Espagne, désormais son premier « pays à risques » dans le secteur, avec une multiplication des retards de paiement et des

défaillances sur les grosses entreprises comme sur les petites et moyennes. Explication : la demande a fortement fléchi, et « l'Etat ne paie pas », selon un observateur avisé, car « il vit au-dessus de ses moyens, avec des arriérés phénoménaux ».

Quant à l'immobilier qui dopa les économies européennes dans les années 80, se terminant en 1990, et jusqu'à l'an dernier en Espagne, il a subi un formidable coup d'arrêt, dont l'illustration est donnée au visiteur par les deux tours inclinées

« On n'échappera pas à une politique de grands travaux car cela va très mal ! »

audacieusement au-dessus du pas de la Castellana, la grande artère qui traverse Madrid de bout en bout, et restées inclinées depuis des mois. Il est vrai que leur promoteur était le KIO, véhicule pour les investissements de Kowit, et dont on connaît les malheurs industriels.

Le chômage ! L'annonce, par le gouvernement espagnol, d'un chiffre de 3 300 000 sans-emploi, 21,6 % de la population active (le Monde du 14 mai) a provoqué un choc. Sans doute faut-il prendre ces chiffres avec prudence. L'Espagne n'est pas tout à fait, du moins pas tout à fait encore, comparable aux pays de l'Europe du Nord. Comme disait l'un de nos interlocuteurs, « Si la France avait un taux de chômage officiel de 21,6 %, les gens se feraient attaquer au coin des rues ».

**CASSURE** • Les conditions de vie et le climat, tout au moins dans le sud du pays, persistent aux Espagnols de mieux survivre qu'en Europe du Nord, bénéficiant, au surplus, d'un soutien familial très puissant. Ajoutons-y le travail noir : une personnalité aussi peu suspecte que Nicolas Sartorius, porte-parole communiste du Parti de la gauche unie, affirme que 25 % des chômeurs travaillent, en fait, pour une économie souterraine florissante. Evoquons, pour mémoire, la

pratique des « deux boulots », un le matin, un le soir, notamment dans l'administration.

Mais attention, avertit un banquier, l'Espagne n'est pas l'Italie, l'économie souterraine y est moins forte qu'on ne le dit, sans les petits ateliers « noirs » si actifs du nord de la péninsule italienne. Surtout, de l'autre côté des Pyrénées, le seul de pauvreté devient insupportable pour certains gens : « On arrive maintenant à toucher le fond. » Et d'ajouter : « On n'échappera pas à une politique de grands travaux, car cela va très mal ! »

« Il s'est produit, au milieu de 1992, une véritable cassure dans l'économie espagnole », résume Jose-Luis Leal, président de l'Association des banques privées. Une sorte d'effondrement de la demande, précède-t-il, tempéré par une reprise des exportations, grâce aux dévaluations de la peseta. De fait, au quatrième trimestre 1992, la demande interne a chuté de 4 %, recul historique, par rapport au troisième trimestre 1992. La production industrielle et les investissements ont fléchi de 8 % en taux annuel au début de cette année. Selon certains économistes, la récession en Espagne est telle qu'elle menace maintenant les racines mêmes du développement économique avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) qui pourrait être négative pour toute l'année, même si plusieurs personnalités sont un peu moins pessimistes, comme Jose-Luis Leal, qui table sur un PIB en croissance nulle ou de 0,5 %. Le plus grave est que cette stagnation, ou cette récession, ne prendra guère fin avant 1994, dans le meilleur des cas, de l'avis général.

Cette « cassure », remarquons-le, était prévisible dès l'an dernier, sans toutefois l'ampleur qu'on lui connaît. « Quand les portes des pavillons de l'Exposition universelle de Séville se seront refermées et que la flamme olympique des Jeux de Barcelone aura été soufflée, l'Espagne retrouvera ses réalités amères, dans un climat social assombri », écrivaient-nous, il y a un an (« Le Monde l'Economie » du 21 avril 1992).

Il y a treize mois, en effet, on discernait les premiers signes d'un renversement de tendance majeur,

marqué par l'effacement ou l'effondrement d'une « bulle » de prospérité presque insensée, dans un pays considéré comme l'eldorado de l'Europe. L'activité fébrile développée par les grands travaux, Jeux de Barcelone, Exposition de Séville et TGV Nord-Sud, masquait un ralentissement inéluctable de la machine, accentué encore par celui des grands voisins européens, qui s'apparentaient à courir dans la crise.

**SPECTRES** • A bien des égards, la « cassure » est de même nature que celle qui s'est produite en Italie, en France et en Allemagne, avec un facteur aggravant, à savoir la conjonction tout à fait désastreuse d'un essai de remise en ordre de l'économie et d'une contraction de l'activité. C'est vrai, le gouvernement de M. Gonzalez s'est efforcé, dans son « programme de convergence » pour l'entrée de l'Espagne dans le grand espace économique européen au 1<sup>er</sup> janvier 1993, de conjurer les vieux spectres et de maîtriser les démons familiaux : déficit budgétaire croissant, inflation persistante, productivité insuffisante, rigidités sociales, etc. Les impôts ont été relevés et la réglementation de l'indemnisation du chômage a été durcie, mesures indispensables mais dont l'effet a été catastrophique sur la conjoncture.

A cet égard, on peut relever bien des similitudes avec l'Italie : dans les deux pays, les gouvernements, sans cesse, épuisés, les réformes nécessaires pour le couplet sous la gorge, se trouvent contraintes de les mettre en œuvre au pire moment, celui d'un marasme général en Europe. Ajoutons, pour l'Espagne, un autre facteur aggravant : la régionalisation qui transfère aux provinces un certain nombre d'attributions et qui a provoqué un développement incontrôlé des créations d'emplois administratifs. Le dernier rapport de l'OCDE d'avril 1993 est éloquent à ce sujet. Là encore, des efforts vont être entrepris pour stopper ou freiner la dérive, mais le mal est fait.

Pour éclaircir ces perspectives plutôt sombres, les trois dévaluations successives de la peseta depuis septembre, loin de constituer un véritable échec, ont pour conséquence de rattraper sur les marchés extérieurs les pertes de compétitivité essuyées depuis cinq ans. Il y a un an, les exportateurs avaient le plus grand mal à maintenir leurs positions, avec des coûts de production trop élevés. Maintenant, ils repartent à l'attaque : + 40 % en deux mois sur la France ! A cette occasion, il convient de nuancer quelque peu la rhétorique sur la concurrence entre la France et l'Espagne. Ainsi, la semaine dernière, des agriculteurs espagnols manifestant devant notre ambassade de Madrid contre les incendies de camions ibériques dans le Sud-Ouest français valaient que, depuis l'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1986, les ventes de produits alimentaires français de l'autre côté des Pyrénées avaient été multipliées par sept, ce coefficient tombant à deux pour les exportations espagnoles dans l'autre sens.

Autre avantage des dévaluations de la peseta, elles vont permettre à la Banque d'Espagne d'abaisser, enfin, les taux d'intérêt. Elle a déjà commencé, ramenant son taux directeur de 13 % à 11,5 % le jour de la dernière dévaluation, puis, la semaine dernière, à 11,25 %. Les milieux financiers madrilènes doutent toutefois qu'elle puisse aller très loin. Tout va dépendre de la tenue de la peseta sur les marchés des changes, et de la confiance manifestée par les étrangers dans l'économie espagnole. A cet égard, l'issue du scrutin du 6 juin est capitale : si aucune majorité claire ne sort des urnes, de nouveaux remous financiers sont à craindre. « Rien ne justifie une quatrième dévaluation de la peseta dans les prochains mois », estiment de bons esprits à Madrid, mais tout flottesment au sommet pourrait, effectivement, y conduire. Déjà, le président de la Confédération des PME espagnoles la demande, « afin de faire baisser les taux d'intérêt, comme dans le reste de l'Europe ».

François Renard

## Dévaluation : 19 % est-ce assez ?

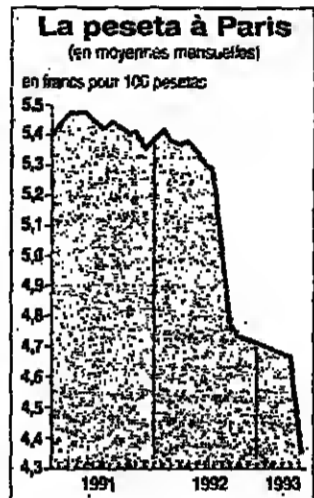
Le jeudi 13 mai 1993, le gouvernement espagnol demandait, selon certains, exigeait de ses partenaires européens une dévaluation de 10 % de la peseta. La France et la Grande-Bretagne, notamment, voulant préserver leurs échanges commerciaux, estimaient que c'était trop et proposaient 6 % : on transigea à 8 %. Après ses deux dévaluations précédentes (5 % le 17 septembre 1992 et 6 % le 22 novembre 1992), la peseta a donc « décroché » d'environ 19 % par rapport aux monnaies du « noyau dur » du système monétaire européen (SME), mark allemand, francs français et belge, florin néerlandais et couronne danoise. A Paris, son cours est revenu de 5,45 centimes en juin 1992 à 4,41 centimes actuellement.

Depuis la dévaluation du 13 mai, qui portait sur les taux pivots (centraux) de la peseta, la chute n'a été que de 4 % environ. La devise espagnole, profitant de l'ampleur de sa marge de fluctuation réglementaire (6 % de part et d'autre de son cours pivot), s'était déjà dépréciée les mois précédents, à l'approche des élections législatives et surtout à l'annonce d'un scrutin anticipé.

Un décrochement de 19 % est-il suffisant pour assurer à la peseta la stabilité nécessaire ? Répondre à cette question revient à poser le problème de la compétitivité de l'industrie espagnole et du niveau de ses coûts de production par rapport à ceux des autres pays. Depuis 1987, date de l'avant-dernier ajustement du SME, et avant l'entrée, en 1989, de la peseta dans ce même SME, la dérive des coûts de production espagnols par rapport à ceux de la France, par exemple, était chiffrée à environ 20 %, certains portant ce chiffre à 30 % ou 35 %. Si on retient l'estimation de 20 %, les trois dévaluations successives de la peseta ont rétabli l'équilibre. Encore faut-il nuancer et bien savoir de quoi l'on parle.

« PAQUETS » • L'un des meilleurs juges en la matière est le fabricant français d'automobiles Renault, qui réexporte environ 60 % de sa production, notamment en France. Des comparaisons peuvent donc être valablement établies sur des produits similaires de part et d'autre des frontières. Pour Gérard Gastaut, secrétaire général de Renault Espagne, il faut distinguer deux « paquets ». Le premier est constitué par les producteurs ibériques qui, depuis 1987, ont consommé un effort réel pour se mettre au niveau européen en matière de productivité et de formation, effectuant les inves-

tissements nécessaires. Figurent dans ce « paquet » la plus grande part des entreprises à capitaux étrangers, installées dans le pays (c'est le cas de Renault) et certains groupes espagnols. Pour elles, « on est dans la bonne zone de parités ».



Le second paquet est constitué par les entreprises qui ont profité du « boom » espagnol des cinq dernières années mais se sont contentées d'engraisser les bénéfices, sans investir suffisamment. Dans ce cas, les trois dévaluations de la peseta n'ont pas totalement compensé le retard pris dans la maîtrise des coûts, et une quatrième dévaluation serait nécessaire. On peut ajouter que les entreprises publiques sont, la plupart du temps, à mettre dans le deuxième « paquet », de même qu'une bonne part de l'hôtellerie, dont les prix ont flambé, notamment à Séville, à la faveur de l'Exposition de 1992.

Pour ce dernier « paquet », effectivement, les coûts ne sont pas encore à l'équilibre, ce qui explique certains calculs comme ceux de la Banque de France, invoqués par Edouard Belledur pour attribuer à la peseta une sous-évaluation résiduelle d'environ 10 % (le Monde du 18 mai).

En tout cas, une chose est sûre : les exportateurs espagnols, dont les marges étaient littéralement laminées l'été dernier, avant les dévaluations, ont retrouvé la sourire et leurs livraisons ont vigoureusement repris ces derniers mois. Signe des temps, le groupe français L'Air liquide va produire en Espagne, où les coûts de production sont redevenus compétitifs, des produits qu'il y exportait à partir de la France.

F. R.

## Le reflux des capitaux étrangers

Pour l'Espagne financière également, la fiesta n'est plus ce qu'elle était. L'afflux des capitaux étrangers, à long terme et à court terme, qui avait littéralement dopé l'économie espagnole en même temps que la peseta, à partir de 1986, s'est fortement ralenti en 1992, après un record absolu en 1991, année de tous les sommets. L'attrait qu'exerçait la péninsule pour les investisseurs de tous les pays, au premier rang desquels la France, avait provoqué une véritable ruée.

On connaissait déjà la prolifération des résidences secondaires sur la Costa del Sol pour tous les amoureux de la chaleur originaires des pays nordiques. Mais les industriels n'étaient pas les derniers, fascinés qu'ils étaient par les énormes profits de l'Espagne : gros retard dans la consommation par rapport aux pays européens, modération des coûts salariaux (dans les années 80 seulement), niveau assez élevé de la qualification de la main-d'œuvre, et jeunesse relative de la population. Un véritable aimant pour les détenteurs de capitaux.

**INTÉRÊTS** • L'aimant a fonctionné efficacement pendant longtemps, mais, aujourd'hui, il perd de son pouvoir d'attraction. En 1992, toutes les composantes des investissements privés nets étrangers ont fléchi. La baisse a été particulièrement sensible pour les investissements de portefeuille, obligations et actions, en raison, notamment, de la plongée des cours à la Bourse de Madrid.

Recul, également, des investissements dans l'immobilier, surtout dans les résidences d'été, en raison des fortes hausses des prix les années précédentes, de l'arrêt du boom spéculatif, de la disparition des anticipations de plus-values, devenue négatives, et de la rarefaction des acquéreurs que rend plus prudents le marasme régnant dans leur propre pays.



Tous ces phénomènes expliquent que pour la première fois depuis longtemps le déficit de la balance des paiements espagnole n'est pas couvert par les entrées d'investissements étrangers, ce qui affaiblit la peseta. Composante de ce déficit courant, celui de la balance commerciale, déjà important dans la période, s'est creusé en 1992, atteignant 37 milliards de dollars contre 31,7 milliards de dollars en 1991 et 18,2 en 1988, le gonflement des importations de biens, notamment

F. R.

## NOTES DE LECTURE

## AGENDA

MARDI 1<sup>er</sup> JUIN. Paris.

MERCREDI 2 JUIN.

JEUDI 3 JUIN. Bruxelles.

DIMANCHE 6 JUIN. Madrid.

LUNDI 7 JUIN. Paris.

55 من لامل

PERSPECTIVES

Un entretien avec le « patron des patrons » britanniques

# L'Europe de Delors est une folie économique

Howard Davies est devenu le « patron des patrons » britanniques le 1<sup>er</sup> juillet 1992, en succédant au poste de directeur général de la Confédération of British Industry (CBI). Très vite, cet europhile convaincu a voulu redonner dynamisme et souffle à une organisation patronale d'autant moins active qu'elle fut pendant des années systématiquement ignorée par le gouvernement. Bien qu'ayant notamment occupé les fonctions de conseiller spécial de Nigel Lawson, alors chancelier de l'Echiquier de Margaret Thatcher, Howard Davies est l'antithèse d'un « thatchérien ». Avec son arrivée à la tête de la CBI et celle de John Major au 10, Downing Street, les relations entre les pouvoirs publics et l'industrie ont commencé à changer : le premier ministre assure qu'il veut établir un nouveau « partenariat » avec la communauté des affaires, les rapports de la CBI sont attendus et les avis de Howard Davies écoutés. N'hésitant pas à critiquer – souvent – le gouvernement et – initiatrice iconoclaste – à se rendre au congrès du TUC (Trade Union Congress, la confédération syndicale britannique), Howard Davies a la réputation d'être un « grand communicateur ». Francophile, il fut le secrétaire particulier de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, avant de devenir haut fonctionnaire au ministère des finances. Il est aujourd'hui le porte-parole des intérêts de l'industrie et des quelque 250 000 patrons qui sont membres de la CBI.



THE INDEPENDENT/GERHARD LEVIE

« Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, assure que le refus de la monnaie unique aidera la Grande-Bretagne à « arrêter la chute de sa compétitivité », êtes-vous d'accord ?

« Peut-être. C'est un fait que l'establishment politique dans ce pays n'est pas prêt à accepter une monnaie unique. Mais, d'un point de vue économique, on ne peut garantir que le fait de demeurer à l'extérieur du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) améliore la compétitivité. Cela dépend de la capacité à contrôler les coûts intérieurs. La question est de savoir si, dans une économie aussi ouverte que la nôtre, on peut contrôler l'inflation sans avoir un « ancrage » du taux de change. A long terme, ce n'est probablement pas possible.

« Mais il est vrai que le mécanisme de change européen opérant comme s'il était une pseudo-UEM (Union économique et monétaire) sans être cependant utilisé à des fins d'ajustement. Par principe, nous sommes attirés par la notion de monnaie unique, parce que nous comprenons qu'il pourra s'avérer difficile de faire fonctionner un marché complètement libre sans une quelconque stabilité des taux de change. La notion de « dévaluation compétitive » ne peut que déstabiliser le marché unique.

« Mais il faut un mécanisme autorisant la différence relative de compétitivité entre régions de la Communauté. C'est particulièrement vrai pour un pays qui est géographiquement périphérique. Or le modèle « dollar » (NDLR : Jacques Delors, le président de la Commission européenne) de la Communauté semble être le suivant : des taux de change fixes, une politique sociale érigée (qui a pour effet de faire augmenter les salaires à travers l'Europe), et une réponse aux inégalités régionales par des transferts de paiement du fonds de cohésion. Nous pensons que c'est de la folie économique, que cela ne marchera pas !

« Rien ne permet d'assurer que l'on pourrait atteindre un tel rééquilibrage par un modèle de planification économique centralisé. Ce serait revenir à l'économie

monnaie unique. Le « peloton », donc, se réduit à la France, à l'Allemagne et aux pays du Benelux. Nous sommes relégués dans la majorité.

« Si la Grande-Bretagne ne ratifie pas Maastricht, ce sera une catastrophe ?

« Non, ce sera regrettable, c'est tout. Je ne partage pas les points de vue des « euro-sceptiques » ou des « euro-fanatiques ». Je crois que Maastricht crée un cadre acceptable pour aller de l'avant. Si nous ne ratifions pas, notre influence sera considérablement réduite sur la manière dont la Communauté se développe. Mais l'économie britannique ne s'écroulera pas pour autant.

« Cependant la France, l'Allemagne et les pays du Benelux prendraient un grand risque en décidant d'aller plus vite vers la monnaie unique. Je ne peux pas croire que s'il fallait, aujourd'hui, après les événements de ces deux dernières années, déterminer le calendrier de Maastricht pour l'UEM, les mêmes dates seraient retenues. Je suis même sûr que l'on prévoirait un processus plus long. La Communauté ferait bien de repenser à tout cela. Si elle ne le fait pas, dans les faits, il y aura une « Europe à deux vitesses ».

« Les signes de reprise économique en Grande-Bretagne sont très contradictoires. Lesquels sont fiables ?

« Nous restons prudents : même si la plupart des indicateurs de notre dernier rapport sont positifs, la production industrielle a chuté légèrement en mars, et les ventes de détail ont baissé en avril. Donc il s'agit bien d'une reprise lente et hésitante, avec une croissance, cette année, de l'ordre de 1,5 %.

« L'un des facteurs importants de ralentissement est la situation économique dans le reste de l'Europe. C'est bien d'être plus compétitifs que les Allemands – et nous le sommes –, mais l'économie allemande est en récession : les commandes de l'industrie manufacturière sont en baisse de 16 %. Dans ces conditions, nous pouvons augmenter notre part du marché et perdre en volume, et c'est ce qui se passe.

« Si la reprise se révèle trop faible, le gouvernement devra-t-il dynamiser

liste de songer à une accélération des dépenses publiques pour dynamiser l'économie, sauf à risquer une grave crise de confiance, un effondrement du taux de change et une hausse des taux d'intérêt. Le gouvernement doit donc garder son sang-froid et être prêt à prendre des décisions rudes en matière de dépenses publiques.

« Il y a aussi le facteur « confiance ». Les dernières élections ont montré que les Britanniques n'accroissent plus beaucoup de crédit à l'ex-chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont, lorsque celui-ci parlait de « reprise ».

« Je l'ai moi-même dit à Norman Lamont : moins il en dit à propos de la reprise et mieux cela vaut, parce que, chaque fois qu'il assure que les choses s'améliorent, les gens réagissent en disant « oh là là, les choses doivent être plus graves que nous le pensions ». Rétablir la confiance demandera du temps. Le premier ministre devra montrer qu'il peut proposer un leadership et qu'il est prêt à faire des choix difficiles.

« Il est vrai qu'il n'a jamais pris de décisions très drastiques en matière de dépenses publiques : celles-ci ont augmenté d'environ 17 % en trois ans. Cela dit, nous n'avons pas besoin d'une nouvelle direction de la politique économique, et je ne crois pas non plus que ce soit une question de personnes. Quelle politique voudriez-vous voir appliquer avec un autre chancelier ?

« Est-il inévitable pour la Grande-Bretagne d'avoir un volume de chômage structurel de plus de 2 millions de personnes et un déficit public (PSBR) (1) représentant 6 ou 7 % du PNB ?

« La moitié du PSBR, lequel atteint 50 milliards de livres, a une origine conjoncturelle. Lorsque la récession en Europe prendra fin, probablement pas cette année mais l'année prochaine, je ne vois aucune raison que la croissance de la Grande-Bretagne ne revienne pas à son rythme habituel. Si c'est le cas, environ la moitié du PSBR devrait disparaître sur une période d'environ trois ans.

« L'autre moitié est un déficit structurel, qui est apparu parce que les dépenses se sont envolées : à la fin des années 80, le gouvernement a fait l'erreur de croire que l'amélioration des finances publiques (due en fait au taux rapide de la croissance) était un phénomène permanent. Pendant un moment, on a cru avoir trouvé le Saint-Graal : plus de dépenses, moins d'impôts, alors que le déficit public restait bas, voire négatif ! Or l'équilibre fiscal du secteur public était devenu bien plus sensible aux changements du taux de croissance. Lorsque l'économie est entrée en récession, tous ces indicateurs se sont inversés.

« Faut-il choisir entre croissance et inflation ?

« Je sais bien qu'il y a des gens qui pensent cela, mais pas moi, pas la CBI. En Grande-Bretagne, nous avons un marché du travail relativement flexible. Le rapport entre l'inflation des salaires et le chômage est très direct. Si les salaires augmentent rapidement, le chômage s'accroît, parce que l'industrie se concentre sur la baisse des coûts pour rester compétitive. Nous vivons dans une économie très ouverte, rendue encore plus ouverte par le marché unique. A long terme il n'y a pas de lien automatique entre croissance et inflation. A court terme, c'est le cas, parce que la confiance est fragile. Si l'inflation commence à augmenter et que le gouvernement donne l'impression de l'accepter, alors on assistera à une grave crise de confiance.

« Estimez-vous que l'objectif de M. Lamont de conserver l'inflation dans une marge de 1 à 4 % était réaliste ?

« Je pense qu'on n'en est pas très loin, pour deux raisons : la première est que la pression à la hausse des salaires est très faible, ce qui est peut-être le signe le plus favorable de l'économie actuellement. L'intérêt

sant est que les entreprises se conduisent comme si nous faisons toujours partie du mécanisme de change du SME. Ainsi, la limitation à 1,5 % des augmentations de salaires dans le secteur public, imposée par le gouvernement, n'est pas si différente de ce qui se pratique dans le privé (2,5 %).

« La seconde raison, c'est que le coût des importations, bien qu'en augmentation, ne progresse pas autant qu'on pouvait le craindre avec la dévaluation de la livre sterling. Tout simplement parce que les producteurs français et allemands, vu l'état de leurs marchés domestiques, ne peuvent se permettre d'augmenter exagérément leurs prix au Royaume-Uni. Ne pouvant traduire dans leurs tarifs le contrecoup de la dévaluation britannique, ils doivent l'« avaler » dans le but de maintenir leurs parts de marché. Mais nous savons aussi que l'inflation est

des prix. Cela dit, nous ne sommes pas très satisfaits de la façon dont le gouvernement envisage ses relations avec l'industrie, notamment parce que le budget du ministère du commerce et de l'industrie représente moins de 1 milliard de livres, sur un total de 250 milliards de dépenses publiques. Ce qui est plus important, c'est que le gouvernement soit prêt à dialoguer avec l'industrie à propos de sa politique fiscale. Dans le passé, celle-ci était secrète, tout comme les arbitrages budgétaires.

« Mais derrière les mots, vous discernez une réelle volonté politique ?

« Dans une certaine mesure, oui. La déclaration d'autonomie du chancelier (2) aurait pu être rédigée par la CBI. Les choses évoluent, bien que de façon hésitante : les arbitrages sur les dépenses ne tiennent pas encore assez compte de la réalité extérieure, nous voudrions une banque centrale bien plus indépendante, et donc plus de transparence à propos de la définition de la politique économique.

« L'une des grandes faiblesses de l'économie britannique reste le niveau d'éducation et de formation très insuffisant de sa main-d'œuvre.

« Si vous comparez cette récession avec les précédentes, vous constaterez que l'investissement en faveur de la formation s'est bien mieux maintenu. Dès 1991, la CBI a dit qu'il fallait fixer des objectifs précis en matière d'éducation et de formation. Pendant dix-huit mois, le gouvernement a fait la sourde oreille. Et puis, récemment, le premier ministre a mis en place un organisme chargé de surveiller les progrès pour atteindre ces objectifs. Nous pensons qu'il y a deux priorités pour les dépenses de l'Etat : le système de formation d'une part, les transports et les infrastructures, d'autre part. Nous investissons dans les infrastructures de transport à peu près la moitié, en proportion du PNB, de ce que fait la France, et nous savons bien, également, que le niveau de formation et de qualification de notre main-d'œuvre est bien inférieur à celui de la main-d'œuvre française et allemande.

« L'autre grande faiblesse, c'est le fait que la base de l'industrie manufacturière de la Grande-Bretagne a été grave-

« Nous avons une base industrielle trop limitée mais compétitive »



THE INDEPENDENT/GERHARD LEVIE

ment érodée pendant les années 80, a profit des services. Ce fut une erreur ?

« Une grande partie du potentiel industriel qui a été perdu était sans doute fondamentalement non compétitif. C'est l'acier, la construction navale, le charbon, bref, les industries lourdes et anciennes. Dans une certaine mesure, ce fut donc une opération de salut. Ce qui s'est passé au cours de la présente récession est probablement plus grave : il semble que des capacités industrielles potentiellement compétitives ont été détruites, par exemple dans les secteurs de machines-outils, des pièces détachées aux mobiles, du papier, du textile.

« Aujourd'hui, nous avons une base industrielle trop limitée mais compétitive. Mais on peut améliorer cette situation. D'abord, parce que le Royaume-Uni attire bien plus d'investissements étrangers qu'il n'en importe quel autre pays de la Communauté : environ 40 % des investissements japonais et 38 % des investissements américains. Ensuite, la vitesse des progrès technologiques et la capacité de renouvellement de l'industrie ne cessent d'augmenter.

« Notre secteur des services, d'autre part, reste fort (nous sommes l'un des trois principaux centres financiers mondiaux), nous sommes la cinquième destination touristique du monde. Enfin, notre part de commerce mondial, dans la seconde partie des années 80, a progressé de 1 %, passant de 7,8 % à 8,7 %. Pendant les années 90, notre productivité a plus augmenté qu'elle ne l'a fait dans les autres pays de la Communauté, à l'exception de l'Espagne. Quant à savoir où nous nous situons dans l'avenir au sein de la Communauté, je crois qu'elle doit déterminer à quelle vitesse elle veut aller de l'avant. Et ce n'est pas uniquement un problème britannique. »

Propos recueillis par Laurent Zecchin

(1) Globalement, le déficit public en exprimé en termes de PSBR (Public Sector Borrowing Requirement) : Etat, collectivités locales, entreprises publiques, Sécurité sociale.

(2) Lors de sa « déclaration d'autonomie », en novembre 1992, le chancelier de l'Echiquier a présenté des propositions budgétaires allant dans le sens d'une « stratégie de croissance », favorisée par la sortie de la livre sterling du SME.



« Le déficit public représente 8 % du PNB et il n'est pas réaliste de songer à une accélération des dépenses publiques pour dynamiser l'économie »

THE INDEPENDENT/GERHARD LEVIE

planifiée dont les pays de l'Est ont voulu se débarrasser. Ou sentait la flexibilité d'un tel système ? Nous avons fermement soutenu la ratification du traité de Maastricht, mais il faut repenser profondément la manière dont tout cela va fonctionner. Pas seulement la monnaie unique, parce que celle-ci est intimement liée à l'Europe sociale, qui, à son tour, est intimement liée à la politique fiscale communautaire.

« Pensez-vous que la Grande-Bretagne est aujourd'hui reléguée à l'extérieur du peloton des économies les plus fortes d'Europe ?

« C'est là une interprétation franco-allemande. Le nombre de pays dont les taux de change sont variables augmente. Les Britanniques, les Espagnols, les Italiens, les Portugais, les Grecs sont à l'extérieur du SME, et les Danois ne veulent pas d'une

celle-ci, par exemple par une nouvelle baisse des taux d'intérêt ?

« L'un des gros problèmes de notre économie est le déficit de la balance des paiements. D'habitude, celui-ci intervient en période de « boom », mais, cette fois-ci, ce déficit est apparu en pleine récession, ce qui est dangereux. Nous serions extrêmement préoccupés par une politique qui viserait à stimuler délibérément la consommation domestique. Ce que nous voudrions, c'est un maintien du taux de change à peu près à son niveau actuel, et une baisse graduelle des taux d'intérêt, quand cela sera possible. Mais la priorité numéro un, c'est une révision générale des dépenses publiques, particulièrement un strict contrôle des salaires.

« De toute façon, je ne pense pas que le gouvernement ait le choix : le déficit public représente 8 % du PNB, et il n'est pas réa-

مكتبة

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

économique

EXPORTATION

Au Japon, impossible n'est pas français

Prendre pied sur le marché réputé le plus difficile du monde, c'est faisable, même pour une entreprise de taille moyenne. Mais il faut du temps, des moyens et une volonté de fer

TOKYO

de notre envoyée spéciale

**E**XPORTER au Japon, pour une entreprise moyenne française, est une sorte de brevet d'excellence. Car ce n'est pas tout de s'implanter dans le pays du Soleil-Levant. Il faut encore y rester, s'y développer, parvenir à faire de cette installation une tête de pont pour la conquête des marchés d'Extrême-Orient, riches de potentialités dont on a perdu jusqu'au souvenir en Occident.

Certes, de grandes sociétés françaises se sont taillées des parts de marché appréciables : l'Aérospatiale maîtrise 40 % du marché nippon des hélicoptères, Michelin commercialise 10 % des pneus vendus au Japon, LVMH, qui emploie 1 200 personnes dans une dizaine de sociétés, y réalise grosso modo le quart de ses ventes.

Pourtant, d'autres, moins connues, réussissent à prendre pied au Japon et à y perdurer. Jusqu'en 1970, la seule méthode pratique était de créer une filiale commune avec une société japonaise. Libéralisation aidant, les obstacles juridiques ont été levés. « Notre système est complètement libre », affirme Sedan Takeda, directeur des affaires européennes au ministère international du commerce et de l'industrie (MITI) ; des programmes d'aide existent, destinés aux exportateurs français vers le Japon.

**DOUZE SECTEURS** • Au-delà pourtant des barrières officielles, il y a encore au Japon « une hésitation envers les étrangers ; il ne s'agit pas de xénophobie, mais de la peur de ce qu'on ne connaît pas », reconnaît Koji Kakizawa, vice-ministre parlementaire des affaires étrangères, qui ajoute : « Il y a beaucoup de besoins au Japon. Nous souhaitons augmenter les importations en provenance d'Eu-



TUDOR BRUNS

rope plutôt que de diminuer nos exportations vers l'Europe. » Même son de cloche chez Hiroshi Kawamura, de la division des affaires économiques internationales au ministère des affaires étrangères : « On a un peu négligé l'Europe, et les pays d'Europe, préoccupés de s'entendre entre eux et avec les Etats-Unis, ont négligé le Japon. » La France, en 1992, a lancé un programme d'action de trois ans, « Le Japon, c'est possible » (Le Monde du 29 janvier), comportant une assistance aux entreprises, la promotion des produits français au Japon, et des actions spécifiques sur « douze secteurs porteurs » (1).

Malgré ces efforts officiels, des difficultés perdurent. Les entraves techniques sont nombreuses (normes, obligation de contrôle, marquage de conformité, notification de mise sur le marché, agrément des composants d'un produit...) et les obstacles sont parfois infranchissables sur les points de détail. « Les lois (réglements) sont le dernier verrou, mais il est bien serré », selon Christian Polak, président de la Société d'études et de réalisations industrielles et commerciales (SERIC), société de conseil créée en 1981.

De plus, il reste pratiquement impossible d'acheter une entreprise japonaise. En Bourse, il n'y a pas de place, car la part du capital répartie dans le public est infime. Les entreprises nipponnes sont rarement à vendre et, en admettant que ce soit le cas, il serait indispensable de convaincre les salariés : les rapports sociaux reposent en effet sur un consensus tacite qu'il faut impérativement respecter ; à cet égard, une entreprise japonaise est beaucoup mieux placée que n'importe quelle firme étrangère.

De surcroît, les Français ont à surmonter une image peu flat-

teuse, qu'il s'agisse de la qualité des produits, jugée souvent médiocre, ou du respect des délais de livraison, trop souvent fantaisistes. Et Benoît Pradenne, directeur de Framasoft CSI Pacific (une filiale de Framasoft qui vend des logiciels de simulation numérique), insiste : « Le client japonais souhaite une réponse en vingt-quatre heures, et dans sa langue. Et la livraison doit avoir lieu au jour J, et non J+1. C'est essentiel pour la crédibilité de la société. »

Et, bien sûr, il faut parler japonais, passage obligé pour comprendre une civilisation et un mode de pensée très éloignés des nôtres. Mais cela ne suffit pas. Outre la patience et la certitude qu'on ne peut réussir en peu de temps, « il faut un départ une grosse part de conviction de l'entrepreneur », dit M. Laurent Daboie, un avocat français qui vit depuis quatorze ans à Tokyo et a ouvert son cabinet en 1988, dès que les avocats étrangers ont eu le droit de s'installer. Il poursuit : « Le Japon est perçu comme un ennemi dangereux, mais on devrait plutôt plaider la thèse de l'alliance que celle du rejet. Les Français ont tout à gagner, en devenant plus efficaces. »

Franchir cette barrière de la langue suppose de découvrir un interlocuteur japonais capable de « nous prendre par la main pour nous introduire dans le monde japonais des affaires, pour installer une relation de confiance et de crédibilité à long terme », dit Christian Polak. « On ne vient pas au Japon pour trois ans, renchérit-il. Il faut une approche très pragmatique, un profil bas, servir d'abord un bureau de représentation avant d'envisager une filiale. » Diagnostic confirmé par tous les interlocuteurs, car « c'est un marché difficile et qui coûte cher », précise Emmanuel Prat, PDG de LVMH-Japon. « Il faut s'attendre à perdre de l'argent pendant cinq ans ». Il ajoute, pudique : « Cela suppose une bonne capacité d'investissement. »

**LONG TERME** • Plus brutalement, on dira que pour avoir quelque chance de réussite au Japon, il faut, soit être filiale d'une grande société, soit être une moyenne entreprise riche en fonds propres et prête à soutenir longtemps son ambition. C'est le cas de Framasoft, un d'Anchin, installé depuis 1989, et qui compte trois personnes à Tokyo, dont son directeur, Frédéric Yn : le groupe de magasins à grande surface, qui commercialise essentiellement des vins et des alcools français, n'espérerait pas équilibrer avant 1993.

Pour réussir, un exportateur doit étudier les caractéristiques du marché japonais et être capable de modifier ses produits en conséquence. « Superficiellement, nous avons construit un monde occidental », dit M. Kakizawa, mais nous avons gardé le système japonais. »

Certes, le mode de vie se transforme peu à peu : le mariage n'interrompt plus l'activité professionnelle des femmes ; celles-ci sont de plus en plus nombreuses dans les bureaux, chargées des mêmes tâches que leurs collègues masculins ; les jeunes couples commencent à prendre leur voiture pour faire les courses de la semaine, et, selon M. Yu, « le dis-

caunt a un grand avenir au Japon », d'autant plus que la crise conduit les ménages à davantage regarder à la dépense... Les habitudes, pourtant, ne se transforment pas du jour au lendemain : la visite d'un supermarché offre à l'œil occidental la découverte de

dizaines de légumes inconnus et de dizaines d'espèces de poissons séchés tout aussi étranges... Les vêtements portés dans la rue sont tout à fait semblables à ceux que nous portons, mais les articles occidentaux importés de la Chine toute proche ou du Sud-Est asiati-

que sont tellement moins chers que ceux venus de la lointaine Europe...

La crise que traverse le Japon n'incite pas a priori à l'optimisme le candidat exportateur français. Bien sûr, le Japon reste au deuxième rang mondial pour le produit national brut, derrière les Etats-Unis, et avant l'Allemagne et la France, mais sa croissance stagne. Les immatriculations de voitures particulières baissent depuis deux ans, les ventes des grands magasins depuis avril 1992. Pendant le boom spéculatif, les entreprises se sont surenrichies, si bien que les investissements industriels, qui avaient augmenté de 20 % en 1990, et encore de 4,5 % en 1991, ont chuté, en 1992, de 7,7 % au premier trimestre, de 14,9 % au deuxième trimestre, de 20,8 % au troisième trimestre...

Ces quelques chiffres suffisent à expliquer que le gouvernement japonais ait injecté dans l'économie 86 milliards de dollars (460 milliards de francs) en 1992 et 150 milliards de dollars en

1993. C'est « beaucoup plus que ce que le président Clinton a fait pour relancer l'économie américaine », dit avec quelque fierté M. Kakizawa, qui ajoute : « La difficulté apporte la chance. »

Cet optimisme très volontaire n'a que peu de chances de convaincre les chefs d'entreprise français tentés par l'aventure japonaise, mais ils auraient sans doute tort de se décourager s'ils sont intimement persuadés que l'avenir de leur société passe par le Levant.

Josée Doyère

(1) Secteurs analysés comme des « points forts » français et des « points faibles » nippons : agroalimentaire (viandes bovine et porcine, produits laitiers), produits chimiques, produits pharmaceutiques et biotechnologies, aéronautique, nouveaux matériaux, environnement, technologies de l'information, construction et décoration, instruments de mesure et de contrôle, équipements automobiles, équipements médicaux, accessoires de mode (chaus et peaux).



Metro VAL - Station Porte de Valenciennes

On y vient pour réussir, on y reste pour le plaisir.

**L**e premier métro entièrement automatisé de France roule en silence depuis 10 ans dans la métropole lilloise. Propre, rapide, fiable, il aurait pu se contenter d'être efficace. Mais voilà, ici réussir doit rimer avec plaisir et efficacité avec beauté. Cette formidable main de bronze du sculpteur César surgissant au cœur d'une station pourrait être le symbole de cette volonté. Ici ne soyez pas surpris de rencontrer l'art dans la rue comme dans les musées. Ici un concert symphonique

peut trouver son public à l'opéra comme dans un stade. Et c'est ici que vous trouverez en toute modestie la plus grande librairie du monde.

C'est aussi pour cela que la métropole lilloise obarde l'avenir en véritable pole position. Mais plutôt que des mots, vous attendez des preuves. Alors appelez-nous !

Contact : Agence pour la promotion économique de la métropole.

Tél : 20 74 97 74

Métropole Lilloise

DP&S Guenard - Photo Max Lenoir

PERSPECTIVES

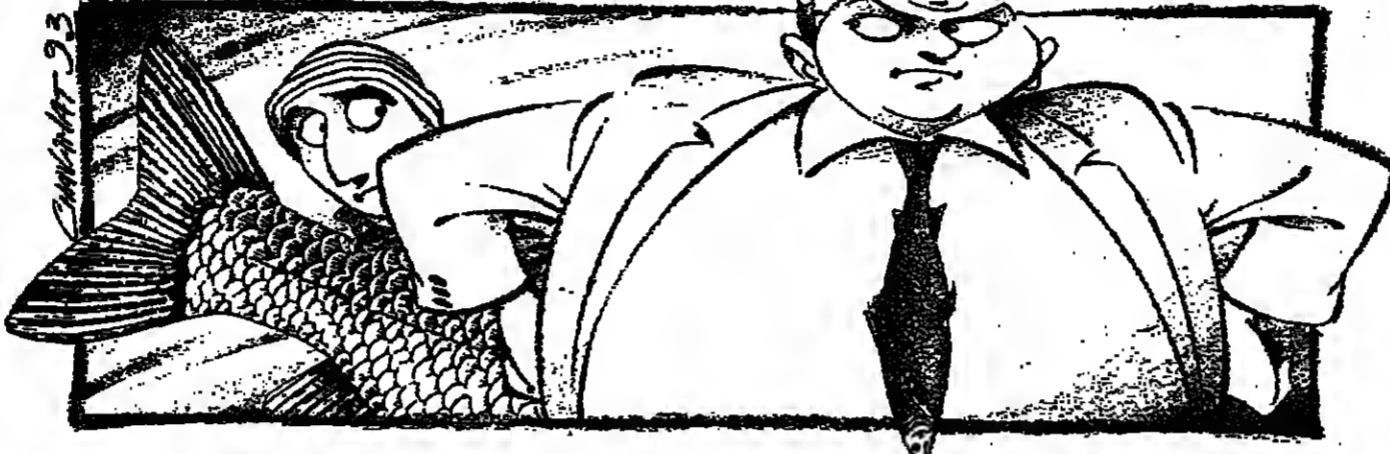
# Rungis à marée basse

Suite de la page 17

Carnet en main, il va de stand en stand, s'arrêtant rarement plus de deux minutes chez un grossiste. Il lui faut trouver 600 à 700 kilos de poissons de toute première qualité pour satisfaire les commandes que passent chez lui les grands restaurants. « Le très beau poisson ne représente que 3 à 5 % des quantités débarquées. Il faut être là tôt, et mettre le prix. »

D'un seul coup d'oeil, le poisson est jugé. Des dessous de branchies bien rouges ? Des yeux pas trop vitreux ? Les mêmes gestes à chaque fois renouvelés : extraire une caisse du dessous de la pile, où sont cachées les plus belles pièces ; l'ouvrir d'un coup de cutter ; écarter la glace pour mieux voir le poisson ; puis parler prix. « Heureusement qu'ils sont moches, les daurades, sinon, ce serait combien ? » lance Jean-Pierre, goguenard. Comme il est bon client, il obtient deux francs de moins au kilo, et glisse sa carte d'acheteur sur la caisse. Un de ses employés passera la prendre plus tard.

**CALME** • « Le marché est très calme aujourd'hui », constate Jean-Pierre, d'un rapide coup d'oeil circulaire. Pourtant, on est mardi, ça devrait grouiller de monde : Rungis était fermé hier. Lorsque les poissonniers ont du mal à écouler leurs stocks, les affaires des grossistes ne peuvent être florissantes. « Les pêcheurs, confrontés à la baisse continue des prix du poisson, ont cherché des coupables, et désigné les importations bon marché en provenance de Russie ou de



Pologne. Mais le problème de fond, c'est la baisse de la consommation en France du fait de la crise », poursuit-il. Sur un pilier, une affiche appelle d'ailleurs grossistes et détaillants à s'unir pour « relancer les produits de la mer ».

Trois mois après la mise à sac du pavillon de la marée par les pêcheurs en colère (bilan estimé : 600 000 francs de dégâts matériels pour la Semmaris, société gestionnaire du marché de Rungis, 1 million de francs de dégâts pour grossistes et transporteurs, et 12 millions de francs de pertes de marchandises pour les grossistes), le thème des importations qui feraient chuter les prix reste sensible. Alors que l'immense tableau lumineux qui domine le pavillon affiche ce jour un arrivage global

de 756 tonnes, dont 276 importées, les grossistes, d'une même voix, affirment privilégier dans leurs

**« Il est de plus en plus difficile de discerner l'importé du français. Surtout au sein de la CEE. »**

achats le « poisson français, de bien meilleure qualité ».

Au fil de la conversation, certains évoquent néanmoins la dévaluation de la peseta, qui avantage grandement le poisson espagnol,

ou, comme Pierre Pecunia, admettent qu'« on ne trouve pas tout dans le poisson français ». « De plus, les grandes surfaces, qui représentent une part croissante de nos ventes, sont plus regardantes sur les prix que sur la qualité. Or il faut reconnaître que le poisson étranger est souvent moins cher. »

Le secrétaire général de la Semmaris, Jean-Marc Coruet, ne se voile pas non plus la face : « On s'est aujourd'hui habitués à une telle diversité de poissons qu'on ne pourra plus se passer d'importations. Et de toute façon, il est de plus en plus difficile de discerner l'importé du français, surtout au sein de la CEE. Les poissons danois ou espagnols débarqués à Boulogne ou à La Rochelle sont vendus sous étiquette française. »

Reste, selon lui, que certains pays de la CEE achètent trop de poissons bradés en provenance de pays tiers (cabillaud russe, lotte congelée de Chine...).

**VENTE DIRECTE** • Hormis les carpes panés surgelés, les grossistes de Rungis s'avouent deux bêtes noires : les mauvais payeurs, restaurateurs en tête, qui ne règlent souvent qu'un mois et demi après leurs achats, leur posant de terribles problèmes de trésorerie ; et la vente en direct, qui se développe fort ces derniers temps.

Pour être payés plus vite, certains mareyeurs proposent directement leur marchandise aux poissonniers ou aux restaurateurs. De leur côté, les grandes surfaces, qui réalisent désormais plus de la moi-

tié des ventes de poisson, s'adressent directement aux mareyeurs pour ne pas avoir à rémunérer d'intermédiaire.

« Pourtant, le grossiste est indispensable. Il faut un professionnel pour choisir les meilleurs poissons, et surtout pour proposer une offre aussi variée », plaide Patrick Reynaud, qui réalise 30 % de ses ventes avec les grandes surfaces et dont le chiffre d'affaires a avoisiné 600 millions de francs en 1992. « C'est l'avenir de notre métier puisque les petits commerces disparaissent et que tous les hypers ouvrent de grands rayons de poissonnerie. Mais il faut avoir les reins suffisamment solides pour serrer les prix au maximum, car pour les grandes surfaces seule compte l'étiquette. »

Deux ou trois des 79 grossistes du pavillon de la marée peuvent réellement commercer avec les intraitables centrales d'achat des hypers. Les autres tentent de résister tant bien que mal à la faillite. « Notre métier est en perte de vitesse. Nos marges, ramenées à 12 % du fait de la baisse des ventes et des exigences des grandes surfaces, sont insuffisantes », constate amèrement Pierre Pecunia, dont le chiffre d'affaires a chuté de 25 % au premier trimestre 1993 par rapport à la même époque l'an dernier.

Depuis 1991, une quinzaine de grossistes ont déposé leur bilan. Les rescapés réduisent leur surface, rentrent la tête sous le gros temps. Car tous sont persuadés qu'il y a bien d'autres défaillances à venir.

Pascal Krémer

## Moins de viande, moins de poisson en 1992

Le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis reflète les évolutions de l'alimentation en produits frais en région parisienne : en 1992, les récoltes de fruits ont été exceptionnelles, mais la consommation a stagné ; les tonnages de viande de boucherie sont en baisse et ceux de volailles se maintiennent ; les poissons de mer ne représentent plus que la moitié du tonnage des produits de la mer et d'eau douce (contre 62 % en 1985). Tout cela ressort du bilan pour 1992 de la Semmaris, société d'économie mixte qui gère le Marché d'intérêt national de Rungis (Val-de-Marne).

Au cours de l'année, 2,5 millions de tonnes (dont 2,2 millions pour les produits alimentaires) ont été commercialisées à Rungis. Le chiffre global des importations n'aurait eu aucune signification, tant il est variable d'un produit à l'autre : 70 % des fleurs viennent de Hollande, mais 90 % des fromages de l'Hexagone.

L'année a été caractérisée par des récoltes de fruits exceptionnelles et par

une consommation globale en stagnation, voire en diminution pour des familles importantes de produits. Le tonnage des fruits et légumes à l'arrivée a atteint 1 265 149 tonnes (564 454 tonnes de légumes et 700 695 tonnes de fruits), soit une baisse de 1,2 % par rapport à 1991. Ce recul, qui porte presque entièrement sur les légumes (-13 400 tonnes), a touché, pour les fruits, essentiellement ceux de métropole (-2,3 %). Le taux d'importation a été de 50,5 % : 68,3 % pour les fruits et 28,4 % pour les légumes.

Malgré la légère baisse de tonnage sur les fruits, l'année 1992 a été marquée par d'exceptionnelles récoltes de cerises, d'abricots, de pêches et surtout de pommes et de poires. D'où un marché encombré, qui, de plus, a souffert de la désorganisation des transports routiers au début de juillet.

Parallèlement à certains excédents, on note une désaffection de la demande, d'où des prix très en dessous de ceux de 1991 (-28,4 %). La

recul des arrivages de légumes est constant depuis plusieurs années. Par rapport à 1986, année record, il atteint 18,6 %. Cette chute est certes due à la baisse de la consommation moyenne par habitant, qui porte pratiquement sur tous les légumes, à l'exception des choux-fleurs et des asperges, mais elle a aussi des raisons structurelles. Depuis dix ans, une part croissante du trafic ne passe plus par Rungis pour éviter les ruptures de charges. Le chiffre d'affaires hors marché illustre ce phénomène : en 1991, il atteignait 4 840 millions de francs pour un chiffre d'affaires global de 14 506 millions de francs. Ce détournement du trafic illustre la mutation du MIN, qui, à son rôle de marché traditionnel, a ajouté celui d'un pôle de logistique assurant répartition et réapprovisionnement sans nécessité de faire transiter la marchandise dans ses pavillons.

Les arrivages de produits carnés ont été de 459 440 tonnes en brut (488 800 tonnes en équivalent carcasse), en retrait de 3 300 tonnes sur

ceux de 1991, mais supérieurs de 2 000 tonnes à ceux de 1990. Les viandes de boucherie ont baissé de 4,8 %, les volailles avec 0,4 % ont maintenu leur position, alors qu'elles avaient connu précédemment une forte croissance.

Le secteur des produits de la mer et d'eau douce, marqué par les événements du 23 février, a connu une année 1992 stable avec 106 590 tonnes de produits en brut à l'arrivée (124 330 tonnes en équivalent poissons entiers), soit 1 270 tonnes de moins qu'en 1991 (-1,2 %).

L'apparente uniformité des tonnages globaux d'une année sur l'autre dissimule une évolution des différentes familles de produits entamée depuis plusieurs années. Ainsi les poissons de mer avec 53 500 tonnes sont en baisse de 2 070 tonnes et ne représentent plus que la moitié du tonnage global, contre 62 % en 1985. Les poissons d'eau douce, où le saumon d'élevage, avec 9 375 tonnes, représente 70 % du total, poursuivent leur croissance.

C'est aussi le cas des coquillages avec 21 900 tonnes (+2,6 %). Les crustacés (10 690 tonnes) et les molluscs (4 850 tonnes) restent stables.

Le secteur des produits horticoles n'a toujours pas retrouvé l'activité commerciale antérieure à la guerre du Golfe et eu égard sur la consommation résultant du passage au taux de TVA à 18,60 % le 1<sup>er</sup> août 1991. Les producteurs de plantes en pot ne sont plus que 192 à Rungis ; ils étaient 238 en 1991 et 277 en 1990, soit une baisse de 30 % en trois ans. Le nombre de grossistes en fleurs coupées est passé de 144 à 120 entre janvier et décembre 1992.

Au total, 7 230 000 « passages » de véhicules (d'approvisionneurs ou d'acheteurs) ont été enregistrés. Si cette fréquentation est en retrait de 40 000 par rapport à l'année précédente, il faut noter que les véhicules de plus de 11 tonnes sont en hausse de 3,2 %.

Francis Gouge

## La Côte s'agrippe à ses yachts

Suite de la page 17

Cette « sensibilité » s'était déjà vérifiée en 1982, lorsque le gouvernement avait voulu instituer un droit d'escale (de 3 francs par jour et par tonneau) sur les pavillons dits de complaisance et réformer le régime de l'importation en franchise temporaire (IFT) pour les bateaux étrangers (le Monde du 14 août 1982). Aussitôt, une centaine de grands yachts avaient pris le large et n'étaient revenus, pour la plupart, qu'après que ces dispositions eurent été rapportées, en 1986.

En l'occurrence, le paiement de la TVA sur des bateaux coûtant entre 2 et 10 millions de dollars n'aurait rien d'indolore... D'où la peur d'un nouveau « coup de tabac » qui s'est répandue sur les rives de la Méditerranée. Par plusieurs courriers, notes et démarches, la chambre de commerce, en liaison avec une association ad hoc, le Comité européen des professionnels du yachting (ECPY), ainsi que plusieurs élus des Alpes-Maritimes, ont tenté de sensibiliser le gouvernement français et les autorités de la CEE aux incidences du nouveau dispositif fiscal sur l'économie de la Côte d'Azur.

Car c'est la dernière et principale raison de l'amaigrissement de l'activité engendrée par les grands

yachts est loin d'être négligeable. Sur une flotte mondiale de 2 400 bateaux de grande plaisance, un tiers séjourne ou transite dans les eaux azuréennes (au sens large). Cette flotte internationale, pour laquelle a été créé un réseau d'infrastructures portuaires modernes - financé à 60 %, en moyenne, par la clientèle étrangère, - a donné naissance à un véritable « pôle d'excellence », constitué par un ensemble de petites entreprises hautement spécialisées. Chiffre d'affaires estimé, incluant les dépenses touristiques : près de 2 milliards de francs (en devises) pour 4 100 emplois directs et plus de 12 000 emplois induits, soit, au total, 4 % de la population active des Alpes-Maritimes.

Conclusion de la CCI : « L'application des mesures communautaires peut aboutir à « casser » l'outil mis en place ces vingt dernières années (...) pour le seul profit de quelques pays tiers, au premier rang desquels, en Méditerranée, la Turquie, Malte et la Tunisie. »

Selon des informations diffusées par l'association ECPY, les craintes de la chambre ne sont sans doute pas vaines. Plusieurs motor-yachts - aucun recensement n'a, pour le moment, été fait - ont déjà levé l'ancre. Beaucoup d'autres ont annulé leur venue. C'est notamment le cas des

navires ayant passé l'hiver aux Caraïbes ou aux Antilles : « Ceux qui se trouvaient dans les eaux territoriales françaises ou l'1<sup>er</sup> janvier 1993, explique un agent maritime cannois, Thierry Voisin, ont un délai de grâce jusqu'au 30 juin prochain. Leur intérêt était de ne pas bouger jusque-là. Mais si jamais, vers le 20 juin, il n'y avait pas de solution, ils s'empresseraient de quitter la route. »

Les commandes, par ailleurs, sont « quasi stoppées » et le chiffre d'affaires de certaines entreprises, affirme ECPY, a diminué de moitié avec des réductions d'effectifs à la clef. Dans le même temps, les réservations de postes à quai en Turquie auraient fait un bond de 300 % et sept projets de « marinas » auraient été réactivés. « Le risque est donc grand », écrit Gilbert Stelardo, en évoquant la « volatilité » spécifique de la grande plaisance, d'arriver à faire face non seulement à des pertes momentanées, mais à une véritable processus de délocalisation aux effets durables. « Ce qui paraît le plus extravagant, a, par ailleurs, protesté le président de la CCI, c'est que cette situation (...) procède exclusivement d'une démarche réglementaire, ou nom d'une vision abstraite de la fiscalité européenne. »

Pierre Mestre, orfèvre en la matière, puisque ancien directeur

inter régional des douanes et conseiller de l'association ECPY, juge, de son côté, « injustifiées sur le plan des principes » les nouvelles règles de la CEE qui ont été définies par référence aux véhicules routiers... « Elles consistent, remarque-t-il, à appliquer un

**Les professionnels estiment qu'un moratoire est indispensable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1997, date officielle de l'unification fiscale dans la CEE.**

impôt de consommation intérieure à des « moyens de transport » appelés à naviguer fréquemment en dehors des eaux communautaires, voire même à être basés, parfois durablement, dans des ports extérieurs à la CEE. »

**DIFFICULTÉS** • En pratique, l'application de la directive présente également de nombreuses difficultés. Dans quel délai doit-elle intervenir ? On l'ignore, car l'IFT, le titre de séjour qui sert de réfé-

rence, n'a plus d'existence légale depuis une autre directive de 1983 (jamais mise en œuvre). D'autre part, une directive européenne n'est juridiquement applicable que lorsqu'elle est transposée dans le droit interne des pays membres. Ce qui, actuellement, n'est pas le cas en France (ni en Espagne, où sont pourtant délivrés des certificats d'exonération, ni en Italie, où le texte de la CEE paraît encore ignoré).

Autre problème non résolu : celui de l'administration compétente. Le fisc ? Les douanes ? Chacun, pour le moment, se renvoie la balle. N'a pas été clairement définie, non plus, l'assiette de la taxation (en principe la valeur marchande du bateau, qui est, pour une grande part, subjective). En matière de recouvrement, enfin, deux effets pervers sont à redouter : une perte de recettes fiscales provenant des dépenses touristiques (susceptibles de s'évaporer avec la clientèle concurrencée), et le choix préférentiel, par les assujettis, du pays de la Communauté pratiquant le taux de TVA le plus avantageux (15 % en Espagne, au lieu de 18,6 % en France).

Dans ces conditions, les professionnels du nautisme estiment qu'un moratoire est indispensable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1997, date officielle de l'unification fiscale dans la CEE. Pour « amortir » les

effets d'une sortie brutale du régime hors taxe, et aussi pour avoir le temps d'étudier des solutions alternatives.

Les professionnels conviennent en effet qu'il faut donner un statut distinctif à la grande plaisance, qui, jusqu'ici, s'est développée en dehors de toute véritable réglementation (en raison, notamment, du « laxisme » du pavillon britannique). « Nous sommes arrivés à la conclusion, explique Pierre Mestre, que ces bateaux ne sont pas des navires de plaisance, mais de vrais bateaux professionnels, auxquels il faut donc appliquer des règles appropriées sur le plan européen et, si possible, mondial. C'est pourquoi nous proposons de créer un statut, d'intérêt public, propre à la navigation professionnelle de loisir. Il serait applicable à tous les navires de haute mer qui dépassent la longueur de 24 mètres et sont dotés d'un équipage permanent. Ces navires seraient soumis à des règles techniques minimales (notamment au regard de la sécurité maritime) et, provisoirement, assimilés, sur le plan fiscal, aux navires de commerce (exonérés de la TVA). Il faudra inventer un autre impôt, proportionnel à la durée du séjour des bateaux, convient Pierre Mestre. Les professionnels en sont d'accord. »

Guy Porte

## Il faut une politique maritime

## L'aide au logement dévoyée

(\*) Professeur à Paris-X-Nanterre.

# chts

# chts

# CONJONCTURE

**R**ICHES d'enseignements sur le comportement des agents, les références historiques sont souvent au centre de l'analyse contemporaine. Ainsi, ces derniers mois, a-t-on comparé les récessions observées depuis la seconde guerre mondiale dans les pays industrialisés et la période récente, pour, à la fois, appréhender et anticiper les enchaînements conjoncturels traditionnels, et cerner les spécificités de la crise présente.

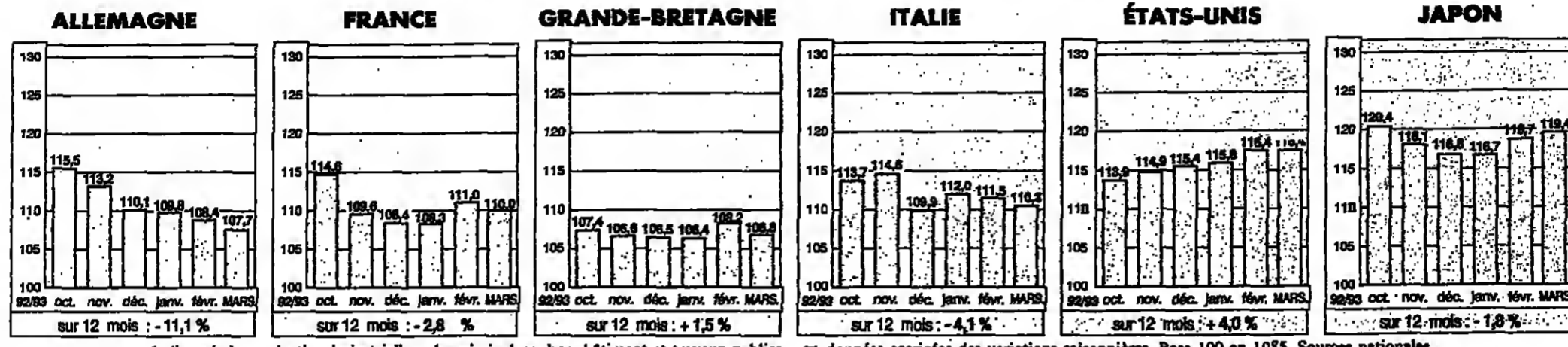
Mais les succès sont maigres et le constat, presque unanime, est celui de différences majeures entre le retournement actuel et ceux qui ont marqué le monde industrialisé depuis 1950. De ces crises brutales, mais généralement brèves (moins d'un an en moyenne), la récession actuelle se détache par son

## INDICATEUR • La production industrielle 1929-1993 ?

caractère « rampant », rendant nécessaire un ajustement profond. Les raisons de cet ajustement font aussi l'objet d'un consensus : surendettement des agents durant les années 80 et surévaluation des actifs financiers alimentée par la distribution abusive de crédits.

C'est alors à la crise de l'entre-deux guerres, celle entamée en 1929, que

l'on fait de plus en plus référence. Cette assimilation, peu rassurante évidemment, ne doit pas non plus s'entendre comme une découverte dramatique et ne change pas grand-chose à la perception de la conjoncture qui domine aujourd'hui. Aux régulations intempestives d'un marché peu organisé, au début du siècle, succèdent aujourd'hui des ajustements « en douceur » et donc plus lents. Tel est le cas actuellement, qu'il s'agisse du comportement de consommation, d'investissement ou des fluctuations de prix, la déflation redoutée affectant aujourd'hui les prix de production d'un grand nombre de branches industrielles, après avoir érodé la valeur des actifs physiques et financiers.



## RÉGION • L'Amérique du Nord Lueur dans la grisaille

**A**u regard des difficultés économiques de l'Europe et du Japon, les performances de l'Amérique du Nord prennent une dimension particulière. Pourtant, quelques statistiques ont suffi à remettre en cause une appréciation modérément positive de la situation. Le Canada et les États-Unis ont quitté la récession au printemps 1991 et suivent depuis lors une croissance qui, bien que modeste en comparaison des reprises passées, est indéniable. Quant au Mexique, le problème en 1992 a été la maîtrise d'une progression de l'activité trop soutenue qui risquait de mettre en péril le fruit des efforts de restructuration.

Aux États-Unis, la décélération de la croissance au premier trimestre 1993 a été très prononcée si l'on juge par l'estimation préliminaire du PIB qui ressort à 1,8 % en rythme annuel contre 3,4 % et 4,7 % aux troisième et quatrième trimestres 1992. Un ralentissement était largement anticipé eu égard au potentiel de l'économie américaine, incompatible avec un maintien du dynamisme de la fin de 1992.

Cependant, le tassement a pu surprendre par son ampleur ; en outre, l'examen des composantes du PIB a pu susciter quelques inquiétudes puisque la contribution des stocks excède, à elle seule, la croissance du PIB. Il n'en demeure pas moins que les craintes exprimées à cette occasion paraissent excessives. En effet, les conditions climatiques sur la côte Est, très défavorables en mars, ont amplifié le recul d'indicateurs tels que les ventes au détail ou les commandes de biens durables.

En fait, l'économie américaine est en train de rejoindre un sentier de croissance plus soutenable à moyen terme, de l'ordre de 2 % à 2,5 % l'an. Ce retour, influencé par des éléments conjoncturels, n'a aucune raison de s'effectuer linéairement. Un rattrapage compensant l'effet des aléas climatiques est vraisemblablement intervenu ces dernières semaines comme devraient le montrer les indicateurs portant sur avril et mai. Mais il reste peu probable que la relative atonie du marché du travail américain soit remise en cause. Les créations d'emplois sont susceptibles de s'inscrire sur un rythme moyen mensuel de l'ordre de 100 000 à 150 000, qui demeure bien éloigné des 350 000 enregistrés lors de la reprise de 1983-84. Pour autant, les États-Unis sont bien placés pour connaître une progression du PIB de l'ordre de 3 % en 1993, l'une des meilleures performances des principaux pays industrialisés, avec celle du Canada.

Au Canada, l'évolution de l'activité connaît un profil comparable à celui du voisin américain. Cela n'est pas pour étonner eu égard au poids des États-Unis pour l'économie canadienne (les trois quarts des exportations canadiennes, soit plus de 16 % du PIB). L'accélération du rythme de croissance au cours du second semestre 1992 a permis de ne plus discuter la réalité d'une reprise amorcée au printemps

1991. Les indicateurs conjoncturels du premier trimestre 1993 confirment, dans l'ensemble, la poursuite du redressement même si, en comparaison avec les périodes passées, les performances actuelles apparaissent relativement décevantes. De ce point de vue, le maintien du taux de chômage à un niveau très élevé (11 % en mars 1993) constitue un frein à un retour plus marqué de la confiance des ménages. Le commerce extérieur est actuellement l'un des principaux moteurs du dynamisme canadien, l'excédent commercial ayant atteint 1,12 milliard de dollars canadiens en février après un record historique de 1,97 milliard le mois précédent. Le maintien de bonnes performances en matière de prix à la consommation (+1,9 % en glissement annuel en mars) donne toute latitude à la banque centrale pour poursuivre une politique monétaire résolument accommodante. Au total, la progression du PIB atteindrait environ 3 % en 1993.

Toutefois, c'est l'évolution du déficit public qui a retenu l'attention au cours des dernières semaines. La décision du Canadian Bond Rating Service (CBRS) de rétrograder la notation des engagements et des garanties du gouvernement canadien de AAA à AA+ a été, dans cette période où le budget de 1993 était présenté par le ministre des finances, l'occasion de rappeler que ce pays est l'un des plus endettés du G7 (90 % environ du PIB pour la dette de l'ensemble des administrations publiques).

L'Amérique du Nord constitue, dans le monde industriel, le seul pôle de croissance significative en 1993, avec une progression du PIB avoisinant 3 %. Sans nier que cela constitue une bonne nouvelle pour l'économie mondiale, un tel rythme est très insuffisant pour amorcer une reprise dans l'ensemble de l'OCDE. Il n'en demeure pas moins que la France pourrait y trouver de nouvelles opportunités pour limiter la dégradation de l'activité, notamment si l'on en juge par l'évolution des relations commerciales ces dernières années. La France n'a plus enregistré d'excédent vis-à-vis des États-Unis depuis 1985, année où le dollar a atteint une surévaluation record.

Cependant, les positions françaises tendent régulièrement à s'améliorer depuis 1987-88, le taux de change, élément important, n'étant pas exclusif ; le décalage de conjoncture entre les deux pays et tant spécialement l'écart des rythmes d'évolution de l'investissement exercent aussi un rôle déterminant. Pour la seule année 1992, la réduction du déficit commercial franco-américain a dépassé 12 milliards de francs soit un cinquième de l'amélioration du solde extérieur français ou encore 0,2 % du PIB marchand. La France enregistre des excédents réguliers avec le Canada et le Mexique, respectivement 3,7 et 3,1 milliards de francs en 1992 contre 3,0 et 2,4 milliards en 1991.

Philippe Arroyo  
Economiste à la BNP



## PAYS • Le Mexique

### Nouvelle année de défis

**L'**ÉCONOMIE mexicaine a pris un nouveau tournant en 1992, les autorités redéfinissant le poids de la contrainte extérieure. Dès le printemps dernier, la préoccupation majeure a été d'enrayer la détérioration des soldes extérieurs, notamment en conduisant une politique monétaire plus restrictive. La croissance du PIB est en conséquence revenue à 2,6 % en 1992 contre 3,6 % en 1991 et 4,4 % en 1990 ; il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de la cinquième année consécutive où le PIB par tête progresse.

Toutefois, en dépit de ce ralentissement, les déficits commerciaux et courant ont littéralement explosé, atteignant respectivement 20,6 et 22,8 milliards de dollars contre 11,1 et 13,3 milliards en 1991 : ils dépassent donc aujourd'hui 6,5 % et 7 % du PIB. Même si jusqu'à présent le financement de ces déséquilibres ne pose apparemment pas de problèmes, la simple idée qu'une telle situation puisse se prolonger risquerait d'affecter la confiance des investisseurs internationaux avec les conséquences négatives qui s'ensuivraient.

Pourtant les progrès réalisés par cette économie ces dernières années sont spectaculaires. Outre les performances évoquées en matière de croissance, les résultats concernant la lutte contre l'inflation et la maîtrise des finances publiques sont exemplaires. Ainsi, la hausse des prix à la consommation

a atteint 11,9 % en glissement annuel en décembre 1992 contre 18,7 % un an auparavant et une variation à trois chiffres en 1986-1987 : non seulement le résultat de fin 1992 est le meilleur depuis 1975, mais encore l'objectif d'un retour à une hausse à un seul chiffre sera atteint cette année. Par ailleurs le gouvernement a annoncé pour 1992 une capacité de financement égale à 0,5 % du PIB hors recettes de privatisations (3,4 % en les comptabilisant) alors que les besoins de financement oscillaient entre 13 et 15,5 % du PIB de 1986 à 1988. Enfin, la dette extérieure n'aient plus que 37,8 % du PIB fin 1992 à comparer à 44 % en 1990 et 80 % environ en 1986 et 1987.

Au cours des prochains mois, l'attention sera retenue par les discussions qui entoureront la ratification de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) par les différents Parlements. La capacité des autorités du Mexique à maîtriser l'évolution de ses soldes extérieurs cristallisera également l'intérêt des investisseurs étrangers. Mais cette vigilance devra se doubler de patience car le Mexique dispose d'un fort potentiel mais a besoin de temps. Toutefois, l'ampleur des déficits extérieurs nécessite une action vigoureuse car, si leurs niveaux actuels perduraient, le spectre d'une nouvelle crise financière ne manquerait pas de resurgir.

Ph. A.

## SECTEUR • La construction électrique En quête d'étincelle

**L'**EXPORT flanche... Depuis le début de l'année, les constructeurs français de matériel électrique ont les yeux rivés sur les carnets de commandes étrangers... qui restent stonés.

De quoi inquiéter ce secteur hétérogène (on y livre aussi bien des centrales électriques élefs en main que des turbines, disjoncteurs, transformateurs, câbles, etc.), qui emploie pas moins de 67 000 personnes dans l'Hexagone et 175 000 dans le monde. Numéro quatre mondial de la spécialité - derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne - l'industrie française des matériels d'équipement électrique avait, l'an passé, considérablement limité le casse grâce à l'apport des marchés extérieurs. A 47 milliards de francs, le total de ses facturations a progressé de 3,1 % en 1992. Une performance alors que la plupart des industries de biens d'équipement ont plutôt plongé du nez.

Le rôle moteur des exportations est clair : à 31 milliards de francs, elles ont augmenté de 13,4 % et ont représenté plus de 66 % du chiffre d'affaires. Cette part était de 60 % en 1991 et de 53 % six années auparavant. Dès lors, le ralentissement général de l'activité dans la plupart des pays européens - la CEE, qui absorbe 52 % des exportations, est le principal marché de cette industrie - n'est pas vraiment de bon augure. Les médiores perspectives économiques de l'Allemagne, premier client, dont les besoins d'équipement avaient été dupés par la réunification, inquiètent.

Les dévaluations de la livre britannique, de la peseta espagnole, des devises scandinaves et de la lire italienne font sentir leurs effets, rendant ces divers marchés (plus du quart, au total, des débouchés) plus difficiles d'accès pour les industriels français et la concurrence de leurs constructeurs plus agressive. Pris globalement, le secteur s'attend à mieux à rééditer en 1993 ses performances de 1992. Et, plus l'année s'écoule, plus les industriels sont nombreux

à envisager une « évolution négative ».

Tous ne sont pas frappés de manière égale. Les constructeurs de gros équipements (matériel de production, de transport d'électricité, de distribution haute tension) ont pour eux les commandes engrangées au cours des années fastes, les gros contrats (voir graphique ci-dessous) qui parviennent à échéance et dont la facturation s'étend sur plusieurs années. Le nouvel engouement pour les centrales électriques à gaz d'op, par exemple, le franco-britannique GEC-Alsthom, qui a aligné les prises d'ordres l'an passé et marqué des points face aux géants de la profession que sont l'américain General Electric, l'italien-allemand Asra-Brown Boveri (ABB) ou encore l'allemand Siemens.

Moins dépendants du marché européen, les fabricants de gros matériels misent de plus en plus sur l'Extrême-Orient, dont la consommation d'électricité croît régulièrement et dont les besoins d'équipement restent élevés.

La situation des fournisseurs de constituants électriques et d'équipements industriels est plus préoccupante. Ce secteur, qui dépend très fortement de la volonté d'investissement des entreprises, subit de plein fouet le ralentissement conjoncturel. Au premier trimestre 1993, la baisse d'activité a été de l'ordre de 10 à 15 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans les éléments d'automatisme, les contractions de carnets de commandes sont également très prononcées, comme en témoignent les difficultés actuelles de Têlécanique, la filiale spécialisée du groupe Schneider.

La encore, les industriels français se cherchent de nouveaux débouchés. Bien qu'en « microscopiques », les marchés de l'Est sont jugés extrêmement prometteurs. L'Asie du Sud-Est est en plein boom. Mais les industriels français en profitent peu, leur présence étant encore insuffisante.

Caroline Monnot

